

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

*Bulletin d'information
sur le développement social
Volume 4, numéro 1 • JUIN 2003*

Numéro double : **Montréal**

» Des points de vue » Des plans d'action » Des projets



Bulletin Développement Social : encore des changements...

Avec la publication de ce numéro double portant sur Montréal et le développement social, le bulletin entreprend sa quatrième année d'existence. Plusieurs changements sont survenus depuis le premier numéro, paru en octobre 1999.

Le partenariat

À l'origine, cinq partenaires soutenaient la production du bulletin : le Conseil de la santé et du bien-être, qui en était aussi l'éditeur, l'Association des régions du Québec, la Conférence des régies régionales de la santé et des services sociaux, le Ministère de la Santé et des Services sociaux et la Direction de la santé publique de Montréal-Centre.

L'an dernier, le partenariat s'est élargi puisque ce sont 12 partenaires qui ont accompagné la production de la publication. Cette année, ce partenariat s'élargit encore : une vingtaine d'organisations soutiennent le bulletin, alors que d'autres organismes pourraient adhérer en cours d'année. Combien de partenaires aurons-nous dans quelques années? Si la question peut être amusante, le nombre, en tant que tel, est sans réelle importance. Ce qui importe vraiment, c'est de constater l'intérêt grandissant que suscite la question du développement social dans différents réseaux, un intérêt qui amène les organisations à accepter de joindre le partenariat. Ce qui importe vraiment, c'est d'imaginer que cet intérêt croissant des partenaires pourrait permettre que «s'intersectorialise» la réflexion sur le développement social et que s'amorcent entre ces organisations des échanges conduisant à des lectures communes des enjeux de développement social.

En somme, ce qui est intéressant dans cette évolution du partenariat, c'est bien plus la diversification du partenariat que l'augmentation de partenaires. Et sur ce plan de la diversification des partenaires, il reste encore beaucoup de travail à faire alors que d'importants secteurs d'activité de notre société sont encore absents, notamment les organisations syndicales de même que les organisations patronales ou à vocation économique, ainsi que le secteur scolaire, encore trop peu présent. Nous poursuivrons donc nos efforts en ce sens.



Hélène Morais

L'éditeur

Tout au long des trois premières années, c'est le Conseil de la santé et du bien-être qui agissait à titre d'éditeur de la publication. Il s'agissait là d'un engagement pris par le Conseil au lendemain du Forum national de 1998. Durant toutes ces années, le Conseil a assumé une grande part des efforts humains et financiers pour la production et la diffusion du bulletin, convaincu qu'il était de la nécessité de soutenir ceux et celles qui, dans les régions, continuaient d'intervenir dans une perspective de développement social. C'est cette même conviction qui animait le Conseil, et sa présidente, Mme Hélène Morais, dans les efforts faits pour développer le bulletin et le rendre plus accessible et aussi, pour élargir son partenariat.

À compter de cette année, c'est l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) qui agira à titre «d'éditeur-délégué» de la publication. Le bulletin relève dorénavant de la responsabilité du Comité de partenaires, lequel délègue à l'INSPQ le mandat d'agir à titre d'éditeur. Il convient de mentionner ici que l'INSPQ contribue déjà, de façon significative, à la production du bulletin, en permettant à l'un de ses professionnels (l'auteur de ces lignes) d'agir à titre de responsable et de rédacteur en chef. *«De fait, la responsabilité «d'éditeur-délégué» ne vient que compléter notre engagement»,* comme l'affirme Richard Massé, président directeur général de l'Institut national de santé publique du Québec. *«Depuis longtemps en santé publique, nous sommes convaincus que l'action intersectorielle et le développement des communautés sont des stratégies de première importance pour agir sur plusieurs déterminants importants de la santé et du bien-être. L'Institut, qui compte déjà sur une équipe dédiée au développe-*



Michel Morel, rédacteur en chef

photo : Jean Bruneau

photo : archives BDS

ment des communautés, complète son implication en soutenant la production du bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL, qui, depuis plusieurs années déjà, promeut et soutient l'action intersectorielle et le développement des communautés" pour suit M. Massé.

Le fait que l'INSPQ prenne la relève du Conseil de la santé et du bien-être ne signifie aucunement que celui-ci prenne ses distances par rapport à la publication. *"Le Conseil est fier des progrès réalisés par le bulletin et du fait qu'il soit maintenant sous la responsabilité d'un groupe important de partenaires dédiés à la promotion du développement social, soutenu par l'INSPQ. Le Conseil continuera d'en être un partenaire actif"*, affirme Hélène Morais, la présidente de l'organisme, qui continue : *"nous prendrons les moyens pour nous assurer que se poursuive la publication du bulletin"*.



Richard Massé

Un Comité directeur et de nouveaux collaborateurs

Encore cette année, un Comité directeur assume la responsabilité de la publication et définit les contenus à aborder dans les différents numéros. Par ailleurs, nous pourrions aussi compter sur la contribution de collaborateurs ponctuels, de même que de contributions provenant de différents partenaires, ce qui viendra assurément améliorer le contenu de la publication.

Vous avez des suggestions à formuler quant aux contenus à aborder? Vous voulez nous faire connaître un projet ou exprimer un point de vue? N'hésitez pas à nous contacter en rejoignant le rédacteur en chef. ■■■

photo : archives BDS



photo : ACOR

Le bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL est diffusé par le biais de réseaux d'organismes afin de limiter les frais postaux. Il peut arriver que des personnes, impliquées dans leur milieu, reçoivent plusieurs copies du bulletin. Nous demandons à ces personnes de retourner les copies supplémentaires inutilisées auprès de l'organisme diffuseur, en lui demandant de remédier à la situation. Un tel geste contribuera à améliorer la diffusion du bulletin et nous aidera à mieux rejoindre les personnes et organismes impliqués en développement social. Nous vous en remercions.
La direction.

Éditeur :

Institut national de santé publique du Québec
945, avenue Wolfe Sainte-Foy (Québec) G1V 5B3
www.inspq.qc.ca

Les partenaires du bulletin¹ :

Le ministère de la Santé et des Services sociaux
La Table de coordination nationale de santé publique
Le ministère de la Famille et de l'Enfance
Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Le ministère des Ressources humaines et du Travail
Le Conseil de la santé et du bien-être
Le Conseil du statut de la femme
Le Conseil de la famille et de l'enfance
L'Office des personnes handicapées du Québec
L'Association des régions du Québec
L'Association des CLSC et CHSLD du Québec
L'Association des CLD du Québec
L'Association de santé publique du Québec
La Fédération québécoise des municipalités
La Fédération des commissions scolaires du Québec
L'Observatoire montréalais des inégalités sociales de la santé
Le Réseau québécois des Villes et villages en santé
La Régie régionale de la santé et des services sociaux Mauricie et Centre-du-Québec
Ville de Montréal

¹ En date du 24 avril 2003.

Comité directeur¹ :

Michel Morel, rédacteur en chef
Institut national de santé publique du Québec

Réal Boisvert, Régie régionale de la santé et des services sociaux
de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Lorraine Carrier, Association des régions du Québec

Ève Desmarais, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Sylvain Larouche, Association des CLSC et CHSLD du Québec

Réal Morin, Institut national de santé publique du Québec

Lucie Paquet, Conseil du statut de la femme

Odette Plante, Conseil de la famille et de l'enfance

Lionel Robert, Conseil de la santé et du bien-être

Louise Therrien, Ministère de la Santé et des Services sociaux

¹ La composition du Comité directeur sera revue prochainement.

Ont collaboré à ce numéro :

André Bergeron, Nicole Boily, Renald Bujold, Suzanne Décarie, Nicole Dussault,
Serge Fleury, France Gauthier, Norman King, Sylvain Larouche, Robert Perreault,
Isabelle Rougier, François Thérien, Isabelle Thérien, Claude Vézina.

Conception et impression :

ACOR

Photo de la page couverture :

ACOR

Politique éditoriale

Le bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL vise à rendre compte de ce qui se passe dans les communautés et les régions en matière de développement social, de poursuivre la promotion du développement social ainsi que la sensibilisation des acteurs locaux, régionaux et nationaux, par la diffusion de textes présentant des enjeux de développement social.

Conformément aux objectifs définis, les articles publiés doivent s'inscrire dans une perspective d'information des lecteurs et lectrices et de promotion de la préoccupation du développement social. Les textes publiés sont sous la responsabilité de leur signataire et n'engagent aucunement les partenaires du bulletin.

Les textes publiés dans le bulletin peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source.

Pour nous rejoindre : Michel Morel
téléphone : 514 528-2400 poste 3532
Courrier électronique : michel_morel@ssss.gouv.qc.ca

Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec, Bibliothèque nationale du Canada • ISSN 1488-6499

Le mot de la rédaction	1
Le point de vue de nos partenaires	4
Dossier Montréal	
<i>Dossier : Montréal et le développement social</i>	6
<i>Entrevue avec M. Gérald Tremblay</i>	9
<i>La DSP et le développement social</i>	12
<i>Centraide : Bâtir des communautés d'entraide</i>	15
<i>Favoriser la concertation entre les acteurs, le rôle du CRDÎM</i>	17
<i>Tout seul on va plus vite, mais ensemble on va plus loin, Rencontre avec Marc Boucher, directeur Direction développement social de Montréal</i>	19
<i>Femmes et développement social</i>	22
<i>Contrat de ville : des engagements pour 2,5 milliards \$</i>	25
<i>La Table de concertation sur la faim et le développement social : pour une perspective citoyenne</i>	27
<i>Le point de vue du Collège communautaire</i>	30
<i>La concertation en action</i>	33
<i>Portraits de la concertation de quartier</i>	34
<i>Rencontre avec des représentants du CLSC St-Henri 35</i>	35
<i>Entrevue avec Claude Lauzon, d.g. CEDC Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce</i>	37
C'est vous qui le dites!	
<i>Une ville paralysée</i>	
Par Robert Perreault	38
Réflexion	
<i>Amélioration des conditions de logement : enjeu municipal et de santé publique</i>	39
Des projets des actions :	
<i>L'Ancre des jeunes : faire escale au lieu de décrocher</i>	42
<i>Le COVIQ de la Duff Court ou Quand des résidents prennent en main leur quartier</i>	45
<i>Une démarche unique à Montréal-Nord</i>	48
Nouvelles brèves	50
Vient de paraître	55

Le POINT de vue ➤ ... DE NOS PARTENAIRES

Le bulletin Développement social compte sur de nouveaux partenaires. Nous leur avons demandé de partager avec nous les raisons pour lesquelles ils ont accepté de soutenir le bulletin. MM

Lieu de réflexion et outil de convergence

Moult raisons pourraient justifier notre partenariat avec le bulletin, mais la principale réside dans l'expression de notre mission et fait de nous un partenaire naturel à l'action sociale. Notre mission, qui consiste favoriser l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des personnes handicapées, s'inscrit au cœur même du développement social.

Comme dans le domaine du développement social, nos interventions sont orientées de manière transversale dans tous les secteurs d'activité, qu'ils soient socioéconomiques, politiques ou autres. En effet, les enfants handicapés comme tous les autres doivent aller à l'école ; une fois adultes, ils doivent pouvoir se réaliser en tant qu'être humain à travers un travail rémunérateur ou tout autre type d'activités qui leur permettront d'exercer pleinement leur citoyenneté. Ne serait-ce que pour la réalisation de ces activités fondamentales, plusieurs réseaux doivent être mis à contribution que l'on parle du réseau scolaire, de la santé et des services sociaux (réadaptation, maintien à domicile, soutien psychosocial, etc.), du transport ou de celui des ressources résidentielles.

Dans une société organisée comme celle du Québec, on ne peut parler de développement économique sans parler de

développement social et ceux-ci ne peuvent se faire qu'en tenant compte de tous les citoyens et en engageant l'action dans le renforcement des communautés. La nécessaire implication de tous les acteurs et la synergie de leurs actions sont des facteurs essentiels au succès de tout développement quel qu'il soit, et l'Office entend bien être de ceux-

là partout où la participation sociale des personnes handicapées est mise en cause.

D'ailleurs, dans cet esprit, le bulletin est un important outil de convergence. Il est un lieu de diffusion tant des expériences, projets ou activités réalisées par nos partenaires que des nôtres. Le Bulletin est aussi un lieu de réflexion où le choc des idées peut contribuer au développement de nouvelles façons de faire. À cet égard, l'Office des personnes han-

dicapées du Québec est fier d'y collaborer, conscient que la mise en commun de l'information est un atout important. Nous souhaitons que cette collaboration favorise l'inclusion des personnes handicapées dans tous les projets, réflexions ou activités liés au développement social.

NORBERT RODRIGUE
Président directeur général,
Office des personnes handicapées du Québec ■■■



photo : archives OPHQ

Norbert Rodrigue

L'OMISS se joint au Bulletin

L'Observatoire montréalais des inégalités sociales et de la santé (OMISS) est heureux de se joindre aux partenaires du bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL. Grâce à sa participation au bulletin, l'OMISS aura l'occasion de mieux faire connaître les chercheurs qui s'intéressent aux inégalités sociales de la santé et les travaux de recherche en cours. En partageant le fruit de leurs réflexions, nous comptons contribuer activement à l'émergence de nouvelles idées. À cet égard, nous saluons le travail du bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL qui offre un lieu fertile où elles peuvent s'épanouir et se multiplier.

L'OMISS, c'est d'abord et avant tout un réseau de chercheurs engagés qui, en assurant la production de données probantes, veut aider la prise de décision et influencer la mise en place de politiques publiques et d'interventions qui aient des effets durables sur les populations. Il va sans dire que les initiatives issues d'une perspective de développement social méritent une attention particulière de la part des chercheurs qui chercheront à développer des indicateurs permettant de docu-

► **Les chercheurs de l'OMISS sont loin de travailler en vase clos. Ils dépassent les limites de leur propre champ d'expertise et cherchent à former des équipes multidisciplinaires (...)**

menter leur impact sur la population. À partir de ce type de données, nous pourrions proposer, soutenir ou améliorer des interventions en nous assurant qu'elles aient effectivement un effet positif sur la qualité de vie des communautés.

Les chercheurs de l'OMISS sont loin de travailler en vase clos. Ils dépassent les limites de leur propre champ d'expertise et cherchent à former des équipes multidisciplinaires à même de rendre compte de toute la complexité du monde dans lequel on vit. On encourage les chercheurs à travailler de plus près avec les populations concernées et avec les personnes qui seront elles aussi appelées à jouer un rôle déterminant dans l'amélioration



photo : archives BDS

Marie-France Raynault

ration des milieux de vie. L'OMISS organise régulièrement des conférences qui réunissent les chercheurs, les responsables de politique et les intervenants, qu'ils soient du secteur institutionnel ou communautaire. On favorise ainsi les échanges pour mieux orienter la recherche et en assurer une utilisation optimale.

Nous vous invitons à participer à la réflexion entourant les travaux de l'OMISS et de ses partenaires en visitant régulièrement notre site Internet (www.omiss.ca) et en participant à nos activités.

MARIE-FRANCE RAYNAULT

Directrice

Observatoire montréalais des inégalités sociales et de la santé (OMISS) ■■■

Le réseau de la santé publique, un partenaire réel

En tant que président de la Table de coordination nationale de santé publique, il me fait plaisir, au nom de mes collègues, directeurs de l'Institut national de santé publique et des directions de santé publique des régions régionales de confirmer notre association au bulletin Développement social. Mon prédécesseur, Richard Massé a fait connaître les motifs de l'engagement du ministère de la Santé et des Services sociaux dans une parution récente du bulletin. L'Institut national de santé publique a accepté de prendre la relève du Conseil de la santé et du bien-être pour en assurer la production et la diffusion. Dernièrement, c'est tout le réseau des directions de santé publique des régions régionales qui a souscrit collectivement, à consacrer des ressources financières et

seulement le secteur de la santé et des services sociaux mais également plusieurs autres secteurs d'activité tels que l'éducation, le municipal, le communautaire, l'économique et la culture.



photo : L. St-Pierre

► (...) il devient indispensable de contribuer au développement social en intensifiant nos efforts pour développer une plus grande complémentarité d'actions entre les différents secteurs de la société (...)

humaines pour contribuer à la consolidation de cet outil de communication. Cet appui illustre bien l'importance qu'accorde le secteur de la santé publique à l'action intersectorielle pour l'amélioration de la santé de la population.

En santé publique, on répète souvent que les principaux facteurs qui agissent sur la santé et le bien-être sont reliés de façon complexe et que les leviers d'actions pour les influencer en faveur d'une meilleure santé interpellent non

En ce sens, il devient indispensable de contribuer au développement social en intensifiant nos efforts pour développer une plus grande complémentarité d'actions entre les différents secteurs de la société qui mènent des interventions auprès des individus, des familles et des communautés.

La santé et le bien-être, c'est l'affaire de tous mais au-delà du discours, nous devons individuellement et collectivement renforcer nos alliances actuelles et en développer de nouvelles. Notre association avec le bulletin Développement social et ses partenaires représente pour nous une opportunité unique de contribuer aux efforts collectifs pour l'atteinte de nos missions respectives.

ALAIN POIRIER,

Directeur national de santé publique,
Ministère de la Santé et des Services sociaux ■■■

DOSSIER

Montréal et le développement social

par Michel Morel

Normalement, il est assez simple de réaliser un dossier régional sur le développement social. On contacte d'abord un représentant du CRD ou de la régie régionale qui nous ouvre ensuite la voie pour rencontrer les principaux acteurs. En six ou sept rencontres, on réussit généralement à disposer du matériel nécessaire pour produire un texte. Tel ne fut pas le cas de Montréal!

Bien sûr, on s'attendait bien à ce que ce soit un peu plus complexe. Et ce le fut! La période n'était certes pas idéale : une période de campagne électorale, d'élections générales et de changement de gouvernement, et, au niveau régional, d'importantes démarches de consultation (sur le plan stratégique de la Régie régionale de même que sur le plan d'action montréalais en santé publique, opération confiée au CRD). Néanmoins, après plusieurs semaines d'efforts, on y est arrivé : plus d'une quarantaine de personnes rencontrées, une pile de documents qui atteint 14 pouces de haut à côté de l'ordinateur, des dizaines d'heures d'enregistrement et des centaines de pages de transcription, voilà la matière première! Il fallait être un peu «maso» pour se lancer là-dedans, mais le résultat, en bout de course, en valait le coup.

Le présent dossier sur Montréal est volumineux. Plusieurs textes le constituent et des points de vue diversifiés, et même contraires, sont exprimés. Normal, BDS doit être un lieu de débat. C'est à dessein que le dossier fut ainsi conçu, afin de permettre aux lecteurs et lectrices de se faire une idée des lignes de force qui émanent de ces différents points de vue.



photo : ACOR

Montréal, dans toute sa complexité

La réalité montréalaise est complexe. Ces mots, tous les intervenants rencontrés - et ils sont nombreux! - les ont répétés, s'appuyant sur leur propre lecture de la réalité. Montréal, c'est la métropole du Québec, c'est le moteur économique de la province, contribuant pour plus de 50% à la richesse totale du Québec. Montréal, premier lieu d'accueil pour les nouveaux arrivants et ville cosmopolite. Montréal et sa périphérie, c'est la moitié du Québec. Le Montréal des résidents, c'est 1 800 000 personnes. Mais il faut compter aussi le Montréal du «travail», car Montréal, c'est la moitié des emplois existant au Québec : des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses traversent quotidiennement les ponts en provenance des banlieues pour venir y gagner leur vie. Il y a aussi le Montréal lieu de consommation, de loisirs, de culture et de services que les banlieusards sont nombreux à privilégier, bien avant leur propre municipalité. Comprendre Montréal, c'est tenir compte de ces réalités.

Un contexte de changements

Depuis peu, Montréal c'est «une île, une ville et des arrondissements», mais, comme le rappellent plusieurs, c'est éminemment plus complexe et fragile que ce qu'évoque l'expression. Le débat sur les fusions n'est pas si loin dans le passé, non plus que dans l'avenir, semble-t-il... La Loi 170 et l'obligation qui est faite à la Ville de se doter d'un plan de développement communautaire, économique et social (article 91), les dernières élections municipales, le Sommet de Montréal et le Contrat de ville négocié entre Montréal et le gouvernement du Québec sont tous des éléments qui vont assurément amener des changements importants. De fait, au cours des années qui viennent, les débats concernant l'avenir de Montréal seront nombreux et captivants. Le maintien de la cohésion entre la nouvelle Ville et les anciennes, devenues arrondissements, la mise en application du Contrat de ville, les liens et les rapports entre l'administration centrale de la ville et des arrondissements dorénavant dotés de pouvoirs et de responsabilités et les résultats des actions envisagées dans le

plan d'action municipal en matière de lutte contre la pauvreté ne sont que quelques-uns des lourds défis qui attendent les administrateurs municipaux, les arrondissements de même que leurs partenaires. À travers tous ces débats et ces enjeux, c'est toute la question du développement social de Montréal qui se retrouvera au cœur des échanges et des actions.

Montréal, c'est...

Montréal, comme le rappellent plusieurs intervenants rencontrés, c'est le lieu d'arrivée des immigrants. Et, pour une majorité d'entre eux, c'est aussi la ville où ils choisissent de s'établir, se regroupant naturellement dans certains des quartiers de la ville. Cette immigration, on le sait, joue un rôle important dans l'accroissement de sa population, comme en témoignent les statistiques récentes. La présence d'un nombre important de communautés culturelles, qui donne à la métropole ce cachet cosmopolite qui lui est particulier, amène aussi certains défis pour les organisations et les services publics, comme celui de devoir adapter leur

offre de services et leurs pratiques en fonction des besoins des personnes. C'est là, insiste-t-on, une dimension importante qui distingue Montréal des autres régions du Québec.

Montréal, c'est aussi un monde de contrastes où la richesse côtoie la pauvreté. On y retrouve effectivement certains des quartiers (ou arrondissements) les plus riches du Canada, comme Westmount, et d'autres quartiers nettement défavorisés, comme le Centre-Sud. Quiconque visite attentivement Montréal peut même observer l'existence de «frontières physiques» entre quartiers défavorisés et secteurs bien nantis, par exemple entre Westmount et St-Henri, ou encore entre Parc Extension et Ville Mont-Royal. La question de la pauvreté est omniprésente chez les différents acteurs rencontrés. Cette préoccupation à l'égard de la pauvreté avait été au cœur même des débats survenus lors de la démarche



photo : ACOR

MONTRÉAL

EN QUELQUES CHIFFRES

Un taux de fécondité (1,46 enfant par femme) à la baisse depuis 10 ans.

Le nombre de familles monoparentales a augmenté, passant de 23% en 1987 à 30% en 1998. La proportion de familles recomposées est de 7%. Inversement, la proportion de familles à deux parents a chuté de 72 à 64% entre 1987 et 1998.

Les données apparaissant dans ces capsules sont extraites de l'un ou l'autre des documents suivants : «Le portrait statistique de la santé des Montréalais» DSP Montréal-Centre, «Miser sur tous nos dynamismes» dépliant produit par le CRDÎM pour le Forum régional sur le développement social de l'Île de Montréal, «Miser sur tous nos dynamismes» Rapport sur la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté soumis au gouvernement du Québec, CRDÎM, «Cadre d'intervention régional auprès des personnes démunies» CAR-Développement social de l'Île de Montréal, «La prévention en actions» Document de consultation, Plan d'action montréalais en santé publique, DSP Montréal-Centre, «La santé en actions» Document de consultation, Plan montréalais d'amélioration de la santé et du bien-être, Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, «La santé urbaine» Rapport annuel 2002 sur la santé de la population, DSP Montréal-Centre, «Les inégalités sociales de la santé» Rapport annuel 1998 sur la santé de la population, DSP Montréal-Centre.

montréalaise sur le développement social en 1997, encore présente lors du Sommet de Montréal, et se retrouve aussi dans le Contrat de ville. Le plan d'action montréalais en vue de lutter contre la pauvreté (plan d'action doté d'un budget de 5 M\$ en 2003 et 5 M\$ en 2004) et l'approche de revitalisation urbaine intégrée qui sera expérimentée dans trois zones d'intervention prioritaires entendent s'attaquer à la réduction des inégalités sociales. Cette question de la pauvreté en milieu urbain est une dimension importante de la réalité montréalaise et constitue, à n'en pas douter, un enjeu fondamental pour Montréal.

Montréal, c'est aussi, à chaque année, la recherche d'un logement pour des milliers de ménages. Depuis quelques années déjà, les médias suivent de près cette quête de logement alors que les services de la Ville sont mis à contribution pour venir en aide à ceux et celles qui se retrouvent «sans abri». Montréal vit une pénurie au niveau du logement, alors même que certains quartiers, comme le Plateau, sont l'objet de la convoitise des promoteurs immobiliers qui transforment les logements locatifs en condos. Comment gérer la rénovation urbaine en évitant le piège de la gentrification qui, dans certains quartiers et certaines villes, est venu modifier de façon importante le tissu social? Le taux d'inoccupation des logements locatifs est l'un des plus bas au Québec, ce qui laisse peu de choix aux locataires à revenus modestes. Le plan d'action sur la ques-

tion de l'habitat prévu au Contrat de ville et le projet Solidarité 5000 logements vont-ils effectivement contribuer à améliorer la situation? Il s'agit sans doute, là aussi, d'un enjeu de taille.

Montréal est un «pôle majeur de la nouvelle économie basée sur le savoir et l'innovation¹». On y retrouve un nombre important d'entreprises sophistiquées, mais on constate aussi un taux de décrochage scolaire inquiétant dans plusieurs quartiers défavorisés. Le devenir de la jeunesse montréalaise continue de préoccuper les intervenants et les institutions et doit se retrouver au cœur des priorités montréalaises.

Montréal est, depuis très longtemps, un lieu d'innovation en matière d'action communautaire. Lieu de naissance de divers mouvements, associations et coopératives (Coopératives de développement économique et communautaire,...), on compte à Montréal plusieurs milliers d'organismes communautaires. Rappelons que ces organisations communautaires ont sans cesse innové dans les interventions menées auprès des personnes, en lien avec la lutte contre la pauvreté, l'itinérance, la santé mentale ou les actions auprès des jeunes ou des familles, pour ne citer que quelques-uns des domaines où ils sont actifs.

Montréal, première ville de langue française en Amérique du Nord, est investie d'une «responsabilité» particulière en matière de culture et d'événements cul-

turels. Les différents festivals qui s'y tiennent à chaque année, les spectacles, les expositions, les musées et les grands équipements culturels doivent continuer d'affirmer l'identité culturelle des Québécois et des Québécoises.

Montréal, c'est un système de transport en commun développé, intégrant métro, autobus et liaisons vers les principales banlieues. Mais l'utilisation du transport en commun continue de décroître, alors que s'accroît la circulation automobile. Nul doute que cela constitue aussi un enjeu de taille pour l'avenir.

Montréal et ses espaces verts à sauvegarder. Montréal et son environnement à protéger dans une perspective de développement durable. Encore des enjeux majeurs. De même en ce qui concerne ses infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, une question de plusieurs milliards \$.

La liste des enjeux de taille pour Montréal pourrait s'allonger encore et encore. Des enjeux qui ne sont guère nouveaux et qui reviennent avec régularité dans les débats sociaux. Plusieurs d'entre eux étaient très présents lors de la démarche de réflexion sur le développement social de 1997, une démarche qui continue encore de mobiliser les acteurs réunis autour du Forum régional sur le développement social.

Le développement social à Montréal

En 1997-98, cette démarche montréalaise

sur le développement social avait donné lieu à 17 forums locaux et deux forums régionaux qui avaient mobilisé plus de 2 000 personnes, représentants de groupes communautaires ou d'institutions privées ou publiques. Un enjeu central s'était imposé d'emblée, «*S'entendre pour lutter contre l'appauvrissement*», de même que huit enjeux spécifiques.

Cette démarche montréalaise sur le développement social s'est poursuivie au fil des ans et le Groupe de partenaires associé au Forum régional sur le développement social de l'Île de Montréal a continué de croître, dépassant actuellement la soixantaine.

Le fil conducteur de ce dossier : le point de vue des acteurs

On s'en doute bien, il n'est guère aisé de «prendre le pouls» de l'ensemble des acteurs locaux et régionaux, des projets et des démarches en cours. Les acteurs sont nombreux et les points de vue ne sont pas nécessairement convergents, mais il se dégage, tout de même, certaines constantes. La nécessité de maintenir des «lieux de débats» sur le développement social de Montréal fait l'unanimité, tout comme l'importance de lutter contre la pauvreté et le décrochage scolaire. L'interpellation de l'État dans son rôle crucial «d'assurer le respect des droits fondamentaux pour tous et pour toutes» rejoint aussi tous les acteurs. La nécessité d'agir pour permettre l'arrimage entre le développement économique et le développement social fait aussi

consensus, tous les acteurs étant conscients qu'il ne suffit pas de favoriser le développement économique pour générer du développement social. L'importance de miser sur l'action intersectorielle comme stratégie essentielle fait aussi consensus, mais comment définir, comment concevoir et donner corps à cette stratégie d'action intersectorielle, là résident sans aucun doute quelques-unes des divergences entre les acteurs, probablement l'un des principaux défis à relever.

On constate des similitudes de vue, et même des complicités, chez les acteurs institutionnels régionaux, complicités qui mènent à des actions intéressantes, comme le financement tripartite (Ville-Centraide-DSP) des Tables locales sur le développement social. On constate aussi l'existence sur le terrain de projets novateurs initiés par différents acteurs, des projets comme ceux de la Société de développement Angus qui a donné une vocation à la fois sociale et économique à un secteur qui a longtemps été un lieu important dans l'économie industrielle de Montréal. Mais l'arrimage entre le niveau régional et le niveau local pose problème, les intervenants des organisations locales estiment qu'ils sont trop peu écoutés par les organisations régionales. Si la question du développement social a pu rassembler les différents acteurs sur une lecture des enjeux, de même que sur de grandes orientations, on n'en est probablement pas encore rendu à se rejoindre sur les actions à mettre en place et à s'entendre sur les pratiques à retenir.

Dès lors, pour permettre aux lecteurs et lectrices de bien saisir la diversité des points de vue des acteurs montréalais, il convient de donner la parole à ces acteurs. Des points de vue très campés y apparaissent, révélant en partie les débats qui ont cours au niveau régional. Il appartient aux lecteurs et lectrices de prendre en compte ces points de vue pour étoffer leur propre compréhension de la réalité montréalaise. Le rôle de BDS est de favoriser la réflexion, de favoriser le débat en donnant la parole aux acteurs. C'est ce que tente de faire le présent numéro en reprenant les propos de quelques-uns d'entre eux. ■■■

¹ Contrat de ville entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec 2003-2007, p. 12.



photo : ACOR



Entrevue

PAR MICHEL MOREL

Gérald Tremblay, Maire de Montréal

«Il faut que Montréal se développe et devienne une cité démocratique, transparente, inclusive et solidaire»

BDS : *En juillet dernier, en introduction au Compte rendu du Sommet de Montréal, vous écriviez ceci : «Le gouvernement du Québec a suscité beaucoup d'espoir en créant la nouvelle ville de Montréal, et nous n'avons jamais eu autant d'avenir». Cette phrase laisse à entendre que les conditions sont réunies pour que Montréal se développe et devienne une «cité démocratique, transparente, humaine, inclusive et solidaire» selon l'expression que vous avez utilisée. Vous faites preuve d'un bel optimisme?*

M. Tremblay : C'est certain. On le fait. On le fait à tous les jours. La première déclaration ce sont les premiers mots que j'ai mentionnés lors de l'assermentation. Pourquoi, parce qu'on s'était préparé. La population nous a fait confiance en fonction d'un programme d'orientation. Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est ce qui apparaissait dans notre programme.

La deuxième déclaration a été la confirmation des grandes orientations mais cette fois-ci, de nos engagements politiques. Avec le Sommet de Montréal, on a réussi à mobiliser l'appareil administratif, le politique et en plus, nos partenaires, partout sur l'île de Montréal. On a tenu 27 sommets d'arrondissement, en plus des sommets sectoriels. C'est cet exercice de mobilisation des partenaires qui nous a permis d'établir une liste des consensus sur lesquels les gens se sont entendus.

BDS : *Un événement comme le Sommet, est-ce là, selon vous, un évé-*

nement qu'on devrait reprendre périodiquement?

M. Tremblay : On fait plus que ça ! On tient des rencontres régulières avec ceux qu'on appelle les chefs de délégation, c'est-à-dire ceux qui, lors du Sommet de Montréal, ont agi comme chefs de délégation des différents secteurs d'activités. Quand on est sorti du sommet de Montréal, on s'est dit qu'il était important de mettre en place un mécanisme de suivi. On a convenu de réunir et de travailler avec les chefs de délégation. C'est important ce mécanisme de suivi-là. Quand aujourd'hui, on retourne voir les chefs de délégation, on s'assure que ce n'est plus du haut vers le bas que les décisions se prennent, que les décisions se prennent plutôt du bas vers le haut.

Et on l'a fait parce que toute la consultation a démontré de façon très claire que c'était ce qu'on devait faire et que la condition essentielle pour espérer réussir c'est l'interdépendance dans tous les secteurs. Quand on réunit les chefs de délégation et qu'avec eux on parle de projets qui doivent nous être soumis, nous, ce qu'on dit c'est que les projets doivent répondre à deux questions. La première, c'est : *Est-ce que le projet soumis va créer de la richesse ?* La deuxième, c'est : *Est-ce que le projet va améliorer la qualité de vie du citoyen ?* La première question vise le développement économique et la seconde vise la cohésion sociale. Pour nous, cette question de cohésion sociale, c'est essentiel. Si cette cohésion sociale n'existe pas sur le territoire de l'île de Montréal, on ne pourra pas accélérer le développement économique. Si la réponse aux deux questions est oui, on va accepter les projets. Vous savez, la Ville investit des sommes importantes dans ces dossiers-là, notamment dans le cadre du contrat de ville.



photo : Jean Bruneau

Quand on a discuté du contrat de ville avec le gouvernement du Québec, on discutait en même temps de leur loi sur la pauvreté et l'exclusion sociale. C'est une belle loi qui fait l'unanimité. Le gouvernement s'est donné 90 jours pour déposer son plan d'action. Nous aussi, on s'est donné 90 jours pour faire notre propre plan d'action qui est presque finalisé. De plus, dans les négociations entourant le contrat de ville, on s'est assuré que les sommes qui reviendraient à la Ville de Montréal prennent en compte les besoins de notre population, qu'elles ne soient pas uniquement basées sur la proportion car il y a d'autres préoccupations qui sont importantes, comme par exemple l'itinérance, la toxicomanie, la prostitution. Donc, on s'est entendu avec le gouvernement sur le pourcentage et quand ces sommes vont nous arriver, cela va nous donner des ressources financières additionnelles.



photo : Jean Bruneau

C'était important de clarifier ces aspects dans le contrat de ville car, comme administration municipale, avec toutes les responsabilités qu'on a, on ne peut pas accepter un délestage de responsabilités, qu'elles viennent du provincial ou du fédéral. Mais en même temps, nous, du municipal, nous sommes ceux qui sommes les plus proches des citoyens, nous sommes ceux qui, au quotidien, sommes confrontés aux besoins de la population, nous sommes donc bien placés pour agir.

BDS : La signature de ce premier contrat de ville va donc permettre à la Ville de donner suite aux propositions issues du Sommet, notamment celle portant sur le projet de revitalisation urbaine intégrée?

M. Tremblay : Nous venons tout juste d'entériner une décision qui s'inscrit dans la cadre des suivis donnés au Sommet, notamment en lien avec le Chantier 3.4 *Combattre la pauvreté* et le Chantier 2.2 *Vision intégrée pour un développement urbain durable*. Le projet Revitalisation urbaine intégrée a fait consensus lors du Sommet, il s'agit d'une approche intégrée qui vise à assurer la qualité

des milieux de vie et à s'attaquer à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Le projet consiste à développer une expérience pilote de revitalisation urbaine intégrée dans trois zones prioritaires d'intervention. Le but c'est que par ces projets pilotes dans les 3 zones prioritaires d'intervention, on va s'engager, comme on l'a fait dans le contrat de ville, à des obligations, des objectifs communs. Le projet prévoit la mise en place de comités de revitalisation qui auront à produire des plans de revitalisation. En mai, nous ferons connaître les trois zones d'expérimentation, en septembre seront mis en place les comités de revitalisation et en décembre les comités devront déposer leurs plans de revitalisation. Ces plans-là, élaborés sur le terrain par les acteurs présents sur le terrain, vont définir des objectifs communs et des résultats attendus. Ils vont travailler à concrétiser leurs plans d'action et par la suite, on va faire des suivis à posteriori. Mais à la base, notre message est clair : **Faire confiance aux gens.**

BDS : Vous accordez beaucoup d'importance aux arrondissements ?

M. Tremblay : Ce qu'on s'est dit, c'est ceci : « Le jour où on signe un contrat de ville sur une période de 5 ans avec le gouvernement, on va signer des contrats d'arrondissements pour une période de 5 ans et on va signer avec nos partenaires ».

BDS : J'aimerais juste revenir un peu à cette approche de revitalisation urbaine intégrée. Si j'ai bien compris, il y aura 3 projets pilotes qui se mettront en marche sous peu. Mais pour ces projets-là, on parle d'un horizon de 8 ou 9 mois, ce n'est pas un peu court pour un projet pilote?

M. Tremblay : Non. Non parce que tout le monde connaît les problèmes et tout le monde connaît les solutions. On n'en est plus à comprendre les problèmes et à chercher des solutions. Il faut le faire, passer à l'action. Alors, on est sérieux ou on n'est pas sérieux. Nous, il nous faut donner l'exemple. Donner l'exemple c'est de dire qu'on a des délais courts. Alors, pour avoir été sur le terrain, comme vous l'avez été, ou comme notre service (développement social) l'est depuis des décennies, on le sait que les solutions existent et que, sur le terrain, les gens les connaissent. Est-ce qu'on va juste continuer à réagir à des situations ou on peut faire de la prévention?

Donc, notre équipe (service de développement social) travaille là-dessus depuis des années, sauf qu'il n'y a peut-être jamais eu une volonté politique d'en faire une priorité. Or pour nous, c'est une priorité, c'est une volonté politique. Ce qu'on dit, c'est que maintenant nous allons travailler avec des partenaires. Par exemple dans le domaine de l'itinérance, on va voir le gouvernement du Québec et leur dire, écoutez, on peut faire de la prévention et la seule façon de faire de la prévention, c'est de régler le problème des refuges. Il me semble que ce n'est pas compliqué, il faut qu'il y ait une volonté politique.

Pour nous, le Sommet, c'était pour mobiliser tous les intervenants en fonction d'une vision commune. Au moment du Sommet, on s'est entendu sur une vision

commune et, maintenant, c'est à ça qu'on travaille. On veut que notre ville soit solidaire, inclusive, agréable à vivre. On s'est dit aussi qu'il faut être démocratique, qu'il nous faut amener les citoyens à participer et les supporter pour le faire. Alors, démocratie, transparence. Finalement, il faut bien gérer. On pense qu'il y a assez d'argent. Au niveaux fédéral, provincial, municipal, il y a assez d'argent. L'argent n'est pas alloué aux bonnes priorités.

BDS : Je reviens au projet pilote et l'approche de revitalisation urbaine, quelle est la place que vous accordez, que la ville accorde aux différents partenaires, des partenaires comme le réseau de la santé, des services sociaux, de l'éducation ?

M. Tremblay : Vous êtes là ! Prenez votre place. Regardez le document, vous êtes là. Alors, c'est une interdépendance pas uniquement entre l'économique mais avec le social. Dans le projet pilote, quand on parle de table sectorielle, de table de concertation, on veut que ces tables-là travaillent interdépendantes. C'est ça le but.

BDS : C'est un appel ?

M. Tremblay : C'est plus qu'un appel. Pendant combien d'années les organisations ont travaillé pour identifier les problèmes, pas juste les problèmes, pour identifier aussi ce qu'il fallait faire pour les solutionner. Pendant combien d'années les organisations ont fait la promotion de l'action intersectorielle ? Avec cette approche, on donne suite à ces revendications-là. Pour travailler dans ce sens-là, il nous faudra être unis.

C'est pour ça que notre parti s'appelle l'Union des citoyens et des citoyennes. Non, mais c'est vrai, parce qu'on est uni, on va être plus fort, en autant qu'on reste uni. C'est très sérieux : si on se divise, les gens ne partagent pas le pouvoir. Nous, on a accepté de partager le pouvoir. Quand on réussit à convaincre le gouvernement du Québec de nous donner des ressources financières additionnelles, on se retourne immédiatement et



photo : Jean Buneau

on est prêt à les partager avec des personnes qui sont orientées vers des résultats.

Quand on a décidé de faire le sommet de Montréal, les gens nous regardaient et disaient : Ah, ils ne réussiront pas. On a réussi. Le Contrat de ville : exactement la même chose. Les gens se sont dit, ils ne réussiront pas un contrat de ville. Quand on a dit qu'on ferait un nouveau partenariat avec nos employés, une convention collective de 5 ans, ça ne s'est jamais fait au niveau municipal, à Montréal. On l'a, avec les policiers. Les policiers ont accepté d'investir dans la nouvelle ville. Alors, notre défi c'est de changer des mentalités, des habitudes, des comportements.

Mais une fois qu'on a dit ça, il faut aussi regarder la réalité de Montréal. Quand on regarde la situation de Montréal, on ne peut plus la dissocier de la communauté métropolitaine de Montréal. La communauté métropolitaine de Montréal, avec Laval et Longueuil, c'est 63 villes, c'est 3 millions et demi de personnes, c'est la moitié du Québec, et c'est aussi le moteur de la croissance économique. Nous, ce qu'on dit au gouvernement, c'est ceci : peut-on avoir une petite partie de la richesse qu'on contri-

bue à créer ? Cette richesse-là, on veut mieux la partager avec les personnes qui veulent contribuer au développement économique et social de Montréal.

On s'est engagé dans ce processus-là sur la base de 2 principes fondamentaux. Le premier, c'est qu'on a dit qu'on deviendrait la voix du citoyen : «*Power of one*», en anglais c'est très fort, ça veut dire que le citoyen a une voix. Ce principe commande qu'on se mette à l'écoute du citoyen pour connaître leurs besoins, leurs problèmes, mais aussi les solutions qu'ils voient aux problèmes. Si le citoyen sent qu'il est écouté, il se sent important, il se sent impliqué et c'est avec les citoyens qu'on veut trouver les solutions. Donc, ça c'est le pouvoir du citoyen. On veut innover au niveau citoyen. Pourquoi est-ce qu'on pense pouvoir innover au niveau so-

cial ? C'est justement parce qu'on place le citoyen au coeur même de nos décisions. On est au service du citoyen. C'est pour ça qu'on a été élu. Donc ça c'est le premier principe.

Puis le 2^e principe, c'est qu'une fois que le citoyen accepte de participer, il faut le soutenir. En anglais on parle d'*empowerment*, c'est habiliter le citoyen à participer. Ce qu'il nous faut faire, c'est de soutenir la participation des citoyens, leur laisser prendre des responsabilités. Nous croyons que les citoyens sont prêts à en prendre pour partager le pouvoir. Alors, on veut partager le pouvoir avec ces personnes.

BDS Monsieur Tremblay, juste une dernière question. Vous parliez de rêves, c'est quoi votre rêve pour dans 5 ans ici à Montréal ?

M. Tremblay : En politique, il faut être réaliste. C'est évident qu'on ne réalisera pas tout. Mais, ensemble on peut avancer dans la bonne direction. Le but de notre administration c'est de tracer la voie. C'est pour ça qu'on a été élus et c'est pour ça qu'on a tenu le Sommet de Montréal. ■■■

L'action de la DSP en développement social

par **François Thérien**
DSP Montréal-Centre

Dès les premières années de son existence, la Direction de santé publique de Montréal-Centre (DSP), créée en 1994, a fait des déterminants sociaux de la santé une de ses préoccupations centrales. À la même époque, le Québec renouait avec l'idée de développement social, après une éclipse quasi-totale de plus de 15 ans, depuis que René Lévesque, dans son premier gouvernement, avait confié à Pierre Marois le rôle inédit de ministre d'État au Développement social.

La renaissance de cette thématique n'était certes pas limitée au Québec, comme en fait foi la tenue sous l'égide de l'Organisation des Nations-Unies du Sommet de Copenhague sur le développement social en 1995. Elle fut portée chez nous par le Conseil de la santé et du bien-être, qui, à la demande de Jean Rochon, alors ministre de la Santé et des services sociaux, lança en 1997 une vaste démarche menant, on s'en rappellera, à l'organisation de forums régionaux sur le développement social animés par les Conseils régionaux de développement, puis au Forum national qui se déroula à Québec en avril 1998. Essentiellement, le Forum sur le développement social fut un processus visant à favoriser une réflexion collective sur ce que devraient être les outils concrets et les conditions de réalisation pour que la société québécoise conserve ou développe des politiques et programmes qui concourent effectivement au mieux-être de tous les individus, des communautés et de la collectivité.

Contribution de la DSP de Montréal aux Forums de développement social

La DSP Montréal-Centre endossait la vision affirmée par le Conseil de la santé et du bien-être. Elle eut d'abord un engagement au niveau national, en collaborant étroitement au projet de Forum sur le développement social élaboré par le Conseil de la santé et du bien-être, en-

tre autres, par la participation à la production des documents de réflexion.

Par ailleurs, la DSP s'est impliquée concrètement dans la dimension régionale de la démarche de réflexion, animée celle-là par le Conseil régional de développement de l'Île de Montréal (CRDÎM), une démarche visant à faire le point sur la situation du développement social dans la région de Montréal-Centre.

La démarche montréalaise a mis à contribution une quarantaine d'organismes régionaux importants : organisations syndicales, organismes religieux, organisations du milieu des affaires, instances municipales et organismes de représentation de ce secteur, regroupements d'organismes communautaires, représentants des milieux de l'éducation, des CLSC, des secteurs du travail et de l'emploi, de même que du secteur du logement et de l'habitation, ...

L'objectif ultime de la démarche montréalaise s'est rapidement imposé : il s'agissait de « *S'entendre pour lutter contre l'appauvrissement* ». Ce thème central et intégrateur fut développé par le comité directeur de la démarche en cinq sous-thèmes :

- 1) appauvrissement et promotion de la solidarité sociale;
- 2) besoins essentiels;
- 3) intégration et participation sociale et culturelle;
- 4) intégration au travail;
- 5) solidarité sociale sur le territoire métropolitain.

Des groupes de travail intersectoriels pour chacun de ces sous-thèmes furent constitués pour rédiger les documents qui devaient alimenter les délibérations des participants au forum. La DSP fut un partenaire assidu à toutes les étapes de cette démarche, de même qu'à la formulation des enjeux dont ont discuté les centaines de participants et participan-

tes aux 17 forums locaux ainsi qu'aux deux forums régionaux en décembre 1997 et en avril 1998.

La période 1997-98 en fut une de travail intense et enthousiaste pour tous ceux et celles qui participèrent à la démarche régionale en développement social. Ce fut l'occasion pour la DSP de tisser de nouveaux liens de partenariat avec la plupart des grands acteurs sociaux de Montréal autour d'une définition commune du développement social, en partageant des valeurs et une vision de l'action à entreprendre.

Les délibérations des forums ont d'abord mené à l'élaboration d'un plan stratégique en développement social lequel s'articulait autour de huit enjeux qui visaient la prise en compte globale des déterminants fondamentaux du plein épanouissement de tous les citoyens ainsi qu'une action véritablement solidaire qui aurait dû idéalement lier les intervenants montréalais. Ce plan stratégique fut validé le 15 juin 1998 par le Groupe des partenaires du Forum. Il fut finalement adopté par le Conseil d'administration du CRDÎM, le 23 avril 1999, cette fois en tant que cadre de référence en développement social.

De cette démarche découlait un plan d'action qui identifiait pour les prochaines années 30 projets, classés en quatre types d'activités : interventions, soutien à la concertation, études/analyses/recherches/mémoires, information/sensibilisation/diffusion/promotion; le plan d'action ciblait l'un ou l'autre de trois objectifs généraux : participation et intégration, mobilisation des différents



François Thérien

photo : archives BDS

acteurs et améliorations des services et programmes. La DSP a travaillé entre autres sur le soutien aux instances locales de concertation intersectorielle en vue d'un développement social intégré (communément appelé « projet 5 ») : il s'agissait à ce chapitre de faire avancer la reconnaissance officielle des tables de concertation locales et de plaider en faveur d'un financement de base pour que ces instances puissent fonctionner adéquatement lorsqu'elles existent ou venir au monde pour les quartiers ou arrondissements dans lesquelles elles n'existent pas encore. De plus, la DSP participe, au nom de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal, au comité qui assure le suivi du Forum de développement social.

Les actions spécifiques de la DSP

L'action de la DSP en développement social s'inscrit dans la perspective ouverte par la *Politique de la santé et du bien-être* de 1992. En effet, ce docu-

- *Agir pour et avec les groupes vulnérables ;*
- *Harmoniser les politiques publiques et les actions en faveur de la santé et du bien-être ;*
- *Orienter le système de santé et de services sociaux vers la recherche des solutions les plus efficaces et les moins coûteuses.*

Les limites de l'action du système de santé et des services sociaux

Comme le soulignait le premier rapport annuel du directeur de la santé publique de Montréal, «... la solution appropriée n'est pas d'investir davantage dans le système de santé ou dans de nouvelles technologies : il faut plutôt s'attaquer à la source de ces écarts et mener des actions bien ciblées pour éviter que ces inégalités ne s'aggravent. » (*Les inégalités sociales de la santé*, 1998, p.23). Il est de plus en plus reconnu que l'action sectorielle ne peut, à elle seule, suffire pour régler les problèmes. Déjà en 1992, la *Politique de la santé et du bien-être* avançait que : «La science nous a trop longtemps habitués à interpréter un problème sous l'angle d'une relation simple de cause à effet : pour le praticien, il s'agit d'identifier la cause puis de l'éliminer ou, à tout le moins, d'en contrer les effets. (...) Avec la montée des maladies de civilisation et des problèmes sociaux, l'équation «un problème, une solution» se révèle la plupart du temps inappropriée ; l'explication repose plutôt sur un faisceau de facteurs.» (p.24) Conséquemment, «... le maintien et l'amélioration de la santé et du bien-être reposent sur un partage équilibré des responsabilités entre les individus, les familles, les milieux de vie, les pouvoirs publics et l'ensemble des secteurs d'activité de la vie collective.» (id., p.11) Une fois ces convictions affirmées, la *Politique de la santé et du bien-être* poursuivait en rappelant que le système (de santé et de services sociaux) doit agir avec d'autres secteurs d'activité si l'on veut réaliser des gains additionnels en matière de santé et de bien-être.



photo : archives BDS

Richard Lessard,
Directeur de la santé publique Montréal-Centre

Les problèmes liés aux inégalités sociales de la santé sont donc complexes et multifactoriels, et, de ce fait, commandent des actions multisectorielles et concertées. C'est cette compréhension de la complexité des problèmes en regard des déterminants de la santé et du bien-être qui a amené la *Politique de la santé et du bien-être* à promouvoir l'intersectorialité et l'harmonisation des interventions comme pistes d'action intéressantes.

C'est cette même compréhension de la complexité des problèmes

qui avait aussi amené, dès 1995, le Conseil des directeurs de santé publique à affirmer l'importance de développer leur capacité d'influencer les acteurs des autres secteurs d'activités en vue d'actions pour améliorer la santé et le bien-être (*Informer et influencer! Informer la population et influencer les choix sociaux : des stratégies de santé publique pour positionner la santé au rang des grands enjeux collectifs*, juin 1995).

Pour que la DSP puisse y arriver, on y identifiait 4 stratégies:

1. « ... informer la population de l'état de santé général des individus qui la composent, des problèmes de santé prioritaires... » (Texte intégral de l'article 373,1 de la Loi 120)
2. Prendre les moyens requis pour favoriser la prise en compte de préoccupations à l'égard de la santé et du bien-être par les décideurs des divers secteurs d'activités (tant au niveau régional que national)
3. Favoriser la concertation et soutenir les partenariats
4. Soutenir l'action locale.

Pour ce qui est des enjeux de développement social et de la réduction des inégalités de santé et bien-être, la stratégie d'information de la DSP de Montréal depuis 1998 s'actualise de façon importante par la publication annuelle du rapport du directeur. Ce rapport décrit une réalité avec les données les plus récentes.



ment proposait une compréhension des enjeux de santé et des stratégies à mettre en place pour agir sur les déterminants de la santé et du bien-être qui indiquait des pistes d'action novatrices :

- « Favoriser le renforcement du potentiel des personnes ;
- Soutenir les milieux de vie et développer des environnements sains et sécuritaires ;
- Améliorer les conditions de vie ;

tes et les plus fiables et, surtout, propose une vision qui interpelle, à des degrés divers, l'ensemble des acteurs sociaux montréalais : la santé et le bien-être sont une préoccupation de tous et chacun et doivent aussi être une œuvre collective. C'est pourquoi, également, la présentation du rapport annuel ne se limite pas au seul dépôt du document, comme on pourrait le faire pour un rapport administratif et technique : elle s'inscrit plutôt dans le cadre d'une série de rencontres et d'échanges dans les milieux les plus divers et constitue donc un travail d'information et, plus encore, d'animation d'un vaste débat social.

La stratégie d'*influence* vise à infléchir la conception et l'application des politiques publiques dans un sens qui contribue au développement social. L'année qui vient de s'écouler aura été marquée par la participation de la DSP de Montréal aux travaux parlementaires qui ont conduit à l'adoption de la Loi 112 sur l'élimination de la pauvreté et de l'exclusion sociale : la DSP a présenté un mémoire en commission parlementaire, approuvant le principe de la loi et suggérant des orientations et modifications pour rendre cette législation plus opérationnelle. La stratégie de *concertation*, comme on l'a évoqué plus haut, fut au cœur de toute la démarche de développement social dans le cadre du forum. Nous travaillons également avec plusieurs de ces mêmes partenaires en d'autres instances, sous d'autres regroupements, mais toujours dans une perspective de développement social. C'est le cas, notamment en sécurité alimentaire, où la DSP s'est associée depuis 1996 à d'autres partenaires pour que l'alimentation devienne à Montréal d'abord une occasion de développement ou d'*empowerment* pour les personnes, plutôt qu'un domaine d'assistance et de dépendance. Nous avons aussi travaillé à ce que les acteurs dans les communautés locales abordent eux aussi les problèmes liés aux inégalités sociales de l'alimentation dans une perspective de concertation, la seule façon, croyons-nous, de mettre en place une stratégie globale et de longue haleine pour attaquer un problème complexe, la seule façon d'obtenir une amélioration réelle et durable des conditions qui produisent l'insécurité alimentaire. Progressivement, nous constatons que le concept de sécurité alimentaire, à peu

MONTRÉAL

EN QUELQUES CHIFFRES

Le niveau de scolarisation le plus élevé au Québec, mais si on constate une amélioration continue de la scolarisation de la population depuis 1981, on constate aussi que la faible scolarisation est plus fréquente dans les secteurs de l'est de l'Île, ainsi que dans le sud-ouest. Le taux de décrochage scolaire est particulièrement préoccupant dans les milieux défavorisés où il dépasse 40%.

Près du tiers des jeunes de 15 à 24 ans sont touchés par la détresse psychologique. Dans les cas les plus difficiles, la situation peut se détériorer au point d'avoir des idées suicidaires et de passer à l'acte. Les taux d'hospitalisation pour suicide atteignent un sommet chez les adolescentes de 15-19 ans (76 pour 100 000), soit trois fois plus que chez les garçons du même âge.

On assiste à une augmentation de la proportion de personnes de 15 ans et plus vivant seules (17,6% en 1991 et 19,3% en 1996). Les secteurs du centre et du centre-sud de Montréal sont ceux où on retrouve les plus fortes proportions. À l'opposé, les secteurs des extrémités est et ouest de l'Île sont ceux où on retrouve les plus faibles proportions de personnes vivant seules.

Alors que la moyenne montréalaise de l'espérance de vie à la naissance se situe à 74,8 ans, elle varie d'un secteur à l'autre en fonction des revenus. L'espérance de vie augmente du groupe de revenu le plus faible au plus élevé, l'écart atteint 6,6 ans chez les hommes et 3,6 ans chez les femmes. Il en va de même pour la mortalité pour chacune des grandes causes de décès : l'écart entre les deux groupes s'élève à 24% pour les tumeurs, 38% pour les maladies de l'appareil circulatoire, 61% pour les maladies de l'appareil respiratoire et 28% pour les blessures accidentelles.

et nationaux. La DSP a mis beaucoup d'énergie à faire reconnaître la sécurité alimentaire comme une voie incontournable du développement social qui doit désormais apparaître en bonne position dans les plans d'action de toutes les grandes institutions. Nous croyons que le temps est maintenant venu de rehausser le statut de la concertation à l'œuvre depuis 1996 dans le cadre des priorités de la Régie de la santé et des services sociaux et de mettre en place un véritable Conseil de la sécurité alimentaire dont les modalités sont présentement en gestation.

Plus récemment en mai 2001, la DSP de Montréal-Centre lançait l'Observatoire montréalais sur les inégalités sociales et de santé (OMISS) dans le but favoriser le réseautage des chercheurs travaillant sur les inégalités sociales à partir de tous les horizons disciplinaires et de créer des lieux d'échange et de débats avec des décideurs. Le séminaire annuel de l'OMISS organisé à la fin du printemps constitue un moyen privilégié pour réaliser ces objectifs, à quoi il faut ajouter les conférences et séminaires organisés tout au cours de l'année, de même que le site internet, devenu en peu de temps un carrefour achalandé de la réflexion sur les questions sociales. Enfin, pour ce qui est de l'action locale en développement social, Montréal peut compter sur ces instances de quartier qui au fil des ans se sont constitués dans une vingtaine de quartiers, regroupant sur une base volontaire organismes et citoyens, préoccupés par tous les enjeux qui sont au cœur de la vie de quartier. Il s'agit là d'une contribution majeure à la prise en charge locale du développement social et c'est pourquoi la DSP n'a pas hésité, de concert avec la Ville de Montréal et Centraide, à en soutenir concrètement le fonctionnement. Ce qui est bon pour les citoyens et citoyennes de l'ancienne ville de Montréal doit aussi être un instrument de développement accessible dans les nouvelles composantes de Montréal : la DSP apporte donc son appui tangible à l'émergence d'instances similaires dans les arrondissements qui sont venus compléter le Montréal du 21^e siècle. ■■■

près inconnu voilà dix ans à peine, commence à faire partie des plans d'action de plusieurs acteurs locaux, régionaux

Centraide : Bâtir des communautés d'entraide

par Michel Morel

Centraide du Grand Montréal a mené, en 2000, un important exercice de réflexion par le biais d'un «Chantier sur les enjeux sociaux». À l'issue de ce chantier, son conseil d'administration adoptait un rapport intitulé «Bâtir des communautés d'entraide et soutenir leur capacité d'agir». Ce rapport a permis à Centraide de définir les moyens les plus efficaces de poursuivre et d'actualiser son soutien. Mme Lyse Brunet, vice-présidente développement social de l'organisme et rédactrice de ce rapport, a bien voulu répondre à nos questions.

BDS Centraide existe depuis un peu plus de 25 ans. Le rôle de Centraide s'est-il modifié au cours de ces années?

Mme Brunet : La mission de Centraide est demeurée essentiellement la même jusqu'au début des années 90, soit celle d'être un intermédiaire entre le donateur et les organismes qu'il finance. Il recueillait des dons et analysait les demandes de financement qui lui étaient adressées de la façon la plus éclairée possible, en sollicitant parfois l'expertise sociale de certains de ses partenaires.

Cette perspective de charité traditionnelle s'est transformée, il y a un peu plus de dix ans, en une perspective de développement social. Aujourd'hui Centraide conçoit davantage son rôle comme un bâtisseur d'entraide et vise la prise en charge à l'échelle collective aussi bien qu'individuelle.

BDS Comment ces changements se sont-ils opérés?

Mme Brunet : C'est à la faveur du chantier sur les enjeux sociaux, lequel a été précédé par un grand exercice de réflexion stratégique, que Centraide du grand Montréal a explicitement adopté une perspective de développement social. Ce qu'on a réalisé alors c'est qu'on avait une mission, somme toute, opérationnelle et que l'on n'avait pas de vision. On ramassait des fonds, des demandes nous étaient présentées et on y répondait. Bien sûr on analysait ces demandes de façon sérieuse et profession-

nelle, à partir d'indices de pauvreté, d'une analyse des besoins du milieu, etc. Cependant, nous demeurions réactifs et on réalisait de plus en plus qu'on ne pourrait répondre à toutes les demandes. Cette démarche de chantier sur les enjeux sociaux a été extrêmement importante pour nous, notamment pour réaliser qu'on n'arriverait jamais à soutenir tous les organismes et qu'en conséquence, il était essentiel de faire des choix. Mais, quels devraient être les choix les plus stratégiques à faire ? Pouvions-nous faire une différence ? Comment ? Et autour de quelle stratégie sociale ?

À l'issue de cet exercice de chantiers



photo : ACOR

Lyse Brunet

nous avons défini une vision, mais il fallait mettre de la chair autour de l'os. Nous devons définir comment concrétiser cette vision.

C'est alors que Centraide a confié à un comité formé de 19 chefs de file de la collectivité du Grand Montréal le soin de se pencher sur les enjeux sociaux de

Centraide : une longue tradition d'entraide!

Issu d'organismes de charité qui oeuvraient auprès de différents groupes de la population, Centraide du Grand Montréal est l'héritier d'une longue tradition d'entraide.

Dès 1966, la Campagne des fédérations du Grand Montréal naît de l'union de cinq fédérations oeuvrant dans la collecte de fonds et offrant un soutien financier à des organismes sociaux et communautaires des territoires desservis par les diocèses de Montréal et de St-Jean. Après quelques années de vie commune, ces organismes décident de céder toutes leurs activités à la Campagne des fédérations du Grand Montréal qui, en plus de la campagne de souscription, verra aussi à la distribution des fonds.

C'est en 1975 que Centraide voit officiellement le jour. La Campagne des fédérations du Grand Montréal devient alors Centraide Montréal et réalise sa première campagne sous ce nom en octobre. Centraide Montréal finance alors 111 organismes communautaires et bénévoles. En 1992, Centraide Montréal se fait appeler Centraide du Grand Montréal, afin de refléter son rayonnement territorial : l'île de Montréal, Laval, la Rive-Nord et la Rive-Sud. Aujourd'hui, l'action de Centraide du Grand Montréal se manifeste à travers un réseau de 325 organismes et projets.

l'heure, les solutions qui s'imposent et leur incidence sur les orientations de Centraide. Une soixantaine d'autres personnes issues d'organismes divers ont aussi participé aux échanges entre janvier et juin 2000. Ce genre d'analyse n'est pas unique. Plusieurs organismes liés directement ou indirectement au développement social ont procédé à des exercices semblables. Toutefois, Centraide est le seul à l'avoir fait dans la perspective d'un organisme philanthropique centré sur l'action communautaire, en réunissant des points de vue aussi diversifiés que complémentaires. C'est là son apport à la connaissance d'enjeux qui appartiennent à toute la communauté du Grand Montréal.

BDS À l'issue de cette démarche, comment Centraide a-t-il défini son rôle au chapitre du développement social?

Nous avons publié un rapport : «*Bâtir des communautés d'entraide et soute-*

solidifier leur capacité de faire face aux changements ;

- le soutien aux communautés et le défi de redonner des lieux d'appartenance ;
- le soutien à l'intégration des personnes immigrées et le défi de mieux vivre ensemble ;
- le soutien à l'amélioration des conditions de vie et le défi d'aider les communautés à agir.

Ces défis et ces stratégies nous servent maintenant de guides dans la définition de nos actions. Par exemple, on a dit qu'on soutiendrait des activités de rapprochement. C'est une orientation qui nous permet de confirmer nos décisions en termes de soutien aux organismes. On ne va pas soutenir des organismes de toutes les communautés culturelles. Par contre, nous soutenons dans 6 quartiers des tables de concertation locales qui se penchent sur l'accessibilité aux communautés culturelles. On accompagne alors les divers partenaires à cette table de concertation (des groupes communautaires, les CLSC, les écoles, etc.) dans un processus de réflexion visant la mise en place de stratégies particulières : stratégies de cohésion sociale, stratégies de rapprochement, etc.

Ces changements nous offrent un levier puissant parce que tout le monde adhère à cette vision là; ça a donné un sens au travail qu'on fait et là, on est en train de mettre ça en œuvre dans nos structures, notre façon de travailler etc. Mais ces changements suscitent également des questionnements : jeter un nouveau regard sur les choses que l'on soutient en fonction de cette grille-là, réévaluer l'utilisation que l'on fait des 40M\$ dans la perspective d'optimiser notre volonté de bâtir des communautés d'entraide.

BDS Comment ces changements ont-ils été perçus par les organismes financés par Centraide et par les donateurs ?

On a rencontré les 325 organismes en petits groupes, en 12 matinées d'affilée pour présenter ça et affirmer, de façon transparente « voici ce qu'on veut être, voici ce qu'on va être ». Honnêtement, je dois dire que je ne savais pas trop à quoi m'attendre. Les organismes communautaires ont très bien accueilli cette

MONTRÉAL

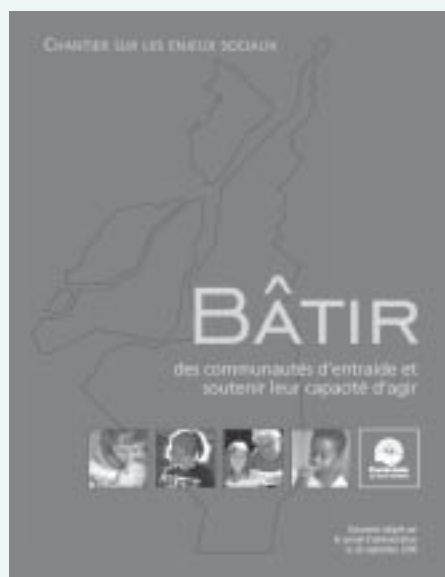
EN QUELQUES CHIFFRES

En 1997, on dénombrait plus de 250 000 personnes handicapées à Montréal. 46% d'entre elles vivaient sous le seuil de faible revenu.

Une proportion d'aînés plus importante que la moyenne du Québec. En fait, la population montréalaise est relativement âgée en comparaison des autres agglomérations canadiennes et du reste du Québec, avec 15% de personnes âgées de 65 ans et plus. Si les jeunes de 0-17 ans représentaient 22% de la population en 1981, des projections récentes révèlent que ce pourcentage devrait chuter à 17% en 2021, alors que le pourcentage des 65 ans et plus devrait augmenter jusqu'à 20%.

volonté de changement. Certains disaient même « c'est tout à fait dans la lignée de ce qu'on défend et de ce qu'on veut être ».

Les donateurs ont également bien accueilli cette initiative. Cela leur a permis de constater que Centraide peut aussi agir en amont. L'exercice de réflexion qui a alors été réalisé leur a même permis de mieux comprendre les réalités auxquelles Centraide s'adresse. Dans ce sens-là, nous jouons également un rôle d'intermédiaire entre nos donateurs et les organismes qui bénéficient de notre soutien. Cela se traduit par divers gestes concrets. Pendant notre campagne, par exemple, 700 conférences ont été données dans des entreprises par des organismes de Centraide. On présente alors une autre facette des organismes qui sont souvent davantage connus pour les fins « charitables » qu'ils poursuivent que pour tout le travail accompli dans une perspective de prise en main. Les donateurs peuvent alors constater tout ce qui se fait, à la base. Certains nous ont d'ailleurs déjà dit : « Ça n'a pas de bons sens, tout ce que ces organismes réalisent avec si peu de moyens ! ». Un tel travail de sensibilisation... ça contribue aussi à bâtir des communautés d'entraide ! ■■■



nir leur capacité d'agir». Ce rapport, adopté par le conseil d'administration en septembre 2000, identifie les moyens les plus efficaces de poursuivre et d'actualiser notre soutien. Il identifie aussi de grands défis sociaux qu'il importe de relever et définit, pour chacun de ces défis, les stratégies qu'il importe de promouvoir. Ces défis et ces stratégies, au nombre cinq, sont :

- le soutien aux personnes démunies et le défi de combattre l'exclusion ;
- le soutien aux familles et le défi de

Favoriser la concertation entre les acteurs, le rôle du CRDÎM

**Entrevue avec M. André Gamache,
Directeur général du Conseil régional de développement de l'île de Montréal (CRDÎM)
et Président du Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal.**

BDS : Rappelez-nous les grandes lignes de la démarche montréalaise sur le développement social, de 1997 à aujourd'hui.

M. Gamache : Le rôle du Conseil régional de développement de l'île de Montréal en matière de développement social est essentiellement de faciliter la concertation entre les différents acteurs institutionnels et communautaires de notre territoire. Il s'agit notamment d'échanger de l'information, d'analyser certaines problématiques et de dégager une vision commune des enjeux et des priorités d'action. Une telle approche permet de mieux comprendre les défis propres à la région de l'île de Montréal en matière de développement social et de créer une meilleure synergie entre les intervenants.

Comme vous le mentionnez, c'est particulièrement à partir de 1997 que le CRDÎM s'est engagé activement dans ce dossier. En préparation du Forum national sur le développement social, il a coordonné la



tenue de deux forums régionaux qui ont été eux-mêmes précédés de 17 forums locaux. Cette démarche a mobilisé de nombreux acteurs locaux et régionaux et elle s'est traduite en 1999 par l'adoption par le CRDÎM d'un Cadre de référence sur le développement social de l'île de Montréal. Un Forum régional permanent sur le développement social a été mis sur pied la même année et un Plan d'action régional sur le développement social de l'île de Montréal comprenant une trentaine d'initiatives a été élaboré en 2000.

Par ailleurs, tous ces travaux ont eu un

impact important lors de l'élaboration du Plan stratégique régional 2000-2005 pour l'île de Montréal. Un des quatre enjeux retenus dans le Plan stratégique du CRDÎM porte sur le développement social et solidaire. Plus récemment, le CRDÎM a activement œuvré à mettre en valeur les spécificités et les besoins de la région dans le cadre des consultations qui ont mené à la mise en place de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion et à l'adoption de la loi 112.

BDS : La réflexion montréalaise sur le développement social est portée par l'organisme appelé Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal. Quels en sont les membres? Quelles sont les activités de ce Forum?

M. Gamache : Le Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal regroupe près de 60 partenaires et son comité de direction comprend une vingtaine de représentants des directions régionales des ministères, d'institutions régionales en éducation et en santé, de la Ville de Montréal, d'organisations communautaires et du secteur privé. Au cours des années, un climat de confiance s'est développé entre les membres du comité de direction, ce qui a permis des discussions ouvertes et franches ainsi que la recherche des moyens de promouvoir les intérêts de l'île de Montréal, le tout dans le respect des mandats de chacun. Le Forum est un lieu de réflexion et d'échanges sur les questions reliées au développement social. Il assure également le suivi du Plan d'action régional sur le développement social et fait au conseil d'administration du CRDÎM les recommandations appropriées quant aux orientations et aux priorités régionales à faire valoir dans ce domaine.

BDS : Les différents forums tenus ont permis d'identifier des enjeux locaux et régionaux de développement social. Quels furent les enjeux qui ont fait consensus?

M. Gamache : Ce qui s'est dégagé des travaux du CRDÎM et de l'ensemble de ses partenaires, c'est que le développement social intègre plusieurs dimensions qui doivent être prises en compte pour

assurer un développement durable des personnes et de la collectivité. Ainsi, le Cadre de référence sur le développement social adopté par le CRDÎM identifie huit axes qui sont à la fois essentiels et complémentaires. Je vous les énumère :

- le développement de la démocratie et de la synergie locales;
- la reconnaissance et le soutien du secteur communautaire;
- la réaffirmation et l'actualisation du rôle majeur de l'État afin d'assurer le respect des droits fondamentaux pour tous et toutes;
- le maintien et le développement de l'emploi dans la région;
- l'arrimage du développement économique et du développement social;
- la promotion d'une éducation de qualité et d'une formation qualifiante accessible à tous et à toutes, par des pratiques pédagogiques et administratives adaptées;
- la prise en compte de la spécificité de Montréal, ville-centre, ville d'accueil et d'intégration;
- l'amélioration de la santé et du bien-être des Montréalais et des Montréalaises.

Le Plan d'action a, quant à lui, identifié une trentaine d'initiatives visant à favoriser la



André Gamache

participation et l'intégration des citoyens et citoyens, à mobiliser les différents acteurs du développement social et à améliorer les services et les programmes. Une dizaine de ces initiatives ont été menées à bien par des partenaires institutionnels ou communautaires et d'autres sont en voie de développement. En tout, une enveloppe de 200 000 \$ a été allouée par le CRDÎM à même le Fonds de développement régional en vue de soutenir ces projets.

BDS : Cinq ans plus tard, de quelle façon les enjeux de développement social identifiés lors des forums de 1998 ont-ils évolué et quels sont les enjeux qui se dessinent pour les années qui viennent?

M. Gamache : Il est intéressant de constater qu'à l'occasion de la consultation sur la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, les partenaires du CRDÎM ont réitéré la pertinence des axes identifiés dans le Cadre de référence sur le développement social de l'île de Montréal. Ils ont demandé de plus que la problématique du logement soit ajoutée aux enjeux nécessitant une attention particulière.

► (...) le CRDÎM et ses principaux partenaires ont mené une réflexion sur la meilleure façon d'assurer la complémentarité entre les rôles et les mandats des différents acteurs.

Il ne fait aucun doute que les débats et les orientations en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ont fait ressortir l'importance d'une action concertée et intégrée sur le terrain. Ce défi est toutefois exigeant. Pour le relever, il convient de développer une culture de partenariat qui se traduit par un meilleur partage de l'information, par des débats approfondis sur les enjeux et les modes d'intervention ainsi que par l'identification du terrain commun sur lequel les acteurs du développement social acceptent de collaborer.

Des questions spécifiques nous interpellent également.

Je songe notamment à l'importance de généraliser le recours à l'analyse différenciée selon les sexes afin de mieux saisir les réalités différentes vécues par les femmes et par les hommes en regard de phénomènes tels la pauvreté et l'exclusion. La place des jeunes dans l'ensemble de nos processus sociaux et décisionnels est une autre de ces questions. Il en est de même de la prise en compte du caractère multiculturel de la population de l'île de Montréal. Enfin, la reconnaissance et la mise en valeur de l'expertise du milieu communautaire demeure un enjeu de taille et un potentiel à concrétiser.

BDS : La Loi 170 sur les fusions municipales est venue conférer aux municipalités de nouvelles responsabilités. La mise en place de ce qu'on appelle la nouvelle ville de Montréal et l'obligation qui lui est faite de se doter d'un «plan relatif au développement de son territoire» (article 91) amène la ville à mieux définir son action en développement social, comment ce nouveau contexte vient-il s'arrimer (modifier ou confirmer) aux actions initiées par le Forum ou par le CRDÎM?

M. Gamache : Au cours de la dernière année, le CRDÎM et ses principaux partenaires engagés dans le développement social ont mené une réflexion sur la meilleure façon d'assurer la complémentarité entre les rôles et les mandats des différents acteurs. Il est clair que les responsabilités confiées à la nouvelle Ville de Montréal a été un des éléments considérés dans cette réflexion ainsi que la volonté de préciser la «valeur ajoutée» de l'action du CRDÎM en matière de développement social.

En janvier dernier, le conseil d'administration du CRDÎM a donné son aval à la mission révisée et aux objectifs stratégiques proposés pour le Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal. Cette mission met en lumière que le Forum est un lieu privilégié de concertation entre les acteurs du développement social dans notre région. Les travaux du Forum favorisent l'émergence d'une approche intégrée, contribuent à l'identification d'objectifs communs à poursuivre ainsi qu'à l'harmonisation des modes d'intervention.

Quatre objectifs stratégiques ont été retenus pour le Forum et je me permets de les citer :

- contribuer à développer un positionnement régional et une vision intégrée sur différents enjeux reliés au développement social;
- approfondir la connaissance des problématiques et des enjeux;
- promouvoir l'échange des connaissances et de l'expertise sur les pratiques de développement social;
- être une plateforme régionale pour le partage de l'information.

Dans cette perspective, l'action du CRDÎM s'harmonise tout à fait aux mandats confiés à la Ville de Montréal et permet à cette dernière de bénéficier des fruits de ses travaux.

BDS : Quand, comment et pourquoi la Table de concertation sur le décrochage scolaire a-t-elle vu le jour? Quels en sont les membres? Quelles sont ses activités?

M. Gamache : Je mentionnerai tout d'abord que la question du décrochage scolaire est identifiée comme un enjeu dans le Plan stratégique du CRDÎM. Ceci nous a amené au cours des dernières années à promouvoir la reconnaissance du rôle des organismes communautaires dans ce domaine.

La démarche en vue d'un partenariat régional lancée l'an dernier par la Direction régionale du ministère de l'Éducation, la Table de concertation des directeurs généraux des commissions scolaires et le CRDÎM a été élargie à d'autres partenaires clés : la Ville de Montréal, la Régie régionale de la santé et des services sociaux, les groupes communautaires, le milieu des affaires et d'autres intervenants. Une Table des partenaires sur la persévérance, la réussite et le soutien au raccrochage scolaire a été mise sur pied.

Au cours des derniers mois, un cadre de référence a été élaboré et validé auprès des partenaires, une étude documentaire a été réalisée et onze groupes de discussion ont été tenus avec des intervenants et des décideurs locaux. Toutes ces étapes ont pour objectif de contribuer au développement d'un plan d'action régional dont un premier volet devrait être annoncé au début de juin 2003. Le soutien à apporter aux actions locales de concertation ainsi que la circulation et le partage de l'information pertinente auprès des jeunes, des parents et des intervenants seront au cœur de ce plan d'action. ■■■

«Tout seul, on va plus vite mais ensemble, on va plus loin»

Rencontre avec Marc Boucher, Directeur du développement social, Ville de Montréal

Entrevue de Michel Morel, texte de Serge Fleury

BDS : Avec la création d'une « nouvelle » ville de Montréal, quelle est désormais la place du développement social à l'échelle municipale ?

M. Boucher : Le Sommet de Montréal, réalisé dès la création de la nouvelle ville, représentait une porte d'entrée à la reconnaissance de l'importance du développement social à Montréal. L'objectif visé était de positionner le développement social comme un des grands enjeux du développement de la Ville et la démarche elle-même s'y prêtait bien. Alors on a joué le jeu des 27 sommets d'arrondissements ! En plus des 14 sommets sectoriels, dont un portait spécifiquement sur le développement social, auquel a été convié l'ensemble des partenaires montréalais. De ce sommet sectoriel sont sortis 10 grands enjeux. (VOIR ENCADRÉ)



Marc Boucher

Toutefois, outre les diverses problématiques sociales urbaines, l'approche de revitalisation urbaine intégrée représentait pour nous, LE grand enjeu du développement social, puisque nous pensons que c'est par des approches globales concertées, puis intégrées, qu'on peut atteindre des résultats.

BDS : La dynamique de la nouvelle Ville n'apporte-t-elle des changements qu'au niveau des priorités ou des cibles d'intervention ?

M. Boucher : Au contraire ! Auparavant, il y avait 28 villes sur l'île de Montréal, 27 villes de banlieue et la ville de Montréal. Maintenant, il y en a qu'une seule, avec une structure d'arrondissements. C'est tout un changement de culture et une responsabilisation des arrondissements par rapport au fonctionnement qu'on avait précédemment. Avant, la Ville avait des services corporatifs « centralisés » qui définissaient les actions, les activités, les mandats qui pouvaient être réalisés dans les arrondissements. Maintenant, l'unité administrative devra plutôt se soucier des grands principes d'équité, d'accessibilité, mais c'est l'arrondissement qui choisira quels services il va offrir en fonction des besoins de sa population. Les unités corporatives assument donc désormais un rôle de planification et d'expertise, d'évaluation, d'orientation, d'encadrement et de développement. De plus, ce rôle est jumelé à la fonction « sécurité du revenu », par l'entremise des 20 centres locaux d'emploi. Notre fonction est par ailleurs également de gérer et de faire l'interface avec les programmes gouvernementaux, entre autres, quand on a négocié le contrat de ville, c'est nous qui avons négocié avec le MESS et non pas les 27 arrondissements individuellement.

BDS : Qu'en est-il exactement de ce « contrat de ville » pour Montréal ?

M. Boucher : Dans la foulée du Sommet, Montréal a poursuivi ses démarches pour entreprendre les négociations de son contrat de ville. Il s'agissait de faire reconnaître les grands enjeux débattus au Sommet dans le cadre des négociations avec le gouvernement du Québec. L'entente signée prévoit des sommes de 5M par année pendant 2 ans, pour faire des interventions sur les 10 thèmes qui ont fait consensus au Sommet. A court terme, no-

tre objectif est de prendre les sommes d'argent qui nous sont allouées et de les retransférer dans les arrondissements, pour que les interventions soient le plus proche du citoyen. Concrètement, de 70 à 80% iront directement aux arrondissements, la portion restante allant à des projets de nature métropolitaine. Les arrondissements vont pouvoir gérer ces enveloppes. Ils identifieront pour ce faire un plan d'action en développement social, en lien avec les 10 thèmes retenus lors du Sommet. À l'automne 2001, on avait fait une analyse de la répartition potentielle de ces sommes, alors la répartition se fera selon le même pourcentage, par arrondissement.

BDS : Concrètement que nous réserve 2003, en matière de développement social ?

M. Boucher : 2003 sera une année transitoire. Ainsi, alors que pour la majorité des territoires, on se limitera à reproduire des éléments de programmes connus, 3 zones vont amorcer une expérimentation de planification stratégique en développement social, selon l'approche de revitalisation urbaine intégrée que nous préconisons. Ainsi, de concert avec des représentants municipaux, mais aussi de la Régie régionale, les milieux, les autres partenaires gouvernementaux, sociaux et universitaires vont faire la démonstration de la démarche que nous souhaitons élargir plus tard à l'ensemble du territoire.

Première étape pour 2003 dans ces 3 zones-là, c'est de faire un diagnostic très précis de la situation du quartier ou de l'arrondissement. Puis, rapidement, d'établir



Serge Fleury

photo : ACOR

un plan d'action concerté pour les prochaines années, afin d'en arriver à revitaliser ce quartier-là, au niveau des interventions clientèle. Ce que je veux, c'est qu'on agisse beaucoup et qu'on en arrive à des mesures concrètes de l'ensemble des acteurs concernés, des mesures qui soient quantifiables, mesurables sur du long terme. Ce qui fait qu'au bout de 5 ou 10 ans, quand on fera l'évaluation de 2006, on constatera un changement dans l'arrondissement visé. En matière de développement social, il faut qu'on essaie de voir ce qu'on peut faire, tous ensemble, suivant l'adage « tout seul, on va plus vite mais ensemble, on va plus loin ».

Dans ce contexte, les grands acteurs partenaires du développement social devraient être l'ensemble des intervenants de la Régie et du réseau de la santé et des services sociaux, les commissions scolaires, les ministères sectoriels. La ville est un gros joueur, mais il y a aussi tous les intervenants du privé, des milieux...

BDS : Et le CRD là-dedans ?

M. Boucher : Selon moi, la ville de Montréal ne peut pas être l'agent concertateur sur son territoire : quelqu'un avec de l'argent dans ses poches, ne peut pas faire de la concertation, il est à la fois juge et partie de certaines interventions. Dans ce sens, je pense que le CRD devrait être un lieu de concertation privilégié, puisqu'il regroupe l'ensemble des partenaires qui interviennent sur le territoire de Montréal.

Il serait intéressant qu'au chapitre de la concertation, les divers partenaires du territoire puissent être mobilisés par le CRD et développer une vision commune dans les approches en développement social. C'est ce vers quoi tend le CRD, mais ça devrait également l'amener à redéfinir son rôle. Le CRD avait, à l'époque d'avant la fusion municipale, à concerter 28 villes. Maintenant il n'a plus qu'une seule ville à consulter. Il n'a donc plus le même rôle par rapport à la Ville. Je pense qu'il faut que le CRD redéfinisse clairement le rôle qu'il entend jouer pour se refocaliser sur un rôle de « concertateur », parce qu'on a vu que son rôle de soutien pour des projets spécifiques pouvait mener à une certaine ambiguïté et un flottement/confusion dans la réalisation de projets distincts des priorités des autres partenaires. À la minute où ce rôle va être très clairement identifié et

les objectifs qu'il doit atteindre, je pense qu'il y aura un re-mobilisation de l'ensemble des acteurs autour du CRD.

BDS : Et la place du communautaire dans ces grands bouleversements ?

M. Boucher : Nous croyons que sur les dossiers de développement social, l'ensemble des partenaires du milieu (avec au

premier chef, les citoyens) doivent être représentés avec les acteurs gouvernementaux, les représentants des centres locaux d'emploi, sécurité du revenu, Emploi-Québec, le CLSC. Et les milieux doivent être soutenus pour ce faire. C'est un dossier sur lequel on travaille depuis 3 ans et qui a culminé au Sommet de Montréal.

Il faut toutefois préciser que ce que la Ville

Pistes d'action prioritaires

Huit pistes d'action prioritaires ont été avancées par le Sommet sectoriel « Développement social et communautaire » tenu en avril 2002.

- Réponse aux besoins fondamentaux (écologie sociale comprenant les aspects qualité de vie, cadre de vie et niveau de vie, dans une perspective d'équité et d'implication citoyenne).
- Équité et accessibilité aux ressources et aux services.
- Revitalisation et développement intégré des quartiers.
- Renforcement de la capacité locale d'agir.
- Reconnaissance du secteur communautaire.
- Prévention et intervention sur les problématiques socio-urbaines.
- Sécurité urbaine.
- Intégration des nouveaux arrivants et diversité ethnoculturelle.

Les enjeux

De grands enjeux ont également été établis par les participants à ce sommet.

- Vision globale de la Ville intégrant une approche sociale, définissant des rôles et responsabilités des acteurs et tenant compte de la spécificité d'une métropole, de la diversité de sa population et des problématiques socio-urbaines.
- Accessibilité et équité dans les services
- « Faire entendre ceux qui n'ont pas voix au chapitre »
- Habitation durable pour tous
- Lutte aux inégalités et à l'exclusion sociale
- Indicateurs de mesure de la qualité de vie et du développement social
- Concertation entre la Ville et le mouvement communautaire
- Lutte à la pauvreté
- Partage des richesses (entre citoyens et arrondissements)
- Participation du citoyen dans la définition du Plan de développement social
- Décloisonnement institutionnel et intégration de l'ensemble des acteurs
- Reflet de la population et de sa diversité

Ces enjeux ont été reformulés sous les trois grands enjeux du développement social et communautaire suivants:

1. Que le plan d'action en développement social et communautaire de la Ville :
 - s'élabore en concertation avec tous les acteurs sociaux;
 - soit l'occasion de clarifier les rôles et les responsabilités de la Ville, des autres paliers de gouvernement, du secteur privé et des organismes communautaires;
 - ait pour priorités la lutte aux inégalités et à l'exclusion, le partage de la richesse et l'habitation sociale.
2. Que la Ville développe et adopte une approche intégrée et concertée avec l'ensemble des acteurs dans ses interventions et la mise en œuvre de ses politiques.
3. Que la Ville devienne un modèle d'intégration et de pleine participation des diverses communautés culturelles et un chef de file dans la résolution des problèmes qui les touchent.

veut financer ce sont des tables de concertation locales, multi-réseaux et « intégratrices » : les conditions retenues au Sommet et qui ont permis de faire consensus, ont été que les tables qui devaient être soutenues dans cette foulée soient multi-sectorielles et multi-réseaux. Sur cette base, il y a eu engagement des partenaires présents, de l'ensemble des acteurs du Sommet, à l'effet de poursuivre le soutien des tables et de les étendre à l'ensemble des zones de Montréal, avec l'appui d'autres bailleurs de fonds (Centraide et la Régie régionale).

Il y a toutefois une distinction à faire entre une table sectorielle et une table de concertation locale dans son milieu. Les tables sectorielles ont leur raison d'être, toutefois, pour nous, étant donné notre ap-

proche de revitalisation urbaine intégrée, l'approche multi-sectorielle et multi-réseaux devrait primer puisque tous les acteurs doivent y être présents, notamment le milieu économique.

Je pense qu'on ne peut pas faire du développement intégré si l'économie n'est pas là. Les écoles aussi. Je pense qu'on a de belles ouvertures avec le scolaire, actuellement. Tel que le ministère de l'Éducation le souhaite, dans une grande démarche d'ouverture sur son milieu et d'avoir des écoles plus accueillantes et plus ouvertes sur l'ensemble de leur environnement. Les gros joueurs de Montréal, quant à moi, ce sont les commissions scolaires, la Régie régionale de la santé et des services sociaux et, dans le dossier des tables de concertation, Centraide, puisque

c'est un partenaire qui va être associé à l'ensemble de la démarche.

BDS : En conclusion ?

M. Boucher : Ce qu'on a gagné, c'est une capacité maintenant de faire des interventions de façon un peu différente. Ce qu'il reste à faire, c'est d'avoir de nouvelles approches, de bons diagnostics, de bonnes interventions.

À terme, il y aura éventuellement un nouveau contrat de ville, à ce moment, il faudra qu'on fasse reconnaître que Montréal a 35% de la pauvreté du Québec et 25% des budgets. Je pense que les grands objectifs de la lutte à la pauvreté dont le gouvernement du Québec devrait se doter seraient de combler cet écart-là à Montréal. ■■

Le projet de revitalisation urbaine intégrée

Le projet consiste à développer une expérience pilote de revitalisation urbaine intégrée¹ dans trois zones prioritaires d'intervention. Le projet est doté d'un financement de 500 000\$ pour 2003. Les arrondissements furent invités à soumettre un projet, une sélection sera faite et le choix final sera entériné par le Comité exécutif de la Ville.

Les activités du projet :

- Mise en place de comités de revitalisation qui auront à produire des plans de revitalisation;
- Expérimentation d'un mode d'organisation et de gestion intégrée;
- Mobilisation d'un ensemble de ressources humaines et financières, à la fois municipales, ministérielles, communautaires ou privées.

Le plan de revitalisation devrait comprendre :

- Portrait de la zone;
- Description de la problématique;
- Objectifs, résultats et indicateurs de mesures;
- Choix et description des interventions;
- Partenaires impliqués et type de contribution;
- Budget et modalités de financement;
- Échéancier.

Les étapes :

Mai 2003 : annonce du choix des 3 zones d'expérimentation

Septembre 2003 : mise en place des comités de revitalisation

Décembre 2003 : dépôt des plans de revitalisation et amorce de mise en œuvre des projets.

Les partenaires impliqués :

Les partenaires « internes » de la Ville : les arrondissements, la Direction générale, la Direction Politique et plan d'urbanisme, la Direction Projets urbains, la Direction parcs et espaces verts, la Direction sports et loisirs.

Les partenaires externes :

Les Tables locales de concertation, les regroupements, les organismes locaux, les gouvernements et institutions, le milieu économique et les organismes métropolitains.

«Le caractère intégrateur de ce chantier en fait un des plus importants issus du Sommet. Il concourra à créer des milieux de vie dynamiques et agréables à vivre, par le biais d'interventions intégrées et concertées visant :

- à développer une offre de services publics (municipaux et gouvernementaux) plus complète et mieux adaptée aux besoins des personnes défavorisées;

- à améliorer le milieu physique, notamment à l'aide de programmes ou projets en matière d'habitation, d'aménagement urbain, d'infrastructures, d'espaces verts et d'équipements collectifs;
- à encourager le dynamisme économique local;
- à réduire les impacts générés par les problématiques sociales;
- à améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité dans les secteurs visés;
- à encourager la participation sociale, notamment en augmentant le pouvoir des personnes défavorisées sur leurs propres conditions de vie;
- à favoriser une cohabitation plus harmonieuse entre les résidents des secteurs visés;
- à encourager l'innovation dans les façons de faire pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

De plus, le Service du développement social et communautaire a obtenu que 1,9M\$ tirés des fonds non encore attribués dans le cadre du programme Renouveau urbain soient utilisés pour des interventions à caractère social dans l'ensemble des zones prioritaires visées par ce programme.» (Extraits de documents fournis lors de la rencontre avec le maire de Montréal, M. Gérald Tremblay).

¹ Informations tirées de documents fournis par Jacques A. Savard du Service du développement social et communautaire de la Ville de Montréal.

Femmes et développement social

par Nicole Boudreau

« On ne sait rien de l'admirable activité des femmes, et même les féministes ignorent les trois quarts de ce qu'ont fait, dans tous les ordres de préoccupations humaines, leurs aïeules, leurs mères... ou leurs contemporaines. »

Marguerite Durand (1864-1936) Féministe et journaliste

30 ans d'action, ça porte fruit

Voilà le thème du 30^e anniversaire du Conseil du statut de la femme, organisme gouvernemental créé en 1973. On se rappellera que la mise sur pied de cet organisme s'inscrivait en droite ligne dans la continuité des actions que les femmes mènent pour la reconnaissance de leurs droits. Interrogée dans le cadre de cet événement, madame Diane Lavallée, présidente du CSF, émet un vœu : *« Mon vœu serait qu'on trouve, au Québec, 50% de femmes dans toutes les sphères d'activité et de pouvoir. Que se concrétise le partage équitable des responsabilités dans le couple et qu'on réussisse à enrayer la pauvreté et la violence dans nos sociétés. Alors on pourra dire : mission accomplie. On voit que le temps pour les femmes de baisser pavillon n'est pas encore venu... »*.¹

Une île, une ville, vingt-sept arrondissements, des réalités multiples

Un portrait comparatif de la situation socio-économique des femmes et des hommes dans la nouvelle ville de Montréal indique clairement que le temps pour les femmes de baisser pavillon est malheureusement loin d'être venu. Initiative du comité Femmes et développement régional du Conseil régional de développement de l'île de Montréal (CRDÎM), ce portrait comparatif des Montréalaises et Montréalais s'adresse à ceux et celles qui participent au développement économique, social, environnemental et culturel de Montréal.²

Certaines conclusions et chiffres contenus dans cette étude basée sur les données tirées du recensement de Statistique Canada 1996 sont révélateurs. Il aurait été possible d'en recenser un nombre plus important, contentons-nous toutefois d'en extraire les résultats suivants :

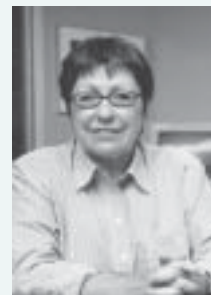
- À l'échelle de la ville, les femmes représentent 52% de la population;
- Les femmes représentent également 54% de la population vivant sous le seuil de faible revenu;
- Les femmes immigrantes représentent quant à elles 51% de la population immigrante;
- Plus de quatre immigrants sur dix vivent sous le seuil de faible revenu; le plus grand nombre sont des nouveaux arrivants;
- Six personnes sur dix âgées de 65 ans et plus sont des femmes;
- Sept personnes sur dix âgées de 65 ans et plus et vivant sous le seuil de



- faible revenu sont des femmes;
- Les profils de formation des femmes et des hommes âgés de 25 à 44 ans sont presque identiques;
- Bilinguisme et prospérité vont de pair; en matière de bilinguisme, les hommes devancent les femmes;
- Les Montréalaises de 25 ans et plus sont plus présentes sur le marché de

l'emploi que l'ensemble des Québécoises, mais beaucoup moins présentes que leurs homologues masculins;

- Les femmes de 25 ans et plus qui vivent sous le seuil de faible revenu sont les grandes absentes du marché de l'emploi : deux sur trois ne font pas partie de la population active;
- La présence d'enfants à la maison fait chuter le taux d'activité des femmes de 25 à 44 ans. À l'échelle de la ville, leur taux d'activité est presque de 20% inférieur à celui des femmes sans enfant;
- La moitié des femmes de 25 à 44 ans disposent d'un revenu inférieur à 21 000 \$;
- Les femmes représentent 47% de l'ensemble de la main-d'œuvre de la ville de Montréal et constituent, par ailleurs, 52% de la main-d'œuvre à temps partiel;
- Plus d'une travailleuse à temps partiel sur quatre vit sous le seuil de la pauvreté;
- On compte deux fois plus de femmes que d'hommes qui n'ont aucun revenu qui leur est propre;
- Les femmes consacrent considérablement plus de temps que les hommes au travail non rémunéré « à la maison », dans les tâches domestiques et les soins aux enfants et aux personnes âgées;
- Les femmes fournissent une contribution au développement de leur région supérieure aux bénéfices qu'elles en retirent, comparativement à la situation des hommes;
- Le travail étant l'une des principales formes de contribution au développement, les données démontrent que les femmes concourent autant, voire plus, que les hommes au développement de la ville.



Nicole Boudreau

photo : ACOR

Des enjeux multiples

« Inutile de préciser qu'avec des constats pareils, les enjeux sont multiples quand on parle de développement social à Montréal », affirment en chœur Marie Leahey, du Comité Femmes et développement régional du Conseil régional de développement de l'île de Montréal (CRDÎM) et Mariangela DiDomenico du Conseil du statut de la femme.

À la lumière des conclusions énoncées dans votre enquête, serait-ce une lapalissade d'oser dire que les femmes sont désavantagées par rapport aux hommes?

« Une population vieillissante, majoritairement composée de femmes; de plus en plus de femmes immigrantes dont certaines ne parlent ni le français, ni l'anglais; des femmes qui consacrent beaucoup plus de temps que les hommes au travail non rémunéré pour le soin des enfants, des personnes âgées ou le travail domestique par exemple; des femmes minoritaires dans les structures de décision; une multiplicité d'acteurs qui supposent une expertise hors du commun dans le domaine de la concertation, voilà une série d'enjeux « exponentiels », si je puis dire », pense Mariangela DiDomenico.

« Ce que l'on observe », enchaîne Marie Leahey, « c'est que plus de femmes siègent dans les Conseils d'arrondissement que dans les Conseils de ville. Une hypothèse voudrait que la proximité de l'instance ait une influence sur leur engagement. Tout comme il nous faut constater que les Conseils d'arrondissement attirent plus de femmes que les Commissions scolaires. Il existe de plus des difficultés systémiques liées aux rôles sociaux des femmes : prendre soin des enfants, avoir la charge de la famille. Ce sont des obstacles réels de nature à freiner la participation des femmes. Le tissu ethnique montréalais, beaucoup plus hétérogène, est également un enjeu de taille ».



Mariangela DiDomenico

Quelle est la place des femmes dans les démarches de développement social, aux niveaux local et régional?

« Disons d'abord que le développement social est un concept ambigu et complexe, porteur de plusieurs significations. C'est un concept qui englobe tout autant la volonté d'améliorer les conditions de vie de la communauté en général qu'il constitue une forme « d'empowerment » dans la vie de l'individu. Ce qu'il faut toutefois malheureusement constater quand on parle de développement social c'est cette espèce de dichotomie, une rupture en quelque sorte, avec le volet économique. C'est en effet un concept qui laisse trop souvent le volet socio-économique de côté. Il doit exister un moyen de faire des arrimages pour que le développement social n'incarne pas un ramassis de tout et de rien à la fois », affirme Mariangela DiDomenico.

Marie Leahey indique quant à elle : « On ne peut pas faire de développement social quand les besoins primaires ne sont pas comblés. Or, force nous est de constater que c'est le cas pour un nombre important de femmes. Développement social, secteur social, affaires sociales, etc. une multitude d'expressions perçues trop souvent comme étant l'incarnation d'un tiers secteur, le secteur du « communautaire », un communautaire vu à travers les yeux d'un système économique de plus en plus compétitif, le capitalisme issu de la mondialisation. Or, paradoxalement, impossible de faire du développement économique sans faire en même temps du développement social. Par ailleurs, il faut bien comprendre que le développement social ne peut



Marie Leahey

être uniquement au service du développement économique.

« Le développement social n'est pas un cataplasme », poursuit Mariangela DiDomenico. « En ce domaine, c'est un peu comme si la structure de fond nous avait échappé. On ne peut intervenir de façon aussi structurante quand, comme l'indique Marie, il nous faut

aller au cas à cas, parce que justement les besoins primaires ne sont pas comblés. C'est très urbain de parler de développement social alors qu'en région, me semble-t-il, on utilise davantage les formules développement local et régional. L'appauvrissement du tissu social montréalais ne fait aucun doute, est souvent le fait des grands centres urbains et, comme le révèle l'étude mentionnée, est trop souvent aussi le fait des femmes. Il faut, à mon avis, revenir à des politiques qui visent la répartition de la richesse. Les entreprises me semblent très peu interpellées en ce domaine. Pour ce qui est du discours des femmes en matière de développement social, il est souvent absent parce que les femmes sont trop occupées ailleurs. Elles sont littéralement « bouffées » par le service. »

« Quand on parle de femmes et développement social, il me semble important de revenir sur la question des femmes immigrantes », continue Marie Leahey, « celles-ci méconnaissent trop souvent leurs droits et les services dont elles peuvent disposer. Si plusieurs d'entre elles sont des personnes sous-scolarisées, il faut également prendre acte que certaines autres sont au contraire fort scolarisées. Certaines d'entre elles doivent se rendre à l'évidence qu'elles jouissaient d'une meilleure situation dans leur pays d'origine. En ce qui a trait aux femmes en général, le désistement de l'État a considérablement accru la charge des femmes dans la vie privée. On ne réussit pas, sur la question, à dépasser les rôles sociaux, on peut donc affirmer sans crainte de se tromper que l'égalité des femmes est loin d'être acquise. »

Actions spécifiques des groupes de femmes

« Il faut d'abord s'assurer que les femmes ne soient pas seulement des bénéficiaires mais des actrices du développement social. Les groupes de femmes contribuent énormément à cet état de choses. Un fait demeure toutefois, la dispensation des services, réalité liée au fait qu'il existe de moins en moins de ressources institutionnelles, se fait bien souvent au détriment du développement d'un discours militant dans lequel une plus grande place serait accordée à l'analyse », croit Marie Leahey. « L'une des fonctions des acteurs et actrices du développement social ne serait-elle pas de faire en sorte que le législateur mette le doigt sur les difficultés et qu'il soit en conséquence mieux outillé pour y faire face. En ce sens, les groupes de femmes ont un rôle indéniable à jouer. »

« Les actions des groupes de femmes? On peut les recenser à l'infini », énonce avec conviction Mariangela DiDomenico. « Il faut cependant regretter la présence peu significative des groupes de femmes en environnement et en écologie par exemple. Tout comme il faut s'étonner de constater que transparaissent si peu la

pendules à l'heure. Il s'agit là d'une grave erreur de perception. Quand on analyse les conclusions du rapport commandé par le Comité Femmes du CRDÎM, on ne peut que constater que les besoins primaires des femmes ne sont hélas pas toujours comblés. Ça, c'est la réalité. Une réalité directement reliée au développement social. »

« Quand les groupes de femmes constatent par exemple que malgré le fait que les filles soient majoritaires dans les universités, elles ne le sont pas dans les domaines « techno », considérés comme des secteurs d'avenir (emplois abondants et bien rémunérés), elles ne peuvent qu'éprouver de l'inquiétude de voir la situation de pauvreté chronique d'un nombre important de femmes se perpétuer; quand les groupes de femmes s'occupent de tenter de trouver des emplois à des femmes sous-scolarisées alors qu'elles notent que les besoins pour ce genre de main-d'œuvre sont de moins en moins importants, situation imputable en bonne partie à la mondialisation et aux nouvelles technologies, elles n'ont pas d'autre choix que d'ameuter les artisans du développement social », conclut Marie Leahey.

Conclusion

C'est en 1893, à travers le Conseil des femmes de Montréal, que les femmes revendiquaient pour la première fois un salaire égal pour un travail égal; l'accès à l'enseignement supérieur pour les femmes; l'amélioration de la condition juridique des femmes et bien sûr, le droit de vote.

Le 24 avril 1928, cinq juges de la Cour suprême du Canada déclaraient que les femmes n'étaient pas incluses dans le mot personne. En conséquence, elles ne pouvaient être nommées au Sénat. Cinq femmes firent alors appel au Conseil privé britannique qui leur donna finalement raison en octobre 1929 : « ...le terme personne à l'article 24 inclut les membres du sexe masculin et du sexe féminin et par conséquent, les femmes sont admissibles au Sénat ». Il y a donc tout juste 75 ans que les femmes sont reconnues comme des personnes, des citoyennes à part entière.

Dernier rappel historique : c'est à Claire Kirkland-Casgrain que les femmes doivent la loi établissant le Conseil du sta-

tut de la femme, en 1973. Fait à signaler, Claire Kirkland-Casgrain est la première femme à avoir siégé comme députée à l'Assemblée nationale du Québec. Fait également à signaler : si dès son élection, elle fut nommée ministre, elle fut nommée ministre...sans portefeuille, évidemment.

Les propos tenus par Marie Leahey et Mariangela DiDomenico ainsi que les chiffres cités dans cet article sont certainement de nature à interpeller tous les tenants d'une société plus équitable sur l'inopportunité pour les femmes de baisser pavillon sur une question jugée aussi fondamentale que celle du développement social. ■■■

¹ Encart publié à l'occasion du 30e anniversaire du Conseil du statut de la femme.

² CRDÎM, Une île, une ville, vingt-sept arrondissements, des réalités multiples : un portrait comparatif de la situation socio-économique des femmes et des hommes dans la nouvelle ville de Montréal, 2002.

MONTRÉAL

EN QUELQUES CHIFFRES

Une population de locataires qui déménagent! Si on examine la population de 1996 en fonction du lieu de résidence cinq ans auparavant, on constate que seulement 50% des résidents n'avaient pas déménagé, 30% avaient déménagé à l'intérieur même de la ville et environ 20% provenaient de l'extérieur de Montréal.

L'accès au logement pose problème pour des milliers de Montréalais à chaque année, en 2000 le taux d'occupation des logements locatifs se situait à 1,5%. De plus, près du quart des ménages montréalais consacrent 50% de leur revenu au logement.

La salubrité des logements est également préoccupante : on retrouvait en 1996 34,2% des logements ayant besoin de réparations (mineures ou majeures) alors que cette proportion se situait à 25% en 1981. On s'en doute bien, la grande majorité de ces logements présentant des problèmes de salubrité se retrouvent dans les secteurs défavorisés.

► On ne peut pas faire de développement social quand les besoins primaires ne sont pas comblés

présence des femmes dans le milieu des arts et de la culture, un milieu qu'elles ont pourtant traditionnellement investi. Dans un autre ordre d'idées, tenter de contrer l'augmentation de la détresse psychologique au sein de la société en général, et chez les femmes en particulier, devient un défi de taille pour les groupes de femmes. »

« Ce qu'il faut d'abord corriger dans les discours qui ont cours sur les femmes c'est le fait qu'on les accuse bien souvent de victimisation dès qu'elles abordent les questions d'oppression et d'exploitation économique. En ce domaine, constate Mariangela DiDomenico, il serait temps de mettre les

Contrat de ville

Des engagements pour 2,5 milliards de dollars¹

Isabelle Rougier, Chargée de communication

Direction des communications et des relations avec les citoyens, Ville de Montréal

Le 30 janvier, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec rendaient public le premier contrat de ville. Ce contrat est en quelque sorte un plan d'action qui comporte des engagements concrets et qui précise le nouveau cadre de relations entre les deux partenaires. L'entente est d'une durée de cinq ans (2003-2007). Elle permettra à Montréal d'assumer son rôle de moteur économique pour l'ensemble du Québec. En voici les grandes lignes.

Pourquoi un contrat de ville?

La mise en place de la nouvelle ville exige de nouvelles façons de faire et de gérer. Le contrat définit de nouvelles règles de collaboration entre le gouvernement et la Ville. Des règles souples, rapides et efficaces, basées sur la responsabilisation. Ce contrat permettra de planifier la croissance de Montréal et de rétablir une situation financière saine.

C'est la première fois que le gouvernement reconnaît l'importance de Montréal et accepte de répondre à ses besoins spécifiques.

Ile Notre-Dame

Dans le but d'aider la Ville à réduire son déficit actuariel initial, le gouvernement du Québec achète l'île Notre-Dame pour une somme de 240 M\$. Le contrat de ville précise que Montréal demeure gestionnaire de l'île et conserve le contrôle des règles d'urbanisme et des processus de consultation publique. Cet achat est une opération comptable que Québec et Montréal ont déjà utilisé, notamment en 1998 lorsque la Ville cédait l'Hippodrome de Montréal, le Planétarium, le Biodôme et le Jardin botanique pour combler un déficit budgétaire de 125 M\$.

Habitation

- Montréal et Québec conviennent d'augmenter l'effort budgétaire pour

terminer l'opération *Solidarité 5000 logements* d'ici la fin de 2004.

- En collaboration avec la Société d'habitation du Québec, Montréal élaborera un plan d'action visant à stimuler la rénovation de logements et l'accès à la propriété.

Aménagement urbain

- Le programme *Renouveau urbain* sera prolongé jusqu'au 31 décembre 2005 et Montréal se voit confier l'administration du budget réservé à son territoire.
- 75% des investissements faits dans le cadre de ce programme seront concentrés dans des zones prioritaires d'intervention.
- Ce programme sert par exemple au recyclage de bâtiments à des fins communautaires, à la réhabilitation de parcs de quartier ou à la modernisation d'artères commerciales.

Gestion financière

- Pour améliorer sa performance, la Ville s'engage à réaliser des économies de 525 M\$ au cours des cinq prochaines années. Les années suivantes, ces économies seront récurrentes.
- À même les surplus dégagés en 2001, l'administration municipale injectera 30 M\$ dans la réduction du déficit actuariel initial du régime de retraite de l'ancienne ville de Montréal.

Lutte contre la pauvreté

- La contribution de Québec au développement social se chiffre à 10 M\$ pour 2003 et 2004. L'engagement financier pour les années suivantes dépendra de la stratégie que la Ville élaborera d'ici 2004.
- Cette stratégie devra aider les plus démunis à mieux s'intégrer à la collectivité. Elle visera également à diminuer l'impact des problématiques sociales propres à une grande ville,

comme l'itinérance, la prostitution et la toxicomanie.

Relations interculturelles et immigration

- En plus de renforcer les activités d'intégration des personnes immigrantes, la Ville développera les relations interculturelles dans l'ensemble de ses arrondissements et élaborera une banque de candidatures de personnes issues de l'immigration (participation aux instances consultatives et décisionnelles municipales).
- L'entente actuelle avec le ministère des Relations avec les citoyens sera bonifiée et passera de 650 000\$ à 750 000\$ en 2006-2007.
- Dans les arrondissements, le budget du programme *Soutien à des projets d'intégration* sera augmenté de 15 000\$ en 2003-2004, puis de 5000\$ par année jusqu'à concurrence de 30 000\$.

Économie locale

- Montréal et Québec s'engagent à harmoniser leurs interventions de façon à favoriser la création d'emplois et d'entreprises.
- Comme prévu, Québec soutiendra financièrement les deux services d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE) ainsi que les centres locaux de développement qu'il dotera de fonds d'aide aux entreprises.

Environnement

- Montréal s'engage à développer une politique et un plan d'action pour protéger les espaces naturels. La Ville examinera également les possibilités financières, foncières et fiscales pouvant inciter ses partenaires



Isabelle Rougier

photo : Jean Leclair

privés à s'y associer.

- Le gouvernement injectera une somme additionnelle de 15 M\$ au programme *Revi-Sols* s'ici 2005 dans le but de réhabiliter 50 hectares de terrain contaminé.

Transport

- L'objectif principal est la réhabilitation et le développement des infrastructures routières, dans un cadre de partenariat plus efficace entre Montréal et le ministère des Transports.
- Montréal se dotera d'un plan de transport et conclura une entente avec Québec pour la modernisation de la rue Notre-Dame, l'accessibilité à l'aéroport Dorval, le réaménagement du rond-point L'Acadie et le prolongement du lien Cavenish.
- Québec rénovra à ses frais les ponts Lachapelle et Viau (17 M\$).

Eau potable et eaux usées

- D'ici 2007, la Ville effectuera la mise aux normes de ses huit usines de production d'eau, en commençant par les usines Atwater et Charles J.-Des Baillets.
- La Ville s'engage à réduire la production d'eau potable, à réhabiliter son réseau d'aqueduc et d'égouts et à améliorer la qualité de l'eau en rive de l'île de Montréal.

Radiocommunications

- Montréal doit investir pour améliorer ses communications opérationnelles (Service de police, Service de la sécurité incendie, Société de transport de Montréal et services municipaux d'entretien).
- Québec ayant un objectif semblable, les deux partenaires partageront certains équipements. Cette entente permet à la Ville d'économiser 7 M\$ et d'assurer une coordination plus efficace en situation d'urgence.

Réseaux câblés de distribution

- Afin de rehausser la qualité visuelle des paysages et de mettre en valeur les sites de son patrimoine, la Ville réalisera des projets d'enfouissement des réseaux câblés.
- Québec réserve 15 M\$ pour ces projets.

MONTRÉAL

EN QUELQUES CHIFFRES

Une population de 1,8 millions d'habitants qui, après une période de stabilité, s'accroît d'environ 15 000 personnes par année : même si davantage de gens quittent Montréal pour une autre région ou une autre province que de gens s'installent à Montréal en provenance de ces régions, l'immigration internationale combinée à un accroissement naturel net (excédent du nombre de naissances sur le nombre de décès) contribuent à l'accroissement de la population.

Une proportion toujours grandissante d'immigrants (21,1% en 1981, 23,5% en 1991 et 26,5% en 1996). En 1996, 40% de ces personnes vivaient sous le seuil de faible revenu. Alors que plusieurs (environ 18%) ont moins de 6 ans de scolarité, de nombreux autres vivent des difficultés d'intégration au marché du travail en raison de la non-reconnaissance des diplômes ou de l'expérience acquise à l'étranger.

Les membres des minorités visibles représentaient 18% de la population en 1996, soit plus de 300 000 personnes. 31% de ces personnes vivaient sous le seuil de faible revenu.

Le nombre de personnes d'origine autochtone vivant à Montréal serait de 16 000. Cette population, composée majoritairement de femmes et d'enfants, souffre d'isolement et connaît des difficultés aiguës d'insertion sociale et professionnelle.

Projets structurants

- Le Sommet de Montréal a identifié plusieurs grands projets dont la réalisation contribuerait à l'essor de la métropole (ex.: le pôle récréotouristique autour des équipements sportifs et scientifiques de l'est de la ville). Pour ces projets, que l'on qualifie de structurants, le gouvernement investira 100 M\$ d'ici 2007.

- Cette somme vient s'ajouter aux engagements de la Ville qui incluent 60 M\$ en fonds de démarrage et 114 M\$ prévus dans le Programme triennal d'immobilisations.

Culture

- Le gouvernement achètera, pour un montant de 35 M\$, les livres de la bibliothèque centrale de Montréal afin de constituer la collection de la Bibliothèque nationale du Québec.
- Québec et Montréal s'engagent à soutenir les actions de conservation et d'interprétation du patrimoine (ex.: inventaire du patrimoine municipal et religieux et diagnostic des besoins).
- En ce qui concerne le mont Royal, un cadre de gestion sera développé et sa mise en œuvre confiée à la Ville.
- Une fois que les besoins auront été identifiés sur l'ensemble du territoire en matière de culture, Québec et Montréal conviendront d'un accord financier.
- Un peu plus de 84 M\$ d'argent neuf sont consacrés aux bibliothèques, aux équipements culturels, au patrimoine et à la culture.

Argent neuf ou pas?

Les investissements prévus au contrat de ville totalisent 2,5 milliards de dollars,

Sur les 1,4 milliard de dollars consentis par Québec, la part d'espèces sonnantes et trébuchantes est de 587 M\$.

Ce montant inclut notamment:

- Acquisition de l'île Notre-Dame: 240 M\$
- Compensations financières pour le transport scolaire et les taxes municipales du Palais de congrès: 80 M\$
- Acquisition des livres de la Bibliothèque centrale en vue de constituer la collection de la future Grande Bibliothèque du Québec: 35 M\$ ■■■

¹ Texte paru dans MTL, le journal des employés de la Ville de Montréal.

La Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal Métropolitain : pour une perspective citoyenne...

par Isabelle Thérien¹

DSP Montréal-Centre

La Table, c'est quoi...

La Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain regroupe plus de 70 organismes et coalitions œuvrant en sécurité alimentaire. Chacun des membres de la Table travaille dans une perspective de développement social et vise à redonner le contrôle des citoyens à revenu précaire tant sur leur alimentation que sur leur vie et à les amener à jouer pleinement leur rôle de citoyen. Mise sur pied en 1986, la Table venait soutenir le travail de ses membres en leur offrant un lieu où ils pourraient s'informer, réfléchir ensemble, échanger, se concerter et se former sur leurs pratiques d'intervention.

Une perspective citoyenne

Dès le départ, la Table avait deux orientations : c'était non seulement un lieu d'échanges mais aussi un lieu pour chercher ensemble comment aller plus loin que le simple dépannage. On ne voulait pas traiter les gens simplement comme des clients qui passent à la banque alimentaire pour s'approvisionner. On vou-

innovatrices comme les cuisines collectives, les groupes d'achat coopératifs ou les jardins collectifs. On les a fait connaître et on a développé des outils pour faciliter l'appropriation du projet par les groupes qui désiraient les implanter dans leur milieu.

L'approche globale : une base solide pour faire du développement social

À un moment donné, on a rajouté le terme «développement social» dans le nom de l'organisme. On disait : la faim, c'est le problème; le développement social, c'est l'horizon de la solution... Faire du développement social, c'est mettre en place les conditions qui vont permettre aux personnes de devenir les agents de leur propre vie et qui vont les inciter à s'y mettre à plusieurs pour changer une réalité qui les fait souffrir. Et ça, c'est tout un processus à mettre en marche. Il ne faut pas oublier que les gens qui nous arrivent sont écrasés par la vie. Ils sont déjà submergés par leur seule survie. Il est important de prendre les gens là où ils sont, si

loppement qui tient en compte les différents aspects de la réalité d'une personne. C'est l'approche globale.

Faire appel aux compétences des gens

«Arroser les fleurs, pas les mauvaises herbes» PEACOCK, Fletcher.

Dans notre société, tout est axé sur les services à rendre pour régler les problèmes. Les gens en viennent à se voir à travers ce(s) problème(s) lorsqu'ils ne se prennent pas eux-mêmes pour le problème. Ils se sentent dévalorisés, incapables d'assumer leurs responsabilités et ils s'isolent. Par contre, lorsque l'on demande à ces mêmes gens de mettre l'épaule à la roue pour mettre un projet en branle, on fait appel à leurs compétences, on leur dit «t'es capable». On leur offre une occasion de retrouver confiance en eux-mêmes et, à partir de là, ils sont dans un esprit d'ouverture qui leur permettra de recevoir et de donner, pour finalement se retrouver en position d'avancer, de reprendre possession de leur vie et de leur milieu. L'approche globale, l'approche citoyenne et le fonctionnement démocratique des groupes communautaires favorisent l'intégration de la personne dans le milieu et lui donnent toute la place pour s'exprimer.



Isabelle Thérien

photo : archives BDS

Une perspective de développement social

«La sécurité alimentaire s'inscrit dans un contexte plus large et dépend de décisions économiques, politiques et sociales de différents groupes sociaux. D'où la nécessité de l'inscrire dans une perspective de développement social, de travailler à donner des mains au droit d'avoir les moyens de se nourrir, de développer des formes de solidarité avec le milieu pour (...) changer les situations qui maintiennent trop de gens dans la pauvreté et la faim»

À table. Bulletin produit par la Table de concertation. Vol. 7 No 1. Janvier 2003.

lait donner une perspective citoyenne à notre démarche, mettre du monde ensemble pour essayer de s'en sortir. Dès le départ, on a favorisé l'émergence de nouvelles pratiques visant l'émancipation des participants. On fait un peu dans la recherche et le développement... C'est ainsi qu'ont vu le jour des expériences

on veut les amener ailleurs. Il faut prendre le temps de leur faire redécouvrir leurs propres capacités. Le service d'aide alimentaire d'urgence, c'est la porte d'entrée. À partir de là, on propose une certaine forme d'accompagnement où on veut s'attaquer aux causes plus larges. On en arrive progressivement à un déve-

Le développement des personnes, le développement des milieux : une même approche

Le développement social suppose la mise en place d'un processus de prise de conscience de notre réalité, des ressources dont on dispose et de notre propre capa-

citée de les utiliser de manière créative pour aboutir quelque part. On peut nommer quelques conditions à mettre en place pour y arriver. La première et non la moindre est la (re)constitution des réseaux. Les gens sont isolés par la pauvreté. En leur permettant de recréer des réseaux, on leur donne la possibilité de se voir différemment, d'oser entrevoir un avenir différent. Il s'agit donc d'une tâche cruciale et il faut s'assurer de pouvoir établir des ponts entre les différentes ressources du milieu.

Une autre condition nécessaire, c'est de se donner des outils qui nous aideront à prendre conscience des ressources que l'on a et comment on peut les faire fructifier. Ces outils se développent et se disséminent par le travail d'éducation populaire accompli au sein du mouvement communautaire. Un des moyens que l'on utilise pour concrétiser l'action, c'est de se demander où on veut être dans cinq ans. En se projetant ainsi dans l'avenir, on donne une orientation à nos actions.



photo : ACR

Guy Paiement et Jean-Paul Faniel

D'autres projets visent l'intégration des immigrants à la société québécoise. Ceux-ci arrivent souvent démunis au pays et on

des choix à faire pour guider son élaboration et ces choix ne peuvent se faire sans un état de situation et une réflexion sur les conséquences de certaines de nos pratiques actuelles. Il faut susciter une sorte de conscientisation collective. À titre d'exemple, on pourrait penser à certains aliments qui sont offerts dans les banques alimentaires bien que l'on sache pertinemment qu'ils contribuent à de mauvaises habitudes alimentaires ayant un effet négatif sur la santé des citoyens à faible revenu. Une politique en sécurité alimentaire doit se pencher sur ce type de question.

L'éducation populaire autonome

... est un ensemble de démarches et de réflexions par lesquelles les individus parviennent à mener des actions. Elle favorise une prise de conscience individuelle et collective des conditions de vie ou de travail, qui aboutit idéalement à des transformations sur le plan personnel et à une évolution sociale, économique, culturelle et politique du milieu.

À table. Bulletin de la Table de concertation. Vol 4. No 2. Avril 2000.

Des projets concrets pour rejoindre le monde...

Un projet dans les écoles primaires a permis aux enfants de faire des apprentissages culinaires et nutritionnels. Ils ont réalisé qu'ils étaient capables de s'occuper de leur nourriture et ils ont développé toutes sortes de talents qui leur serviront bien au-delà des cours de cuisine. Lorsqu'on a invité les parents à venir constater les progrès de leurs enfants, on en a surpris plus d'un car... tout le monde est venu! Pourtant, la recette n'était pas si compliquée : pour une fois, on les invitait parce que quelque chose marchait! Parce que leur enfant était un cuisinier extraordinaire et qu'on lui donnait un diplôme. Ces rencontres ont aussi permis aux parents de mieux se connaître, de mieux connaître les ressources du milieu et d'établir des liens qui les amèneront à s'impliquer. C'est ça, faire du développement social!

les oriente alors vers les services de dépannage alimentaire. Il est important que ce premier contact avec la société d'accueil les interpelle en tant que nouveaux citoyens plutôt que de les embrigader dans une logique de consommateurs de services. Encore ici, on parlera de la mise en place de réseaux qui leur permettront le plus rapidement possible de s'intégrer et de contribuer à la société qu'ils ont choisi de joindre. Sinon... il y a une perte énorme...

Un projet ambitieux...

La Table travaille à l'élaboration d'une politique en sécurité alimentaire. Quand on parle de politique, on parle d'un ensemble complexe et, en sécurité alimentaire, cet ensemble va de la production, en passant par la transformation, la mise en marché et ce, jusqu'à la consommation sans oublier l'entraide. Elle suppose

La relation au temps

Qui dit processus, qui dit approche globale, dit prendre le temps. Chaque situation est différente et on ne peut pas fonctionner avec des formules toutes faites. Un processus, ça ne s'impose pas, ça se vit. Et ce n'est qu'au fil du processus que les gens prennent conscience de leurs capacités et qu'ils peuvent, de là, aller pas mal loin.

Le problème, c'est que la concertation, c'est devenu un objectif au lieu d'être un moyen. On confond concertation et développement social. Lorsque les institutions inscrivent le développement social dans leur mission, ça devient un programme et ce n'est plus une perspective. On nomme un responsable officiel mais on ne s'assoit pas avec la population et

La concertation, oui, mais pas à n'importe quel prix

«La faim est le résultat d'un processus complexe de détérioration sociale, économique et politique. Pour le contrer, il faut mettre en place un autre processus qui inclura tous les acteurs impliqués.»

À table. Bulletin de la Table de concertation. Vol. 7 No 1. Janvier 2003

les groupes pour voir comment on va travailler ensemble pour faire du développement. On ne se donne pas une tête commune.

La sécurité alimentaire pourrait devenir une responsabilité conjointe des intervenants gouvernementaux et des groupes de la société civile mais pour cela, il faudrait une concertation respectueuse des différents acteurs impliqués, qui s'intéressent à où on veut s'en aller et qui s'assurera qu'il y ait un réel débat dans le choix des objectifs. Pour le moment, c'est pas l'impression qu'on a. On sent plutôt que l'institutionnel aimerait orienter l'action du secteur communautaire. On suit ses mandats à la loupe quand on ne tente pas de les lui imposer. Nous aimerions bien voir la Direction de santé publique analyser l'impact de ses programmes avec autant de rigueur qu'elle en exige de la part des intervenants du secteur communautaire...

On pourrait aussi penser au programme de financement lancé par le gouvernement pour favoriser la mise en place d'alternatives au dépannage alimentaire. Malgré le fait que les groupes communautaires qui ont développé une expertise dans le domaine auraient dû être consultés, on a plutôt mis sur pied un comité d'«experts» sans réel apport de la base pour la définition des orientations. On se retrouve avec un programme dont le tiers du budget va au fonctionnement des concertations, qu'elles aient un projet ou qu'elles n'en aient pas. C'est sûr qu'ainsi, on ne favorise pas l'éclosion de projets qui se démarquent des courants habituels. Il ne faut pas oublier qu'il y a des gens qui croient que le dépannage alimentaire, c'est une forme de développement social. C'est sûr que donner à manger à quelqu'un qui a faim, c'est important. C'est une condition à mettre en place. Mais il est important de se donner des balises pour que ce soit fait dans le respect de la dignité des personnes et qu'on permette aux gens d'aller au delà de la simple survie.

Dans son désir d'organiser la prestation des services, le gouvernement met en place des programmes normés auxquels les organismes doivent se plier pour obtenir du financement. Le danger, c'est que les groupes communautaires s'éloignent de leur mission pour répondre aux besoins du gouvernement plutôt qu'à ceux de leurs membres. C'est ce qu'on appelle la sous-traitance ou la communautarisation du système. Il va sans dire que

MONTRÉAL**EN QUELQUES CHIFFRES**

L'accès à des aliments de qualité pose problème dans au moins 10 des 29 territoires de CLSC. Si on examine de près les secteurs très défavorisés sur les plans matériel et social, les chiffres sont encore plus frappants : l'angoisse de manquer de nourriture affecte 23% des gens, le manque réel d'aliments touche 18% des gens; près d'un enfant sur six ne reçoit pas un régime alimentaire adéquat et près de 14% des gens manquent de nourriture au moins un jour dans un mois.

Le taux de crimes contre la personne augmente d'année en année (1 468 pour 200 000 en 1998, 1 540 pour 200 000 en 1999 et 1 724 pour 200 000 en 2000). Parmi ces crimes, ce sont les voies de fait et les menaces contre la personne qui augmentent le plus.

Les phénomènes liés à l'itinérance, aux jeunes de la rue, à la prostitution et aux problèmes de santé mentale sont très présents à Montréal, la ville exerçant souvent un attrait pour les personnes fragilisées et marginalisées. Une étude a révélé qu'en 1998, 28 000 personnes (dont 75% étaient des hommes) ont eu recours aux différentes ressources destinées aux personnes itinérantes.

le secteur communautaire ne peut adhérer à une telle vision puisqu'on inverse alors la logique de son action qui veut redonner une voix au citoyen et lui permettre d'influencer les choix de société plutôt que de se faire dicter une démarche qui vient d'en haut et sur laquelle il n'a aucune prise.

Pour une action plus efficace en développement social

Si on veut faire une place à la société civile dans les choix à faire en termes de développement social, il faut assurer un financement adéquat aux organismes communautaires qui travaillent avec la population. Ce faisant, on reconnaîtrait le rôle essentiel qu'ils jouent et on les traiterait comme partenaires à part entière dans les efforts de concertation que le gouvernement tente de mettre en place. Il y aurait aussi lieu de favoriser une meilleure concertation au niveau institutionnel. Pour le moment, on peut parler d'harmonisation des services. Ce n'est pas mauvais en soi, mais il s'agit encore d'une approche par services, qui définit le citoyen en termes de problèmes. Nous aimerions plutôt travailler à la création d'une dynamique citoyenne, qui susciterait un débat dans lequel les gens pourraient s'investir. Encore faudra-t-il mettre en place les conditions qui leur permettront de le faire (conciliation travail-famille, revenu décent,...).

C'est le travail de l'État de planifier, d'organiser la société au meilleur de nos connaissances. Mais si l'État veut que la société avance, il devra prévoir une certaine place pour la créativité, le développement, l'initiative. Le secteur communautaire a justement ce rôle innovateur à jouer. Pour le moment, on dirait que le gouvernement aimerait plutôt qu'on l'aide à jouer son rôle à lui. ■■■

Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal Métropolitain
853, Sherbrooke est, Bureau 1,
Montréal (Québec) H2L 1K6
Tél : 514-526-6363; téléc. : 526-6361
Courriel : fcfds@cam.org

¹ Le présent texte fut constitué par Isabelle Thérien à partir d'une entrevue faite par Michel Morel auprès de MM Guy Paiement et Jean-Paul Faniel, ainsi qu'à l'aide des nombreux documents fournis par l'organisme.

Le point de vue du Collège communautaire

par Michel Morel

Les représentants et représentantes du Collège communautaire ont bien voulu accepter de répondre à nos questions.

BDS : Quelle lecture faites-vous du développement social à Montréal? de l'évolution des problématiques sociales?

Collège communautaire : Votre question reflète bien la tendance actuelle : on associe désormais développement social et problématique sociale. Cette approche qui consiste à morceler le développement social restreint considérablement l'impact des actions entreprises; on ne parle plus de réduire les inégalités sociales ou de s'attaquer aux causes de la pauvreté. Une approche globale constituée de mesures favorisant la prise en charge des personnes et leur participation à la vie collective par le développement de leur citoyenneté serait sans doute plus efficace. Nous sommes d'avis que le développement social devrait redonner confiance aux personnes en leurs capacités et non les culpabiliser en leur transmettant une image négative d'elles-mêmes. Or, nous assistons à une fragmentation du développement social. Les différents programmes de soutien, que ce soit pour Montréal ou pour le Québec dans son ensemble, sont de plus en plus pointus. Ils sont orientés vers des populations jugées à *risque* et répondent à des *problèmes* spécifiques. Nous devrions collectivement poursuivre l'objectif de réduction des inégalités sociales plutôt que de s'attaquer aux effets de celles-ci à travers le concept large qu'est le développement social.

BDS : Quel bilan faites-vous des travaux menés dans le cadre de la démarche régionale en développement social, initiée en 1997 par le CRDÎM, et qui se poursuit via le Forum régional sur le développement social?

Collège communautaire : La poursuite des travaux du Forum de développement

social favorise une démocratisation de l'information. Les rencontres du Forum permettent essentiellement de partager de l'information sur les travaux de chaque réseau. Il favorise l'échange de points de vue sur les orientations retenues par les différents acteurs. Ainsi, par la diversité des acteurs qui y siègent, ce lieu s'avère être une tribune intéressante pour les milieux communautaires. Il facilite le réseautage et permet également la diffusion et la promotion de l'expertise des ressources communautaires notamment celles qui sont méconnues. En ce sens, c'est un lieu unique en son genre qui comporte des avantages intéressants. Toutefois, pour rendre efficace un tel lieu et pour qu'il y ait un échange réel entre les réseaux et non entre des individus, il faut soutenir adéquatement les autres lieux de concertations existants comme les regroupements sectoriels régionaux ou les Tables de quartier.

Par ailleurs, cette démarche a créé beaucoup d'attentes et par conséquent beaucoup de déception. Souvenons-nous qu'elle s'inscrivait dans un contexte de régionalisation avec la *Politique de soutien au développement local et régional* de M. Chevrette. Aussi, l'objectif à l'époque était de définir un plan stratégique régional en matière de développement social. Malheureusement l'idée d'une planification stratégique n'a pas reçu l'aval de tous les partenaires régionaux puisque certains craignaient être contraints à appliquer la planification stratégique en développement social du CRDÎM au détriment de leurs propres planifications. Résultat : le plan d'action s'est transformé en Cadre de référence sur le développement social de l'île de Montréal. Ce qui implique que les mesures décrites dans ce document qui a tout de même l'allure d'un plan straté-

gique n'ont pas été accompagnées des moyens nécessaires à sa réalisation. Par la suite, la politique de régionalisation mise de l'avant par le Gouvernement du Québec a donné lieu à une planification morcelée du développement social. On s'est ainsi retrouvé avec des Plans locaux d'action concerté pour l'économie et l'emploi, une planification régionale en matière de santé et services sociaux, un plan régional de santé publique et



photo : ACOR

Micheline Dubé, présidente

différents plans d'action municipaux pour ne nommer que ceux-ci! Lorsque les milieux communautaires se sont mobilisés afin de participer à cette démarche, c'était dans l'espoir de définir les enjeux régionaux auxquels les différents partenaires devraient travailler dans les années subséquentes et non seulement de collaborer à un document qui n'allait devenir qu'une référence parmi une multitude de plans d'action.

BDS : Cette démarche régionale en développement social a-t-elle permis une sensibilisation réelle des acteurs locaux et régionaux aux enjeux du développement social? A-t-elle favorisé une compréhension partagée de ces enjeux?

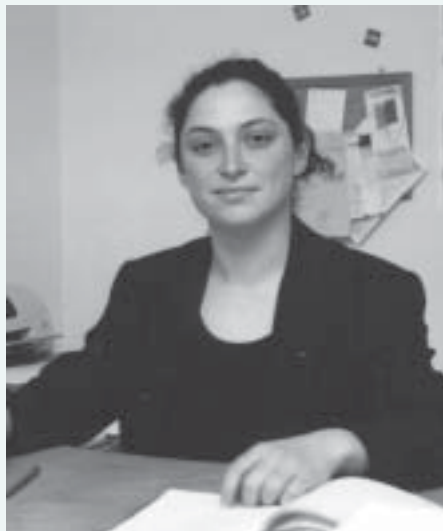


photo : ACOR

Karine Laliberté, coordonnatrice

Collège communautaire : Cet exercice a non seulement permis d'identifier les enjeux régionaux, mais a surtout servi à dépolitiser ces enjeux sur lesquels tous s'entendent. Jusqu'alors, nous retrouvions trop souvent ces derniers dépeints à travers les objectifs proposés

par les différents ministères. La démarche de 1997 a favorisé une appropriation de ces enjeux par les acteurs montréalais concernés, ils ont ainsi pu les traduire dans leur langage et leur donner une couleur bien montréalaise. En ce sens, cette démarche a permis aux acteurs de se sensibiliser aux enjeux qui figurent au Cadre de référence. Elle a également facilité une vision partagée des enjeux reliés au développement social. Le fait que le document soit construit en référant à de grands enjeux plutôt qu'à une liste de problématiques spécifiques a aussi permis de rendre compte de la complexité de Montréal. De considérer Montréal pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une métropole avec les problèmes d'une métropole. Aussi, l'exercice s'est soldé par une représentation cohérente des enjeux montréalais au Forum national de développement social. Le fait que tous les acteurs d'une région aussi complexe s'entendent, a sans doute donné du poids au discours de la délégation montréalaise. Enfin, cette vision parta-

MONTRÉAL

EN
QUELQUES CHIFFRES

Une accentuation et une diffusion de la pauvreté sur l'ensemble du territoire. Le pourcentage de la population vivant sous le seuil de faible revenu varie selon les sources d'information consultées (entre 29 et 34%). 54% des personnes vivant sous ce seuil sont des femmes.

Un taux de chômage qui décroît de façon constante depuis 1996 (13,8% en 1996, 12,3% en 1997, 11,6% en 1998, 9,6% en 1999, 9,5% en 2000 et 10% en 2001).

La proportion de prestataires de l'assistance-emploi : après une progression ininterrompue de 7 ans, passant de 10,9% (en 1989) à 17,9% en 1996, une diminution continue qui ramène cette proportion à 12,9% en 2002. Les plus fortes concentrations de prestataires de l'assistance-emploi se retrouvent dans les secteurs du centre (nord et sud) de l'île.

En matière de revenu, à 23 567\$ par an en 1995, Montréal présentait le plus faible revenu personnel moyen des régions urbaines canadiennes, qui variait de 24 136\$ à Winnipeg à plus de 30 900\$ à Ottawa. Si Montréal est au dernier rang, avec le revenu moyen le plus faible, c'est aussi Montréal qui accueille les quartiers les plus favorisés : en 1996, à 64 186\$ par an, Westmount était la seconde municipalité canadienne à cet égard.

gée persiste puisque récemment, dans le cadre de la consultation sur la politique de lutte à la pauvreté, les membres du Forum en développement social ont réaffirmé la crédibilité du processus et leur satisfaction du travail accompli en déposant pour avis le même cadre de référence en développement social dans sa version intégrale.

***BDS :** Ce contexte peut-il éventuellement conduire à un partenariat réel entre les acteurs et à des initiatives misant sur l'action intersectorielle?*

Le Collège communautaire, c'est quoi?

Mission :

- Favoriser la cohésion des réseaux communautaires et socio-économiques montréalais (organismes d'employabilité, CDEC, mouvement coopératif, etc.) en offrant un lieu de convergence aux différents réseaux.
- Promouvoir l'expertise des regroupements d'organismes communautaires et socio-économiques montréalais.
- Stimuler la participation des milieux communautaires et socio-économiques montréalais sur les enjeux régionaux.

Mandat :

- Assurer le suivi des dossiers régionaux et municipaux;
- Identifier, analyser et discuter les enjeux qui y sont reliés;
- Favoriser l'échange et la diffusion de l'information;
- Faire connaître le point de vue des milieux communautaires et socio-économiques aux instances concernées;
- Appuyer les regroupements dans les représentations spécifiques à leurs dossiers.

Composition :

Le Collège communautaire rejoint près 70 regroupements montréalais notamment les regroupements d'organismes communautaires sectoriels ou territoriaux de mêmes que les réseaux socio-économiques tels les regroupements d'organismes en employabilité, des regroupements issus du mouvement coopératif et les corporations de développement économique communautaire (CDEC). Son comité de coordination est quant à lui constitué de 10 porte-parole dont quatre proviennent du champs économie/travail et six du champ social.

Collège communautaire : Nous avons quelques réserves sur les retombées effectives de cette démarche en terme de partenariat. Les partenariats réels ne seront possibles que lorsque l'expertise et le travail des organismes communautaires seront effectivement reconnus pour ce qu'ils sont c'est-à-dire une approche globale basée sur un rapport libre et volontaire des personnes visant une prise en charge citoyenne. Par ailleurs, il ne faut pas minimiser les inégalités de perception découlant du fait que les organismes sont financés à même les fonds publics. Les rapports entre les différents acteurs du développement social ne sont donc pas aussi simples : il faut garder à l'esprit que pour les organismes communautaires, il s'agit également d'un rapport de dépendance envers des bailleurs de fonds, ce qui inévitablement implique un rapport de pouvoir.

► *Par ailleurs, dans un contexte de démantèlement de l'état, les organismes communautaires sont de plus en plus perçus comme des sous-traitants potentiels.*

Par ailleurs, dans un contexte de démantèlement de l'état, les organismes communautaires sont de plus en plus perçus comme des sous-traitants potentiels. On invite par des programmes de financement ciblés les organismes à se concentrer sur la *résolution de problèmes spécifiques* ou à intervenir auprès d'une *clientèle* bien particulière alors que leur mission première est de favoriser le développement des personnes dans leur intégralité, de répondre aux besoins des populations qu'ils rejoignent et non de s'attaquer à des problèmes vécus par des *clientèles jugées à risque*. Aussi, le recours de plus en plus fréquent aux ententes de services comme mode de financement des organismes entraîne des tensions. Ce modèle de financement instaure des rapports plus près des relations « em-

ployé/employeur » que du partenariat. Il y a une tendance à ne plus financer les organismes pour ce qu'ils sont mais pour ce qu'on aimerait leur faire faire.

Ce contexte entraîne aussi une autre difficulté quant à la perception que les différents acteurs du développement social ont des organismes communautaires. Ces derniers sont souvent perçus comme les exécutants terrains des actions qui sont planifiées à un autre niveau. Selon nous, l'instauration de réels partenariats devrait plutôt s'appuyer sur un respect mutuel de l'expertise des partenaires. Par conséquent, nous croyons que de réels partenaires devraient préalablement s'entendre sur l'identification d'objectifs communs et sur les possibilités d'un partenariat potentiel. Par la suite, ensemble, déterminer les moyens à prendre pour atteindre leur but et enfin, collaborer dans l'action. Ce n'est malheureusement pas le mode de fonctionnement qui est actuellement proposé aux organismes communautaires.

BDS : Quelles sont, selon vous, les conditions à réunir pour favoriser le développement social à Montréal?

Collège communautaire :

1. Amorcer collectivement une réflexion sur ce qui relève du rôle de l'État et ce qui relève du rôle des organismes communautaires. Nous pourrions ainsi agir en amont, c'est-à-dire mettre un terme au démantèlement de l'État et offrir des services publics adéquats afin de réduire les inégalités et contrer la pauvreté. Après quoi, nous pourrions favoriser une approche globale et non seulement gérer la crise;
2. Reconnaître l'expertise des organismes communautaires et celle de leurs regroupements et cesser de les considérer comme des sous-traitants potentiels. Les milieux communautaires débordent d'originalité dans la façon dont ils abordent les problématiques sociales. Les différents acteurs en développement social auraient tout intérêt à s'en inspirer. Ceci implique de favoriser non seulement la représentation des milieux communautaires mais aussi d'établir des rapports égaux entre les différents acteurs du développement social;

MONTRÉAL

EN QUELQUES CHIFFRES

Une accentuation et une diffusion de la pauvreté sur l'ensemble du territoire. Le pourcentage de la population vivant sous le seuil de faible revenu varie selon les sources d'information consultées (entre 29 et 34%). 54% des personnes vivant sous ce seuil sont des femmes.

Un taux de chômage qui décroît de façon constante depuis 1996 (13,8% en 1996, 12,3% en 1997, 11,6% en 1998, 9,6% en 1999, 9,5% en 2000 et 10% en 2001).

La proportion de prestataires de l'assistance-emploi : après une progression ininterrompue de 7 ans, passant de 10,9% (en 1989) à 17,9% en 1996, une diminution continue qui ramène cette proportion à 12,9% en 2002. Les plus fortes concentrations de prestataires de l'assistance-emploi se retrouvent dans les secteurs du centre (nord et sud) de l'île.

En matière de revenu, à 23 567\$ par an en 1995, Montréal présentait le plus faible revenu personnel moyen des régions urbaines canadiennes, qui variait de 24 136\$ à Winnipeg à plus de 30 900\$ à Ottawa. Si Montréal est au dernier rang, avec le revenu moyen le plus faible, c'est aussi Montréal qui accueille les quartiers les plus favorisés : en 1996, à 64 186\$ par an, Westmount était la seconde municipalité canadienne à cet égard.

3. Accorder aux organismes communautaires un financement adéquat pour réaliser leur mission première. Par le fait même, soutenir financièrement les regroupements qu'ils se donnent afin d'outiller les organismes et d'assurer une représentation communautaire de qualité aux instances intersectorielles, avec des ressources équivalentes à celles dont bénéficient les acteurs du réseau public. ■■■

La concertation en action

par André Bergeron

DSP Montréal-Centre

avec la collaboration de Daniel Duranleau,

coordonnateur de VSMS

En 1991, la « table de la dernière chance » se réunissait à Saint-Michel, l'un des quartiers les plus défavorisés et les plus dégradés de Montréal. Des intervenants et des groupes avaient décidé de lancer un mouvement de concertation en vue d'améliorer la qualité de vie des citoyens et citoyennes de ce quartier. Les journaux locaux avaient qualifié cette initiative de table de la dernière chance parce que plusieurs tentatives de regroupement avaient échoué par le passé. Pour s'attaquer à divers problèmes, tels l'environnement, la sécurité, le logement, l'emploi, le transport et autres. On a donc fondé l'organisme « VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ ». Depuis, VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ fait partie des tables de concertation locales supportées par le « Fonds de soutien au développement social local » à Montréal.

L'initiative entreprise à Saint-Michel se situait dans la vague montante des quartiers en santé, eux-mêmes inspirés par le mouvement mondial des « villes en santé ». Au Québec, les premiers projets de villes en santé, de même que le premier quartier en santé à Montréal, Mercier-Est, avaient vu le jour en 1988. D'autres quartiers montréalais, certains depuis plus de 20 ans, avaient entrepris des démarches de concertation axées sur l'amélioration de la qualité et des conditions de vie. Ces mouvements de concertation étaient mis sur pied par des citoyens et des intervenants pour répondre à des besoins identifiés localement.

En 1990, Montréal a adhéré au mouvement des villes en santé et a implanté le programme « VIVRE MONTRÉAL EN SANTÉ ». Ce programme a agi comme catalyseur pour développer et soutenir de nombreux projets à travers la ville. Même si des tables de concertation existaient déjà dans plusieurs quar-

tiers, d'autres prenaient naissance à cette époque, parfois soutenues par la santé publique. VIVRE MONTRÉAL EN SANTÉ a apporté un premier soutien financier à partir de 1994 à 20 quartiers « sociologiques » de la Ville de Montréal. En 1997, la Direction de santé publique de la Régie régionale de Montréal et Centraide se joignaient à la Ville pour soutenir les tables dans ces 20 quartiers. En 2000, la Régie régionale étendait son soutien à 7 municipalités de banlieue de l'île de Montréal, maintenant devenues des arrondissements de la nouvelle Ville.

Ces trois bailleurs de fonds ont produit un cadre de référence qui définit les bails du Fonds de soutien au développement social local. Le but du Fonds de soutien est *l'amélioration de la qualité de vie de la population montréalaise dans des domaines tels que l'aménagement urbain, l'environnement, la santé, l'éducation, l'emploi, l'économie, le loisir, l'habitation, le transport, la sécurité, la vie sociale et communautaire*. Les moyens préconisés pour atteindre cet objectif sont la **participation** de tous les acteurs de la communauté et le développement **d'actions concertées**.

Les activités des tables de concertation sont très diversifiées; elles portent autant sur la formation et l'information que sur la production de services et la représentation politique. Par exemple, elles peuvent produire un répertoire des ressources du quartier ou encore, elles peuvent soumettre un mémoire à la Ville sur le plan d'urbanisme. Plusieurs organisent des activités regroupant les citoyens et citoyennes en vue de créer un sentiment d'appartenance au milieu. En fait, les tables jouent un rôle majeur dans l'animation de leur territoire et dans le renforcement du tissu social.

Ces structures de concertation sont formées de représentants des groupes communautaires, de résidents du quartier et de représentants des réseaux publics et parapublics. Dans certains secteurs, on retrouve également des élus, municipaux ou scolaires; dans d'autres, il y a des représentants du monde des affaires. Mais la majorité des membres proviennent du réseau communautaire. C'est une action des communautés locales pour prendre en main leur développement. *(Pour en savoir plus sur les tables de concertation, voir le texte de Renald Bujold)*



photo : ACOR

André Bergeron

La concertation en action à Saint-Michel

Douze ans plus tard à Saint-Michel, la table de concertation compte une quarantaine de membres représentant des institutions, des groupes communautaires, le milieu des affaires, les élus ainsi que les citoyens. L'entreprise qualifiée de « table de la dernière chance » est toujours bien vivante et elle a pris de l'ampleur. Pendant de nombreuses années, le problème particulier de l'environnement, illustré par la présence d'un immense site d'enfouissement des déchets (Carrière Miron) et son impact négatif sur plusieurs aspects de la vie du quartier, a mobilisé les organismes et les citoyens. Très vite, les membres de VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ se sont orientés aussi vers une autre problématique majeure, la sécurité alimentaire. Plusieurs projets sont nés pour combler des lacunes importantes dans le secteur de l'alimentation : un restaurant populaire, un marché de fruits et légumes, un magasin partage, des groupes d'achats collectifs.

La pauvreté demeure importante à Saint-Michel et l'environnement, notamment au niveau de l'habitat, laisse à désirer. Mais des progrès ont été réalisés sur plusieurs plans. La venue de CIRQUE DU SOLEIL dans le quartier, ainsi que les projets de développement qui l'entourent (par exemple, une Cité des arts du cirque) suscitent beaucoup d'espoir dans le milieu. Surtout, une dynamique nouvelle s'est créée et on a réussi à tisser plus de liens malgré les obstacles physiques (l'autoroute métropolitaine et deux anciennes carrières qui occupent plus de 40% du territoire) qui découpent le territoire en « sous-quartiers ». Le stade de la survie du quartier est dépassé; maintenant, on pense et on agit plutôt en terme de développement. On ne se mobilise plus contre des problèmes majeurs comme du temps de la carrière Miron, mais on canalise les énergies pour accompagner les projets et faire en sorte qu'ils servent les intérêts du quartier et de ses citoyens.

Le mouvement de concertation incarné par VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ soutient une communauté qui était démunie et il permet d'envisager le développement social, économique et culturel de celle-ci. Le grand défi consiste maintenant à redonner aux gens un endroit où il fait bon vivre. ■■■

par Renald Bujold,
DSP Montréal-Centre

Montréal n'est pas qu'une grande métropole monolithique et anonyme : elle est constituée de quartiers sociologiques et d'arrondissements qui étaient, hier encore, pour les plus récentes, de petites communautés avec leur personnalité propre : petites villes, anciennes paroisses, villages, qui successivement sur une période d'un siècle et demi se sont fusionnés, pour devenir le *Une île, une Ville* d'aujourd'hui. Des vestiges de ce passé encore récent subsistent non seulement dans l'architecture et la toponymie, mais dans les caractéristiques socio-culturelles de ces quartiers ou ar-



rondissements et dans un sentiment d'identité et d'appartenance: on est d'abord du Plateau-Mont-Royal, de Notre-Dame-de-Grâce, de Saint-Henri ou de la Petite-Bourgogne, du Centre-Sud ou du Quartier-Latin, d'Hochelaga-Maisonneuve, d'Anjou, de St-Léonard, etc.

Il existe dans la plupart de ces quartiers, et cela depuis des décennies dans certains cas, des démarches locales de prise en charge, de développement d'une identité propre, de mobilisation de solidarités sociales pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion. C'est la petite histoire que raconte la série des 20 portraits¹ de concertations de quartier de

Montréal que la Direction de santé publique a publié, ces trois dernières années, en collaboration avec ses partenaires, la Ville et Centraide. On y trouve des anecdotes, parfois savoureuses sur les origines du quartier, la petite histoire de la concertation locale et les principales réalisations.

Ces portraits témoignent à la fois de l'enracinement profond et de la vitalité de ces approches de quartier à Montréal. Ce dynamisme de la vie de quartier est un atout majeur en santé urbaine, thème du dernier rapport annuel de la DSP: renforcer le capital social comme condition de l'accroissement du capital santé apparaît comme une condition essentielle à l'essor de Montréal. ■■■

¹ On retrouve ces documents sur le site internet de la DSP : <http://www.santepub-mtl.qc.ca>

MONTREAL

EN QUELQUES CHIFFRES

En 2000, on enregistrait 800 000 véhicules légers et les stations-service vendaient environ 1 milliard de litres d'essence par an. Ce parc automobile imposant contribue aux fortes concentrations des principaux polluants, soit l'ozone, les oxydes d'azote et

En 2000, on enregistrait 800 000 véhicules légers et les stations-service vendaient environ 1 milliard de litres d'essence par an. Ce parc automobile imposant contribue aux fortes concentrations des principaux polluants, soit l'ozone, les oxydes d'azote et les composés organiques volatils. Il contribue aussi à près de 50% du total des émissions de CO₂.

En 1998, on dénombrait plus d'un million de déplacements par jour entre Montréal et la périphérie, résultant en un afflux quotidien de plus de 510 000 véhicules vers l'île, qui s'ajoutent aux 3 200 000 déplacements à l'intérieur de l'île.

Si, entre 1987 et 1998, les déplacements automobiles ont grimpé de 44%, ceux en transport en commun ont chuté de plus de 12%. La part du transport en commun serait donc de plus en plus faible.

Rencontre avec des représentants du CLSC St-Henri :

Louis-Paul Thauvette, directeur général, Martine Thériault, organisatrice communautaire et Gilles Dubois, organisateur communautaire

par Michel Morel

BDS : Que pensez-vous de la démarche montréalaise en développement social?

«La préoccupation de développement social est présente depuis longtemps, même si elle ne se nommait pas comme ça à l'époque» commente Louis-Paul Thauvette. «Si on se souvient bien, la ville de Montréal avait fait des efforts importants pour soutenir la concertation dans les milieux avec la démarche de Montréal en santé. Plus récemment, à l'occasion des forums initiés par le Conseil de la santé et du bien-être, d'autres acteurs ont emboîté le pas, des acteurs comme le Conseil régional de développement de l'Île de Montréal, comme Centraide et la Direction de santé publique de Montréal, de même que la Régie régionale. Tout cela a ensuite permis la tenue des forums locaux et ensuite d'un forum régional.

Nous, dans notre secteur, c'est-à-dire St-Henri et Petite Bourgogne, ça fait longtemps qu'on travaille avec le milieu, avec les organismes du milieu, les institutions et les organismes communautaires. Plusieurs projets importants misant sur la concertation des acteurs ont vu le jour dans notre territoire, autant en ce qui concerne des situations qui touchaient les écoles, que dans d'autres situations liées à l'emploi et au chômage dans le quartier comme Solidarité St-Henri, le PEP Pointe St-Charles et le RÉSO. Il y a aussi eu le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal qui a été l'occasion d'une mobilisation des organismes. Un autre exemple, c'est le plan d'action en matière de toxicomanie élaboré par les organismes du milieu dans un cadre très intersectoriel. Et tout cela s'est fait bien avant les démarches en développement social, et même, avant Montréal en santé. Donc notre secteur a une longue histoire de concertation des acteurs.

Quand est arrivée la démarche du Forum régional sur le développement social portée par le Conseil régional de développement de l'Île de Montréal, on y a participé. Moi, je me suis retrouvé à la Table des partenaires du forum régional sur le développement social, j'y suis depuis le début. Ce qu'il y a d'intéressant dans cette démarche-là, c'est qu'il y a une certaine continuité. Ça fait déjà un certain temps que les mêmes acteurs se retrouvent autour de la table et discutent entre eux des enjeux montréalais. Comme les gens ont appris à se connaître, ils se parlent davantage, plus directement et s'interpellent plus facilement qu'au début. Il y a une forme de collégialité qui a fini par se construire, même avec le communautaire. Avec le temps, tous les acteurs ont appris à mieux se connaître et cette collégialité permet un dialogue plus facile et plus efficace. Évidemment, les gens sur le terrain peuvent se poser la question : qu'est-ce que ça donne au juste? Il y a beaucoup de documents, beaucoup de littérature. Cela a donné plusieurs choses. On a vu la Régie régionale et la DSP s'inscrire davantage dans l'agenda régional de concertation, les interfaces se font avec la ville. La Commission administrative régionale intervient aussi là-dedans. Bref, on a maintenant plus d'acteurs impliqués dans cette démarche collective», mentionne Louis-Paul Thauvette.

Il se fait ensuite plus critique : «D'un autre côté, il y a un effet pervers à cela, c'est ce que j'appelle le refrain politique-



photo : ACOR

là, les échanges de bons procédés où il y a autant d'énergie de mise sur le moyen que d'extrants. Les bénéfices sont quasiment plus sur le moyen que sur la production. Oui, c'est une grosse critique : il y a passablement d'énergie de concertation qui est investi, mais en termes de résultats opérationnels, c'est autre chose. C'est souvent comme si on avait tendance à réinventer le bouton à 4 trous».

«Les résultats concrets sont là pour moi quand il y a de l'argent pour soutenir les actions» continue Martine Thériault, organisatrice communautaire affectée à la Petite Bourgogne. «Quand on regarde tout ce qui apparaissait dans les plans d'action qui avaient découlé des forums, il y a beaucoup de choses qui n'ont pas été réalisées parce que l'argent n'était pas là». Elle rappelle que la démarche de concertation qui a prévalu pour le développement des centres de la petite enfance sur l'Île de Montréal. «Même si le développement des centres de la petite enfance sur le territoire ne découle pas de la démarche en développement social, ce fut là l'un des plus beaux exercices de concertation qui a eu lieu. Auparavant, chaque territoire devait faire affaire avec

l'Office des services de garde, mais là, avec la concertation initiée par le CRD, on a été capables de faire des recoupements qui ont permis de bien faire ressortir les besoins et les réalités des différents territoires et donc de mieux planifier l'implantation des centres».

BDS : Mais est-ce que ce n'est pas un peu normal que cette période d'appropriation des différents acteurs? Après tout, il n'y a pas si longtemps, plusieurs d'entre eux ne se parlaient pas, alors que maintenant ils échangent et tentent de se concerter?

«C'est bien sûr que c'est là un aspect positif. Les organisations commencent à se décroiser, on commence à mieux connaître les autres acteurs et leurs interventions sur le terrain. Mais en même temps, ça fait ressortir qu'il y a souvent des dédoublements, notamment entre la Ville, le CRD, la CUM. On se demandait ce que faisait l'un par rapport à l'autre. Maintenant ça commence à se rationaliser un peu» mentionne Louis-Paul Thauvette.

«Dans la démarche montréalaise sur le développement social, on a vu la mise en place de structures, comme le Forum régional sur le développement social, et de différents comités de travail, mais ce qui est encore plus intéressant que la mise en place d'instances de concertation, c'est l'amorce de dialogues entre différents secteurs qui étaient isolés les uns par rapport aux autres. Entre autres, d'avoir réussi à mettre ensemble les milieux politiques, les milieux syndicaux, les entreprises, les milieux communautaires sur différents enjeux, que ce soit la pauvreté ou les services de garde. En ce sens, c'est le caractère inclusif de la démarche qui constitue le principal acquis au cours des 10 dernières années», mentionne à son tour Gilles Dubois, organisateur communautaire affecté au territoire de St-Henri.

«D'autres aspects positifs de la démarche, c'est que cela a permis qu'on en arrive à certains constats quant à la situation de Montréal. Cela a aussi obligé les gens à se donner une certaine vision du développement : où est-ce qu'on veut aller? Avec quelles stratégies? De plus, le Forum va aussi permettre autre chose, c'est de faire en sorte que dans certains

secteurs d'activité on donne un aval à l'intervention locale. C'est un aspect important» mentionne Louis-Paul Thauvette.

BDS : Quelle est la situation du territoire desservi par le CLSC?

«La pauvreté s'accroît de façon importante, comme ailleurs dans la région. Quand on a commencé ici, au CLSC, au début des années '80, il n'y avait pas de dépannage alimentaire, aujourd'hui, on a un organisme qui s'appelle «Le Gardemanger pour tous», son budget est de l'ordre de 3\$M par année. Au tout début du dépannage alimentaire, ça se faisait ici, il y avait 4 personnes qui travaillaient là-dessus, aujourd'hui il y a 140 employés. C'est devenu une entreprise, une entreprise dont le marché est la pauvreté. Il faut se questionner là-dessus, sur cet accroissement de la pauvreté» continue Gilles Dubois. «La pauvreté augmente, oui, mais elle est aussi devenue de plus en plus complexe. Les réseaux familiaux et sociaux ne sont plus là pour supporter les personnes, la composante multiethnique entre aussi en ligne de compte, c'est un défi particulier pour la région de Montréal, une particularité que les différents gouvernements ne reconnaissent pas» mentionne Martine Thériault.

«La pauvreté, il ne faut pas la voir qu'en termes économiques, il faut la voir aussi au plan sociétal. C'est rendu que ça nous prend des institutions, des organismes pour faire manger les enfants le matin, d'autres organisations pour les faire manger le midi, d'autres organismes encore pour leur faire faire leurs devoirs et encore d'autres pour la fin de semaine. Je ne dis pas ici que c'est mauvais qu'il en soit ainsi, au contraire, c'est nécessaire et souhaitable que des organisations s'occupent de ces besoins mais il n'en demeure pas moins qu'on doit se poser des questions là-dessus, se demander si on travaille sur les bonnes affaires. On affirme vouloir travailler sur le développement de l'autonomie des personnes, mais qu'est-ce qu'on fait? On ne réfléchit pas assez à ces questions-là. Sans faire de politique, je suis d'opinion que le projet de la semaine de 4 jours, l'idée de permettre aux parents d'être plus présents auprès de leurs enfants, socialement c'est peut-être plus efficace en

terme de mesure sociale que plusieurs autres» continue à son tour Gilles Dubois.

BDS : Si je vous demandais ce que sont, selon vous, les conditions à réunir pour favoriser le développement social à Montréal?

Il y a plusieurs conditions et, surtout, plusieurs ordres de conditions. «D'abord arriver à se donner une vision métropolitaine à long terme du développement de Montréal, qu'on se donne une vision commune du développement social de notre collectivité, une vision qui s'appuie sur une lecture commune et partagée. Il faut ensuite faire en sorte que nos décisions s'inscrivent dans cette logique de développement à long terme. Qu'on se donne une vision commune du développement social de notre collectivité, une vision qui s'appuie sur une lecture commune et partagée. Mais, actuellement, on n'a pas les structures pour le faire, les structures en place actuellement sont incapables de le faire», fait valoir Gilles Dubois.

«À l'heure actuelle on fait des politiques pour l'ensemble de la province, des politiques qui ne peuvent pas s'appliquer à Montréal parce qu'ici, on ne fait pas face aux mêmes réalités. Il faut donc que les politiques et programmes gouvernementaux reconnaissent les spécificités de la région de Montréal, surtout la question de la présence chez nous d'une forte proportion d'immigrants. Il faut que les politiques et programmes s'adaptent aux réalités des territoires sur lesquels on intervient» mentionne Martine Thériault.

«Un autre élément c'est la nécessité pour l'ensemble des acteurs de faire preuve de lucidité dans nos décisions, la nécessité de faire une lecture lucide des besoins du milieu ainsi que la capacité de faire des choix. L'exemple du transport est un bon exemple, tout le monde parle de la nécessité de favoriser l'utilisation du transport en commun, comment se fait-il que le Rapport Nicolet n'a pas soulevé davantage cette question?» mentionne à son tour Louis-Paul Thauvette.

«Finalement, il faudrait aussi qu'on donne aux organismes locaux une marge de manœuvre pour leur permettre d'initier les actions qu'ils estiment nécessaires pour le milieu» ajoute Martine Thériault. ■■■

«La rentabilité doit être conséquente au développement et non la précéder!»

Entrevue avec M. Claude Lauzon,

Directeur général CDEC Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce

par Serge Fleury

BDS : *Quelle est la place du développement social dans le « développement économique communautaire » constituant le fondement de l'action des CDEC?*

M. Lauzon : La notion même de DÉC se compose de la rencontre du développement économique et du développement social. Autrement dit, aux outils « traditionnels » de développement économique, axé sur la création et le maintien de l'emploi, on juxtapose une préoccupation d'intégration des populations, de prise en charge collective et d'amé-

caractérisant beaucoup plus par sa capacité d'innovation et d'adaptation à la population d'un secteur donné qu'à des courants théoriques trop figés.

BDS : *Peut-on quand même en retenir certains éléments essentiels ?*

M. Lauzon : La caractéristique première du DÉC, et qui s'inscrit dans le courant du développement social, c'est la prise en charge, individuelle et collective, ce qu'on appelle en anglais l'« empowerment ». Ça consiste d'abord au partage d'une vision entre les divers acteurs d'un territoire et à la mise en commun d'une volonté d'agir complice. Dans les CDEC, ça se traduit de multiples façons, notamment par la présence d'instances composées de collègues électoraux à l'image de la société civile (syndicats, groupes sociaux et communautaires, élus, citoyens, etc.), mais aussi par la cohabitation de mandats complémentaires, reflétés par la présence des trois paliers de bailleurs de fonds (fédéral, provincial et municipal), une originalité en soi ! À partir de ces constats, l'originalité et la sensibilité à son milieu viennent nous stimuler à créer et développer des outils, moyens ou programmes qui appuieront d'abord la volonté et les efforts de développement et d'inclusion, ensuite les préoccupations de rentabilité. Car il ne faut pas oublier que la rentabilité doit être conséquente au développement et

non la précéder! Ce qu'on constate c'est que l'appartenance ou l'identification à un milieu fait souvent toute une différence entre une action, un programme bien conçu ou une intervention « correcte sur papier » mais qui ne fera rien résonner dans un quartier. Alors, on se

retrouve souvent en première ligne de l'innovation, de l'adaptation puisque nous avons la souplesse de pouvoir répondre à des besoins non pris en charge ou non décelés dans les

sphères institutionnelles traditionnelles. Mais nous ne sommes pas pour autant cantonnés à rester toujours en marge, plusieurs de nos interventions se traduisent en approches et peuvent être reprises à d'autres échelles ou sur d'autres territoires.

BDS : *Quels sont aujourd'hui les enjeux prioritaires des CDEC ?*

M. Lauzon : Le premier enjeu, celui à la base de notre existence même, est le défi de l'exclusion, tant au plan du marché du travail que de l'insertion sociale. Comme le résumait le maire de Montréal au Sommet, la création, de pair, de la richesse et l'amélioration de la qualité de vie. Dans le contexte montréalais, la question de l'équité entre les territoires et arrondissements est également centrale : si on veut éviter le développement à deux vitesses, il faut collectivement accepter le défi de la poursuite de l'équité, même si cela peut vouloir dire de demander des contributions différentes aux différents territoires. Il en va de notre développement urbain et collectif. ■■■

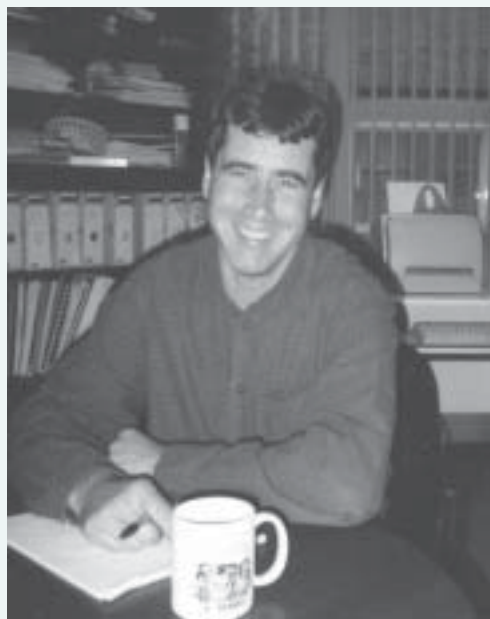


photo : Serge Fleury

Claude Lauzon

liation des collectivités. Et c'est là la beauté de la chose !

Plus encore ! Ce concept ne se veut pas « arrêté » : même après une vingtaine d'années de vie dans certains quartiers, il demeure en constante mouvance, se



photo : ACOR

Serge Fleury

C'EST VOUS QUI LE DITES!

Une ville paralysée

par Robert Perreault

Les opinions formulées ici sont celles du signataire et n'engagent en rien le bulletin Développement social et ses partenaires. La rédaction.

M. Robert Perreault, actuellement président du Conseil régional de l'environnement de Montréal, fut député de Mercier de 1994 à 2000 et a assumé diverses responsabilités ministérielles (Ministre de la Sécurité publique, Ministre d'État à la Métropole, Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration). Avant cette période, Robert Perreault fut Président de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (1986-1994), Vice-président du Comité exécutif de la Ville de Montréal (1986-1990) et Conseiller municipal à la Ville de Montréal (1982-1994).

M. Robert Perreault a bien voulu accepter de se pencher sur la question posée : quelles sont les conditions à réunir pour favoriser le développement de Montréal?

La capacité d'une administration publique, quelle qu'elle soit, d'assumer ses responsabilités, de fournir adéquatement les services attendus par les citoyens et d'assumer un leadership fort quant aux grandes orientations et politiques publiques, dépend pour l'essentiel dans nos sociétés de deux conditions : la qualité démocratique des institutions et la mise en place d'une fonction publique qui soit, bien sûr compétente et indépendante, mais aussi, et surtout, fonctionnelle. La réforme municipale à Montréal n'a malheureusement pas réuni ces deux conditions essentielles sans lesquelles il ne peut y avoir de débat éclairé sur les enjeux municipaux qui sont multiples dans une ville comme Montréal (services de voirie, parcs, mais aussi culture, intégration des communautés, environnement, itinérance et bien d'autres), ni d'ailleurs sur les enjeux tout aussi importants que sont les finances publiques, l'équité entre les divers contribuables dans la fourniture des services et

dans la taxation. La décision du gouvernement nouvellement élu de réouvrir le dossier des fusions risque de compliquer encore davantage la situation.

Il est étonnant qu'emportés par leur enthousiasme à promouvoir la fusion des villes de l'île aucun des commentateurs n'ait encore soulevé une question qui apparaît de plus en plus incontournable, qui aurait dû être au cœur de la réforme, soit la question de la gouvernance municipale à Montréal. Une administration publique qui emploie près de trente

mille personnes, dont le budget dépasse les trois milliards de dollars, doit être fonctionnelle, tant dans ses instances de décision démocratiques que dans ses processus administratifs : les objectifs à atteindre de même que le partage des pouvoirs et des responsabilités doivent être définis clairement. Or l'Administration montréalaise baigne actuellement dans l'ambiguïté, divisée qu'elle est entre les tenants de la ville centrale forte et ceux de la décentralisation, la Loi 170 ayant, à toute fin pratique, laissé la porte grande ouverte entre ces deux options.

Les règles de représentation démocratique au sein du Conseil municipal et dans les arrondissements ne sont pas les mêmes; le Comité exécutif est divisé; les décisions tardent à se prendre, quant elles ne sont pas tout simplement bloquées; les fonctionnaires ne savent plus où donner de la tête; les ressources demeurent inégales entre les divers arrondissements; les quartiers de l'ex-Montréal sont sous-équipés et la correction des iniquités fiscales, qui devait être au cœur de la réforme, a été remise aux calendes grecques. À Québec on souhaitait que l'élection de Pierre Bourque, ardent défenseur «d'une île une ville» et de la centralisation, vienne parachever le travail esquissé à grands traits et que l'on n'a pas eu le courage politique d'achever. Convaincus de l'intérêt de la fusion, plusieurs ont fait l'économie de l'analyse de ses modalités, le temps finirait bien par arranger les choses. Or,

(suite en page 41)



photo : ACOR

par Norman King
DSP Montréal-Centre

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE LOGEMENT À MONTRÉAL : ENJEU MUNICIPAL ET DE SANTÉ PUBLIQUE

L'impact sur la santé des conditions de logement n'est pas un problème nouveau. Déjà, au début du XX^e siècle à New York, un mouvement de réforme s'était formé pour améliorer les conditions de logement. Parmi les problèmes notés alors, surpeuplement, qualité de l'air intérieur et qualité de l'eau inadéquates, manque d'installations sanitaires, etc. Diverses maladies en résultaient, dont la tuberculose et la diphtérie, alors que le taux de mortalité infantile dans les quartiers touchés figurait parmi les plus élevés en Occident.

Plus récemment, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que les conditions de vie (ex. : logement) ont davantage d'impact sur la santé que la dispensation des services de santé. Ceci confirme le rôle du réseau de santé publique : de par sa mission, il lui faut s'intéresser à l'impact des conditions de logement sur la santé.

Cette considération théorique est appuyée par des constatations réelles sur le terrain. En effet, depuis une vingtaine

d'années il y a eu une hausse marquée dans la prévalence de l'asthme à Montréal comme en Amérique du Nord et en Europe. Bien qu'une meilleure accessibilité aux services ainsi que le développement de meilleurs outils diagnostiques aient pu permettre de dépister plus de cas qu'auparavant, ce qui pourrait expliquer en partie la hausse observée, plusieurs estiment que des facteurs environnementaux jouent aussi un rôle.

L'ensemble des causes environnementales précises n'est pas connu avec certitude, mais on cible souvent les contaminants de l'air intérieur. À l'appui de cette hypothèse, plusieurs signalent que la pollution extérieure a plutôt diminué durant la période où l'asthme augmentait. Plusieurs facteurs expliquent pourquoi l'exposition aux contaminants de l'air intérieur est plus marquée depuis la fin des années 1970. D'une part, les maisons sont mieux isolées pour réduire les coûts de chauffage et/ou de climatisation, ce qui a pour effet d'accroître la concentration des

contaminants. Les maisons vieillissent aussi et peuvent manquer d'entretien, surtout dans des quartiers défavorisés, causant ainsi des problèmes d'infiltration et de dégâts d'eau. La conséquence d'une telle situation peut être une exposition à des allergènes biologiques (ex. moisissures) présents à des niveaux plus élevés à l'intérieur qu'à l'extérieur. Enfin, les gens peuvent passer jusqu'à 90% de leur temps à l'intérieur, notamment dans le cas des jeunes enfants et des personnes âgées.

Conditions de logement et santé publique

Les résultats de recherches scientifiques effectuées depuis une vingtaine d'années ont permis d'identifier différents facteurs de risque qui sont présents dans l'air intérieur et qui pourraient expliquer la hausse de la prévalence d'asthme. Un groupe d'experts mandaté par l'agence américaine de protection de l'environnement a produit récemment une revue exhaustive de la littérature visant à déterminer le rôle joué par les contaminants biologiques et chimiques dans le développement et l'exacerbation de l'asthme. Nous présentons ici un résumé de leurs conclusions.

Contaminants biologiques

Certains allergènes biologiques sont associés au développement et à l'exacerbation de l'asthme. Par exemple, une exposition aux acariens (araignées microscopiques vivant sur les matelas, la literie, les meubles rembourrés, les tapis et les rideaux, qui s'alimentent des débris de peau humaine ou animale, et dont la croissance est favori-



photo : ACOR

Norman King



Exemple de présence de moisissures

sée par un environnement chaud et humide), peut causer le développement de l'asthme chez une personne qui est sensibilisée, ainsi que l'exacerbation de la maladie chez une personne qui en souffre déjà.

Les blattes produisent des allergènes également qui peuvent exacerber l'asthme. Ces allergènes sont également associés au développement de l'asthme chez les nourrissons. Les moisissures sont associées à l'exacerbation de l'asthme et à la présence de symptômes respiratoires non-spécifiques (ex. : toux, difficultés à respirer). Pour proliférer, les moisissures ont besoin d'une source d'eau, soit sous forme d'humidité relative élevée ou d'infiltrations ou dégâts d'eau non-réparés, et ces conditions sont souvent le lot des locataires vivant dans des quartiers défavorisés. Ceci pourrait aider à expliquer pourquoi les taux de prévalence d'asthme chez les enfants sont souvent plus élevés dans ces quartiers.

Mentionnons en terminant que les allergènes produits par les animaux domestiques, notamment les chats, sont aussi reconnus comme cause d'exacerbation de l'asthme.

Contaminants chimiques

Deux contaminants chimiques trouvés fréquemment dans l'air intérieur des lo-

gements sont la fumée de tabac dans l'environnement et les oxydes d'azote. Dans le cas des oxydes d'azote, leur association avec l'exacerbation de l'asthme est observée lorsqu'ils sont présents à des fortes concentrations (ex. dans une cuisine avec une cuisinière à gaz et qui est mal ventilée).

Statut socioéconomique et asthme

Des études effectuées au Québec démontrent des liens très clairs entre la prévalence de l'asthme et le statut socioéconomique. Ce même phénomène est présent aux États-Unis. Une étude a démontré que le taux d'hospitalisation pour l'asthme était trois fois plus élevé dans le Bronx, un quartier de New-York avec un revenu familial faible que dans le quartier Staten Island où le revenu familial moyen était deux fois plus élevé. Selon ces auteurs, les conditions de logement insalubres peuvent contribuer à ces différences, et comme nous avons vu précédemment, certains allergènes et contaminants biologiques risquent d'être présents plus fréquemment dans des logements des quartiers défavorisés. D'autres données suggèrent également que ce sont les logements mal entretenus situés dans les quartiers défavorisés qui connaissent la majeure partie des problèmes de salubrité.

Prévention des problèmes de santé associés aux conditions de logement insalubres : un dossier de collaboration DSP-Ville de Montréal

C'est en décembre 2000 que la DSP de Montréal-Centre a publié sa recension des écrits intitulée *«Impacts des conditions de logement sur la santé publique»*. En plus de décrire les principaux problèmes de santé causés par des conditions de logement insalubres, ce document met de l'avant une approche de santé publique visant à diminuer ces problèmes. Cette approche s'appuie sur un partenariat entre la DSP et divers organismes de première ligne. Par exemple, la Loi sur la qualité de l'environnement autorise les municipalités à mener toute enquête dans des immeubles pour déceler la présence de nuisances ou de causes d'insalubrité. C'est en raison de ce mandat de base essentiel que la DSP de Montréal-Centre a développé des contacts avec les services d'inspection des municipalités de l'île de Montréal quelques mois après la publication de notre recension des écrits. Depuis cette date, des liens avec d'autres services municipaux, notamment la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal se sont ajoutés. Enfin, depuis la fusion municipale en janvier 2002, nous établissons également nos modes de collaboration avec les arrondissements.

Essentiellement, la collaboration entre la DSP et la Ville de Montréal se situe à deux niveaux principaux. D'une part, il y a plusieurs types de collaboration en lien avec le travail des inspecteurs visant à éliminer les dangers pour la santé publique à leur source (volet intervention sur le terrain). Nous travaillons également en collaboration avec la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal dans le but d'effectuer une recherche qui nous permettra de mieux connaître l'ampleur des conditions de logement insalubres ainsi que les secteurs et les types de bâtiment à risque à Montréal.

Le volet intervention sur le terrain

Tel que mentionné précédemment, ce sont les municipalités qui ont le mandat d'effectuer des inspections pour déceler et faire corriger toute source d'insalubrité. Afin de sensibiliser les



Exemple de présence de moisissures

inspecteurs municipaux à l'impact des conditions de logement sur la santé publique et à l'importance d'instaurer des moyens de collaboration entre leur service de première ligne et notre appui fourni en deuxième ligne, nous les avons invités à participer à un atelier de formation et d'échange. Cette démarche a permis de formaliser les liens de collaboration entre nos deux services, et lorsqu'un inspecteur a des doutes concernant le niveau de risque pour la santé occasionné par les conditions d'insalubrité présentes dans un logement, il peut faire appel à nous pour obtenir un avis sur la nature et l'ampleur du risque, ainsi que le type de correctifs nécessaires.

L'outil de base des inspecteurs municipaux est le règlement qui précise les conditions de salubrité et de sécurité à respecter en milieu résidentiel. Bien que la mise en application du règlement relève des arrondissements, sa mise à jour est sous la responsabilité de la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal. La Direction de l'habitation a invité la DSP de Montréal-Centre à participer à cette mise à jour afin de s'assurer que son contenu soit fidèle aux connaissances scientifiques à jour. Nous participons aussi à la rédaction de documents d'accompagnement du règlement visant à faciliter sa mise en application.

Enfin, lorsque les inspecteurs interviennent dans des logements, ils peuvent constater que les problèmes de salubrité présents sont davantage en lien avec des problèmes sociaux. Par exemple, il peut arriver que certains locataires vivent des problèmes de santé mentale ou d'autres peuvent être des personnes âgées en perte d'autonomie. De telles situations peuvent occasionner des problèmes d'insalubrité pour ces locataires et leurs voisins, mais leur résolution interpelle plutôt le réseau de santé et le réseau communautaire. En conséquence, nous travaillons avec différents partenaires (municipalité, Régie régionale, CLSC, organismes communautaires) afin d'identifier des moyens possibles pour mieux traiter les aspects sociaux des conditions de logement insalubres.

Le volet recherche

Malgré nos connaissances assez avancées sur l'impact des conditions de lo-

gement insalubres sur la santé publique, nous connaissons peu l'ampleur réelle des conditions de logement insalubres à Montréal. La volonté de mieux connaître cette situation est partagée par la DSP et la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal afin de mieux déterminer les besoins en matière de prévention (ex. : revitalisation des vieux quartiers, modifications législatives, etc.). C'est pour cette raison que ces deux directions travaillent ensemble pour mener une recherche qui permettra d'établir un portrait des conditions de logement dans certains secteurs sensibles à Montréal.

Conclusion

L'impact des conditions de logement sur la santé publique est une préoccupation importante pour la DSP Montréal-Centre. C'est également un domaine qui se prête très bien à une intervention par plusieurs ressources complémentaires. Les liens privilégiés développés entre la DSP et la Ville de Montréal contribueront à l'amélioration des conditions de logement dans la métropole ainsi qu'à la diminution des problèmes de santé publique associés, tout en servant d'exemple pour d'autres régions du Québec. ■■■

Références

- Claudio, L. et collègues, 1999; Socioeconomic Factors and asthma Hospitalization Rates in New York City, *J. Asthma*, Vol. 36 (4).
Committee on the Assessment of Asthma and Indoor Air, Division of Health Promotion and Disease Prevention, 2000; Institute of Medicine, *Clearing the Air: Asthma and Indoor Air Exposures*, National Academy Press, Washington, D.C.
Ernst P. et collègues, 1995; Socioeconomic Status and Indicators of Asthma in Children, *Am. J. Respir. Crit. Care Med.*, vol. 152.
King, N., 2000; Impacts des conditions de logement sur la santé publique; DSP.
Laberge A. et collègues, 2000; Étude des variations géographiques et annuelles de la fréquence de décès, d'hospitalisations, et de visites à l'urgence pour cause d'asthme au Québec, DSP de Québec, MSSS du Québec, Médecine Sociale et préventive de l'Université Laval.
Platts-Mills, TAE et collègues, 1997; *Indoor Allergens and Asthma: Report of the Third International Workshop*, *J. Allergy Clin. Immun.*, Vol. 100 (6, Pt 1), p. S1-S24
Tattersfield, AE et collègues, 2002; *Asthma*; Lancet; Vol. 360.
World Health Organization (WHO), 1999; *Healthy Cities*, New Public Health; <http://www.who.int/hpr/archive/cities/approach/nph.html>

Une ville paralysée

(suite de la page 38)

c'est Gerald Tremblay qui a été élu avec un discours tout aussi ambigu que la réforme elle-même, un Gerald Tremblay prisonnier des ex-maires de la banlieue qui dominent toujours le jeu. Bref, tout est à recommencer.

Si le débat est nécessaire, la façon dont il s'engage actuellement devrait inquiéter tous ceux qui ont à cœur la qualité et le coût des services municipaux de base qui doivent être rendus, mais aussi l'équité entre les contribuables et le rôle essentiel que Montréal doit jouer comme métropole du Québec et comme chef de file dans un certain nombre d'enjeux urbains qui dépassent largement les nécessités quotidiennes des quartiers et arrondissements pris individuellement. Bien sûr, il faut clarifier ce qui doit l'être dans la réforme, corriger les lacunes démocratiques qui subsistent et réinscrire rapidement, et à court terme, l'équité fiscale et celle des services au cœur du projet de faire de Montréal une grande ville. Il est possible de le faire en préservant une certaine autonomie d'action locale des arrondissements. Dans tous les cas cependant on ne pourra cette fois faire l'économie d'établir des règles claires de gouvernance. Ces règles ne sont pas indifférentes; on ne peut inventer n'importe quel aménagement pour des raisons strictement politiques; la capacité de nos institutions démocratiques à fonctionner efficacement en dépend.

Le débat est bien mal engagé, les forces en présence bien inégales. Il faut craindre que nombreux soient ceux qui soient prêts à sacrifier ces règles de gouvernance pour apaiser les revendications des uns et sauver la face des autres, hypothéquant ainsi l'avenir de la plus importante de nos institutions municipales. Le projet de défusion, ou pire encore, son camouflage dans une quelconque réforme d'une ville uniquement décentralisée, sans force réelle, ingouvernable et ingérable, une ville de Montréal démantelée et définitivement banlieurisée, dont il ne resterait de réalité que la symbolique du nom, doit être dénoncé pour ce qu'il est : l'égoïsme des nantis et le retour des baronnies. Cela ne serait pas sans conséquences pour la société québécoise. ■■■

Des projets, des actions...

L'Ancre des Jeunes : faire escale au lieu de décrocher

par France Gauthier

DSP Montréal-Centre

Cette chronique, présentée régulièrement dans le bulletin, entend faire connaître aux lecteurs des projets et initiatives ayant cours sur le terrain et qui, par leurs activités, contribuent à améliorer les conditions de vie des personnes.

Une porte ouverte sur le milieu

L'Ancre des Jeunes a pignon sur rue en plein centre-ville de Verdun, angle Wellington et boulevard La Salle, à quelques pas des berges du Saint-Laurent. Une maison comme les autres? Pas vraiment. On retrouve beaucoup d'adultes à L'Ancre des Jeunes, des adultes signifiants issus de différents horizons. Au total, 34 bénévoles et 12 employés interviennent auprès des jeunes.

Du lundi au jeudi, après l'école, une cinquantaine de jeunes en difficulté scolaire, du dernier cycle du primaire et du premier cycle du secondaire, entrent à L'Ancre, avec l'assurance d'y retrouver un adulte accueillant. Que ce soit pour prendre la collation à la cuisine avant de commencer devoirs et leçons ou pour

s'activer dans un atelier manuel ou artistique, voilà autant d'occasions pour créer des liens significatifs avec les jeunes autour du *programme de prévention du décrochage scolaire*.

L'accès à L'Ancre des Jeunes se fait aussi via le *programme d'aide aux raccrocheurs et raccrocheuses scolaires*. Des jeunes, référés par les partenaires scolaires ou les services sociaux, fréquentent la maison le jour, du lundi au vendredi. Ce sont des jeunes en difficulté d'adaptation scolaire qui ont besoin d'un temps d'arrêt, d'un répit par rapport à l'école, afin de prévenir une détérioration encore plus importante de leur situation. C'est au moyen d'une approche éducative basée sur la confiance et la réussite que les adultes aident les jeunes à actualiser leur potentiel, en vue d'une insertion réussie en milieu scolaire, professionnel et social.

Quelqu'un est là pour moi

Entre 25 et 30 jeunes peuvent bénéficier annuellement de ce programme d'aide aux raccrocheurs qui offre les activités intégrées suivantes: suivi

psychosocial hebdomadaire d'une heure, ateliers académiques pour les matières de base, quinze ateliers manuels et artistiques fonctionnant

par étapes progressives pour faire vivre des petits succès et rehausser l'estime de soi. C'est dans un milieu de vie encadrant et au moyen de très petits ratios (1 adulte pour 1 ou 2 jeunes) que se vivent la majorité de ces activités. Des activités dans un contexte de relation significative permettant au jeune de développer son autonomie et son sens des responsabilités tout en prenant conscience de ses forces et de ses limites. L'originalité de L'Ancre des jeunes est sans contredit son approche personnalisée et individualisée.

“À L'Ancre des jeunes, les moments de vécu partagé sont importants. Tout moment est prétexte à véhiculer les valeurs de l'Ancre, à accompagner le jeune dans un processus éducatif ouvert où le jeune est appelé à amorcer une réflexion quant à son cheminement scolaire et de vie. Lorsqu'on parle de moments de vie, on pense alors aux différents ateliers, aux temps libres, aux projets spéciaux et aux différentes sorties culturelles. Il est important de garder en tête, lors de ces différents moments, que nous sommes des adultes significatifs qui accompagnent des jeunes en difficulté dans leur



France Gauthier

photo : ACOR



photo : ACOR

France Gauthier, Isabelle Thérien de la DSP et Jean-François Lapointe, directeur de l'Ancre

démarche personnelle” mentionne Jean-François Lapointe, directeur de L’Ancre des Jeunes

Des actions avec les jeunes du Sud-Ouest de Montréal depuis plus de dix ans

L’Ancre des Jeunes, organisme communautaire sans but lucratif, est implanté à Verdun depuis 1991. Il a pour mission de favoriser la santé, le bien-être, l’éducation et l’évolution physique, intellectuelle, sociale et spirituelle des jeunes en difficulté afin de leur assurer une plus grande autonomie. L’organisme a vu le jour grâce à l’initiative de Jacques Morin, ex-animateur de pastorale au secondaire, et de citoyens et de parents de Verdun, préoccupés par les problèmes de motivation et de décrochage scolaires chez les jeunes. Mais si la ressource, à ses débuts, a offert des activités surtout aux jeunes à risque de décrochage, elle a vite dû répondre à d’autres besoins devenus de plus en plus criants, principalement ceux des jeunes décrocheurs réels. Au cours des années, l’organisme a développé une telle expertise que le ministère de l’Éducation lui reconnaît maintenant une contribution, non seulement sur le plan psychosocial, mais aussi sur le plan académique. De fait, les jeunes de L’Ancre peuvent, au terme de leur année, passer les examens du ministère sur place.

Avec le temps, l’Ancre des jeunes a dépassé les frontières de Verdun. L’organisme a maintenant des partenaires dans tout le Sud-Ouest de l’île de Mon-

tréal : Pointe Saint-Charles, Saint-Henri, Ville-Émard, Côte Saint-Paul, La Salle et Lachine.

Derrière le décrochage, la pauvreté des familles

Le Sud-Ouest de l’île de Montréal comporte des îlots importants de pauvreté dont sont issus la majorité des jeunes accueillis à L’Ancre. M e n t i o n n o n s Verdun-Côte St-Paul, où plus du tiers des ménages vivent sous le seuil de pauvreté et où le taux de décrochage scolaire tourne autour de 50%. Le contexte de pauvreté, la problématique des familles disloquées, peu scolarisées et vivant des problèmes de sécurité alimentaire, voilà des conditions qui ébranlent sérieusement le développement des jeunes.

Ces conditions de vie engendrent des tensions familiales, de la frustration et du défaitisme face à l’avenir. Cet enchevêtrement de problèmes amène chez le jeune un manque de confiance en lui et en son entourage, une faible estime de soi, de même qu’un sentiment d’injustice et d’impuissance face à l’avenir. Un suivi psychosocial est souvent offert aux jeunes ainsi qu’aux parents qui en ont le plus besoin. Ce suivi consiste en une

entrevue individuelle avec la collaboration des différentes ressources offrant déjà de l’aide aux jeunes et aux parents. L’approche est globale et dépasse la préoccupation du décrochage scolaire afin de répondre aux besoins d’ordre personnel, familial, et social. L’Ancre des jeunes a aussi pour préoccupation d’améliorer les conditions de vie de ces jeunes et de leur famille. C’est



Jean-François Lapointe

dans cette optique que ses intervenants ont joint leur voix aux différents lieux de concertation du Sud-Ouest et de la région de Montréal.

L’Ancre des Jeunes: une courroie de transmission entre le jeune, les parents, l’école et la communauté

Outre l’intervention directe auprès des jeunes, les programmes comportent des interventions avec les parents, l’école et les services de santé et les services sociaux. La pratique et l’expertise auprès des jeunes décrocheurs réels ou potentiels a amené les intervenants communautaires à croire fermement à la nécessité d’un soutien aux parents. Pour plusieurs parents de jeunes décrocheurs, le cumul des échecs et des difficultés est tel que l’Ancre représente souvent la bouée de sauvetage, la dernière chance dans la reprise en main de leur jeune. Divers moyens, comme les contacts téléphoniques périodiques, les rencontres individuelles et de groupe, sont utilisés afin de rendre ce support adapté et efficace. Ces moyens permettent aux parents de se sentir épaulés et sécurisés dans leurs efforts, favorisant ainsi un meilleur encadrement et une relation plus harmonieuse avec leur jeune. Rapidement, les parents se considèrent comme des partenaires, ce qui assure une consolidation des actions amorcées au sein de l’organisme. Ainsi, par son enracinement dans le milieu, L’Ancre des jeunes agit comme courroie de transmission entre le jeune, les parents, l’école et la communauté.



Patrice L'Heureux, professeur de français

En effet, le lien avec le parent permet souvent l'amorce d'un premier pas vers un dialogue avec les intervenants scolaires. Cette collaboration avec les enseignants, les spécialistes et les directions est maintenue tout au long de l'année. Ce partenariat avec le milieu scolaire, notamment au niveau de l'orientation et du suivi, offre un meilleur accompagnement aux jeunes en fonction de leurs besoins spécifiques. Des professeurs et leurs élèves viennent aussi visiter l'organisme, ce qui occasionne des échanges entre les enseignants et les intervenants de l'Ancre. Quoique la collaboration avec le milieu scolaire soit essentielle pour harmoniser l'intervention auprès des jeunes, d'autres partenaires, comme les intervenants de la santé et des services sociaux, y collaborent aussi étroitement. Ces liens contribuent au maintien d'une cohérence dans le soutien des jeunes sur les plans académique, personnel et social.

L'Ancre des jeunes: un impact certain

Il est possible, au fil des contacts quotidiens, de noter certaines constantes qui constituent autant de retombées de l'Ancre des jeunes dans son milieu :

- Les jeunes et les parents expriment leur satisfaction à l'égard du travail des intervenants de l'Ancre.
- Le taux de participation des parents aux activités est de 100%.
- Les jeunes et les parents tissent des liens avec les intervenants de l'Ancre au point où plusieurs reviennent leur rendre visite plusieurs années après

avoir quitté.

- On note chez les jeunes une nette amélioration de l'estime de soi, une meilleure connaissance de soi et une plus grande autonomie dans la réalisation des tâches scolaires. Les petits succès cumulés au cours de l'année les ont conduits à reconnaître leur potentiel, à augmenter leur confiance en soi et leur fierté.
- On note aussi chez plusieurs jeunes une amélioration des résultats scolaires, et simultanément, leur réussite aux examens du ministère à la fin de l'année; 100% des jeunes décrocheurs qui ont fréquenté l'Ancre durant l'année scolaire 2001-2002, ont réinséré le milieu scolaire et y évoluent depuis.

Ces éléments d'appréciation illustrent comment un séjour à l'Ancre permet au jeune de faire le point sur sa vie en l'aidant à s'orienter, à persévérer, à réussir dans son cheminement scolaire et à améliorer son développement personnel.

Ensemble dans la lutte contre le décrochage scolaire

L'abandon scolaire constitue une situation fort préoccupante au Québec. C'est à la fois un facteur et une conséquence de la pauvreté. De nombreux organismes communautaires sont présents auprès des jeunes décrocheurs, réels ou potentiels, pour prévenir l'exclusion sociale, la délinquance, l'itinérance



photo : ACOR

Sylvain Morin, de l'atelier de menuiserie

et tous les autres problèmes auxquels ces jeunes sont vulnérables. Ces organismes leur permettent de se réinvestir et ultérieurement d'espérer trouver une place où ils puissent réussir. Avec les années, ces organismes ont développé une expertise originale auprès des jeunes en difficulté et de leurs parents. Parce qu'ils appuient leur démarche sur une approche globale, qui vise plusieurs dimensions à la fois, les expériences du milieu communautaire pour diminuer l'abandon scolaire doivent être retenues parmi les interventions prometteuses de lutte contre l'exclusion sociale.

Il existe des dizaines d'autres organismes dont l'action s'apparente à celle de l'Ancre de Jeunes de Verdun. Seulement à Montréal, on en compte plus d'une vingtaine qui interviennent en prévention et aussi auprès des jeunes décrocheurs. Le ROCIDEC (Regroupement des organismes communautaires d'intervention auprès des jeunes décrocheurs scolaires potentiels ou réels), à lui seul, regroupe vingt-et-un organismes. Ils sont issus de volontés locales des milieux et veulent offrir aux jeunes un soutien approprié et une solution de rechange au décrochage, par une diversité d'activités d'accompagnement et de soutien. Loin de vouloir remplacer les parents, ils les reconnaissent comme premiers éducateurs de leur enfant et les associent à la démarche globale. ■■■



photo : ACOR

Louis Bellemare, intervenant social

Des projets, des actions...

Le COVIQ de la Duff-Court... ou Quand des résidents prennent en main leur quartier !

par Michel Morel

«On ne dit pas qu'on habite à Duff-Court si on n'y est pas forcé». C'est dans ces mots peu élogieux qu'on décrit ce qu'était l'image de ce quartier avant que des résidents, supportés par des organismes du milieu, décident de s'attaquer aux problèmes. «C'est pas encore gagné, il reste beaucoup de choses à faire... En fait, on ne fait que commencer, mais on sait maintenant que les gens veulent s'impliquer», mentionnent encore les résidentes, heureuses des étapes franchies jusqu'ici et confiantes pour la suite des choses.

Le quartier Duff-Court

Ce qu'on appelle le quartier Duff-Court, à Lachine, c'est une sorte d'enclave jouxtant l'autoroute 20, soit la rue Duff Court entre la 14^e et la 24^e avenue. Le quartier est constitué de plusieurs immeubles à logements : 27 grands immeubles de 5 étages comptant chacun 50 logements. Huit de ces immeubles sont des HLM (400 logements), les 19 autres sont des immeubles privés. Duff-Court, c'est 2075 résidents, dont 700 habitent des logements sociaux (HLM).

La population de Duff Court :

- Population jeune : l'âge moyen est de 35,1 ans, alors qu'il est de 39,8 ans dans Lachine;
- Les femmes constituent 55% de la population, 60% dans les logements sociaux;
- Jeunes et enfants y sont nombreux : 22% de la population est composée des 0-14 ans, par rapport à 17% pour Lachine;
- Une majorité (61%) de familles avec enfants sont monoparentales, cette proportion monte à 84% dans les logements sociaux;
- Les communautés culturelles sont de plus en plus présentes et constituent maintenant un fort pourcentage de la population (les minorités visibles représentent 15% de la population) et les relations interculturelles ne sont pas faciles;
- Les revenus (des ménages et des personnes) sont largement inférieurs à ceux de la population de Lachine. Le revenu moyen des ménages se situait à 18 264\$ (9 642\$ dans les loge-

ments sociaux) alors que, pour la même période, le revenu moyen à Montréal s'établissait à 40 847\$. Il existe un écart marqué entre les revenus des résidents des logements sociaux et ceux des logements privés. On a assisté à une diminution des revenus entre 1991 et 1996. Les transferts gouvernementaux (majoritairement de la sécurité du revenu) comptent pour 30,4% des revenus de la population de Duff Court contre 13,2% comme moyenne pour Lachine;

- Le niveau de scolarité des résidents de 15 ans et plus du quartier Duff Court est nettement inférieur à celui de Lachine : 35% des résidents des logements sociaux ont moins d'une 9^e année, comparativement à 25% dans les logements privés et 19% pour Lachine;
- Le taux de chômage atteint 41,7% (1996) dans les logements sociaux, contre 13,2% dans les logements privés et 10,6% dans Lachine.



photo : ACOR

Les problèmes dans le quartier

Les problèmes vécus par les personnes qui vivent à Duff Court ? Ils sont nombreux. D'abord l'insécurité : les résidents ne s'y sentent pas en sécurité car, comme dans d'autres secteurs défavorisés, on retrouve dans Duff Court la consommation de drogues et d'alcool, des attroupements de jeunes, de la violence, du vandalisme, ainsi que de multiples vols qui surviennent régulièrement. D'autres problèmes sont liés à ce que les résidents appellent la détérioration du quartier, des immeubles et des logements. On déplore le manque d'entretien des immeubles, des problèmes de salubrité et de malpropreté. Le bruit fait aussi partie des problèmes mentionnés par une forte majorité (92%) des résidents. Quant aux familles, la pauvreté, la faim, le manque d'activités et la violence familiale sont au nombre des problèmes vécus par les familles de Duff Court, selon l'avis d'une majorité (70%) de résidents.

interventions ponctuelles ne constituent pas nécessairement une base solide pour des interventions stratégiques à plus long terme. Ces constats furent à la base de la mise en place d'un Comité des partenaires pour le projet de la Duff Court.

Rapidement, les membres du Comité des partenaires pour le projet de la Duff Court conviennent qu'il est important de mieux connaître les besoins de la population. C'est le Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ) qui réalise l'étude de besoins. Outre l'identification des besoins, la démarche du CIRQ a révélé que les résidents voulaient s'impliquer afin de résoudre les problèmes qu'ils avaient identifiés. Le CIRQ en vient donc à recommander au Comité des partenaires la création d'un comité de vie de quartier. La proposition est reçue et acceptée par les partenaires et c'est le CLSC du Vieux La Chine qui est mandaté pour

Le Comité de vie de quartier Duff Court (COVIQ)

En décembre 1999, le Comité de vie de quartier Duff Court (COVIQ) voit le jour lors d'une assemblée publique où plusieurs résidents expriment leur volonté de s'impliquer. Le COVIQ sera ensuite incorporé le 23 mai 2000. Le mandat du COVIQ est de travailler à améliorer la qualité de vie de la population du quartier Duff Court. Le texte de présentation du COVIQ mentionne les visées de l'organisme :

- développer des actions collectives afin de réduire le niveau élevé d'insécurité du secteur;
- offrir sur place des activités et des services directs afin de répondre aux besoins sociaux (pauvreté, isolement, compétences parentales...);
- mettre fin à la détérioration et au délabrement du quartier;
- faciliter le rapprochement entre les diverses communautés culturelles;
- promouvoir et défendre les intérêts des résidents et résidentes du secteur;
- susciter et de faciliter l'implication des résidents et résidentes dans la réalisation des objets et dans tous les aspects du fonctionnement de la corporation;
- favoriser la concertation des partenaires du milieu vers la réalisation des objets.

Le COVIQ, c'est d'abord l'implication des résidentes et résidents

Ce qui caractérise le COVIQ, c'est d'abord cette volonté des résidents et résidentes qui dirigent l'organisme de s'impliquer dans des actions concrètes et de favoriser l'implication de la population du secteur.

Les activités du COVIQ

Le COVIQ travaille dans des conditions difficiles : l'organisme ne dispose pas d'un local permanent pour ses activités (il est hébergé dans les locaux du chalet de la piscine pour une partie de l'année) et son financement est insuffisant et toujours incertain. Le problème de local devrait être solutionné sous peu, si l'on en croit le représentant de l'OMHM présent lors de la rencontre. Malgré tout, l'organisme est très actif. Les activités de l'organisme portent sur trois enjeux prioritaires, soit la sécurité dans le quartier, les activités pour l'ensemble des



photo : ACOR

Rencontre avec les responsables de la COVIQ

Intervenir à Duff Court?

Les organisations appelées à intervenir dans le secteur sont nombreuses : CLSC, Centres jeunesse, Carrefour jeunesse emploi, Office municipal d'habitation, les policiers, la Ville, les organismes communautaires d'entraide, ceux qui interviennent auprès des jeunes. Ces organisations sont actives dans le quartier et connaissent bien les problématiques qui y sont présentes, mais les

veiller à l'implantation d'un tel comité de vie de quartier. On s'entend au départ que le dit comité de vie de quartier doit être composé de résidents, les organismes du milieu, notamment le CLSC du Vieux La Chine, la Police de quartier, l'Office municipal d'habitation, le Foyer Lachine (Centre jeunesse) et la Ville, doivent agir en soutien au Comité.



photo : ACOR

résidentes et résidentes et l'embellissement du quartier. Ces priorités sont portées par des comités de travail.

La sécurité

Identifiée comme un problème important dans le secteur, l'insécurité vécue par les résidents et résidentes est un enjeu de taille. Plusieurs actions ont été menées par le comité sécurité du COVIQ. En vue de contrer les vols, les actes de violence et le vandalisme, on a obtenu que les portes des immeubles soient verrouillées la nuit et que l'accès aux garages soit limité, ce qui réduit les risques de vols et de violence. Mais cela empêche aussi les attroupements de jeunes dans ces lieux, des jeunes à qui, en contrepartie, il faut bien offrir un lieu pour se rassembler. Le comité sécurité a également obtenu que l'éclairage extérieur soit amélioré dans les rues du quartier. On a aussi mis en place un projet de locataires-surveillants dans chaque immeuble des HLM, un projet difficile à maintenir en raison des pressions exercées à l'occasion sur ces locataires-surveillants. Le comité sécurité cherche également à ce que soit augmentée la présence policière dans le quartier, soit par des patrouilles à pied ou en vélo.

Les activités

Même si les lieux propices à l'organisation d'activités font cruellement défaut dans le secteur, le comité "activités" réussit néanmoins à organiser des activités régulières tous les jours de la semaine : activités à l'intention des enfants (bricolage, cinéma, lieu pour faire les devoirs et les leçons...), des activités

d'échange à l'intention des parents (Pause-parents) et des activités visant les adolescents et les jeunes (dances, jeux, soirée vidéo, lieu favorisant les échanges entre jeunes). D'autres activités visent la population en général, comme les fêtes de quartier (fête de Noël, épluchette de blé d'inde,...), les sorties sociales (cabane à sucre), l'artisanat ou les jeux de société. D'autres activités (Toast-jasette) visent à permettre des échanges entre les résidents ou encore à les informer (Soirées d'information).

L'embellissement du quartier

Les actions du comité ont d'abord visé à freiner la détérioration du quartier. Des corvées de nettoyage du quartier ont lieu régulièrement. Le seul parc présent dans le quartier était depuis longtemps vétuste alors que les jeux pour enfants étaient délabrés et même dangereux. Le

parc a été entièrement rénové, les équipements de jeux ont été changés et un espace de jeu de basket-ball a été aménagé pour les plus jeunes. De plus, le comité "embellissement" a travaillé afin que les résidents et résidentes garnissent leur balcon de fleurs durant la saison estivale.

Les choses changent, peu à peu...

Tout n'est pas changé. Le quartier Duff Court demeure un quartier difficile, mais les résidents et résidentes sont dorénavant confiants. *«On a réussi à changer de petites choses, on a réussi à obtenir des changements provenant de la ville, de la police et de l'OMH. On a aussi réussi à attirer des centaines de participants lors de certaines de nos activités. De plus en plus de résidents participent à nos rencontres et acceptent de s'impliquer, de prendre en charge des projets et des activités. C'est de voir que les gens veulent s'impliquer qui nous rend confiants. Avant, ce qu'on souhaitait, c'était de pouvoir quitter un jour la Duff Court. Maintenant, il y a des gens qui, non seulement ne veulent pas quitter la Duff Court, mais qui se disent fiers d'y habiter. C'est pas encore gagné, il reste beaucoup de choses à faire, mais on pense qu'on peut y arriver».*

Il faut avoir vu la fierté dans les yeux de ces résidentes pour comprendre réellement la détermination qui les habite. ■■■

Pour information :

Comité de vie de quartier Duff Court
a/s Rouzier Métellus, coordonnateur
Téléphone 514-634-5055



photo : ACOR

Des projets, des actions...

Une démarche unique à Montréal-Nord

par Suzanne Décarie

À Montréal-Nord, un projet mobilise les forces vives de la communauté, les institutions locales et les instances gouvernementales. Tous ces gens partagent une même vision et se sont engagés à lutter ensemble contre la pauvreté et à améliorer les conditions de vie des personnes démunies de l'arrondissement.

La conjoncture était favorable. La Conférence administrative régionale (CAR) de Montréal, dont le mandat est d'harmoniser les interventions des différents ministères et organismes gouvernementaux sur son territoire, venait de réunir ses principaux membres intervenant en développement social en un comité qui se donnait la lutte à la pauvreté comme priorité. À Montréal-Nord, les organismes du milieu, réunis en concertation autour de Montréal-Nord en santé, se penchaient sur des solutions concrètes de lutte à la pauvreté.

« Les membres de la CAR-Développement social souhaitaient explorer une approche intersectorielle visant à développer des interventions intégrées dans des territoires où se concentrent de multiples facteurs de défavorisation », explique Danièle Aveline, conseillère au ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAMM).

Pour mieux cibler ses interventions, la CAR-DS a dressé le portrait des clientèles démunies tout en répertoriant les investissements consentis sur l'île de Montréal par le gouvernement. On s'est ainsi aperçu que l'État injectait près de 1 milliard 630 millions dans des champs d'intervention variés –éducation, emploi, logement, services communautaires..., dont 900 millions en prestations d'assistance-emploi. On a aussi constaté que le portrait de pauvreté de certains territoires avait très peu changé au fil des ans, malgré des investissements publics et régionaux importants. C'est alors que s'est imposée la nécessité d'agir autrement, de façon globale et concertée.

Montréal-Nord : un lieu d'expérimentation

Montréal-Nord a été retenue pour être le lieu d'expérimentation du projet nommé Démarche-Action de la CAR-DS qui offrait aux intervenants et organismes du milieu un cadre de référence et d'intervention et leur proposait une façon de faire unique fondée sur une volonté régionale de mieux se concerter.

Le choix de ce quartier s'est imposé « À cause de la découverte d'une poche de grande pauvreté qu'on soupçonnait peu et de la solidarité communautaire ; Montréal-Nord en santé compte plus de 25 partenaires », explique Daniel L'Écuyer, représentant de l'arrondissement. À cause aussi de la concordance unique des territoires administratifs de l'arrondissement, du CLSC, de la Sécurité du revenu et d'Emploi-Québec. Du fait aussi que Montréal-Nord ne comptait pas parmi les territoires ciblés par l'ancienne ville de Montréal, car tout cela se passait alors même que la Ville venait de se joindre à Montréal.

Des projets en mouvement

La CAR-DS n'a pas imposé de projets d'intervention à la communauté. Elle a plutôt invité les gens du milieu, déjà en concertation, à identifier un ou deux projets intersectoriels en s'engageant à les soutenir au mieux à l'intérieur de l'appareil gouvernemental. C'est ainsi que Montréal-Nord a soumis deux projets visant le développement social et la lutte à la pauvreté, sur lesquels travaillaient déjà plusieurs partenaires : les projets *Soutien aux jeunes familles socio-économiquement défavorisées* de Montréal-Nord et *Un Itinéraire pour tous*.

Projet Soutien aux jeunes familles

« Dès qu'on parle de lutte à la pauvreté, on parle de développer et d'actualiser le potentiel des parents, de favoriser le développement des enfants et on parle de formation », dit Édith Sauvageau, répondante du projet *Soutien aux jeunes familles socio-économiquement défavorisées* et directrice de 1,2,3 Go! Montréal-Nord. Elle rappelle que près de 50 % des enfants du quartier ont un an de retard en 5^e année, que 53 % des jeunes ne terminent pas leur secondaire, et que les risques d'échec scolaire y sont de 53 % comparativement à 15 % dans la population en général.

Ce projet vise donc à outiller les jeunes familles pour qu'elles puissent lutter contre la pauvreté. On souhaite ainsi éviter qu'elle se perpétue d'une génération à l'autre. Un premier volet vise les jeunes parents défavorisés. Un second s'adresse aux enfants de ces jeunes parents et un troisième, les tout-petits de l'arrondissement (pas moins de 5 000 en préscolaire). « On commence avec les enfants pour qu'ils aient plus de chance de sortir du cercle de la pauvreté et pour voir des changements dans nos écoles dans dix ans », note Daniel L'Écuyer.

La CAR et la CAR-DS?

La **Conférence administrative régionale** (CAR) a pour mandat d'assurer la concertation et l'harmonisation ministérielles en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur le territoire, dans ses dimensions économique, sociale et culturelle. Pour réaliser la dimension sociale de son mandat, la CAR de Montréal a formé un comité de travail, nommé **CAR-Développement social** (CAR-DS) formé de ses membres qui jouent un rôle dans le développement social.



photo : ACOR

Les représentants et représentantes des partenaires associés aux deux projets

Le premier volet favorise donc l'insertion au marché du travail de jeunes parents démunis de 25 ans et moins dans des emplois valorisants. Pour y arriver, certains passeront par l'orientation professionnelle, complétée d'une formation préparatoire à l'emploi et d'un stage d'intégration à l'emploi. D'autres feront un retour aux études pour obtenir un diplôme de secondaire V ou le préalable au diplôme de formation professionnelle. Pour les aider à persévérer, tous seront accompagnés dans leur démarche. On les suivra et on les mettra en contact avec des ressources, si nécessaire.

Déjà en mars, une trentaine de jeunes mères ont intégré *Ma place au soleil* au Centre Louis-Frédette. Offert aussi dans d'autres commissions scolaires, *Ma place au soleil* est le résultat d'une action concertée des partenaires gouvernementaux, institutionnels et communautaires afin de faciliter le retour aux études des jeunes mères. On trouve des places en garderie pour leurs petits, on défraie les services de garde, les manuels scolaires et le transport. À Montréal-Nord, on s'apprête à leur fournir un service de transport, car on sait que ce n'est pas facile de parcourir de longues distances avec une poussette, un ou des enfants, des sacs d'école et de couches... et on ne veut pas qu'elles se découragent. Toutes bénéficient du soutien constant de

l'intervenante psychosociale Isabelle Alexandre.

« *C'est une mère pour nous* », disent les filles qui, de toute évidence, l'adorent. Elle les suit de près, les pousse, observe leurs résultats scolaires, rencontre leurs profs, ne les laisse pas se démoraliser... « *Je suis là pour les soutenir dans leurs études. Avec elles, je regarde comment ça se passe à la maison, à l'école, dans leur vie personnelle... Parce que si ça ne va pas à la maison, ça n'ira pas à l'école non plus.* » Elles sont 33 inscrites à *Ma place au soleil*. La majorité ont deux enfants qu'elles élèvent seules. Chaque matin, elles se rencontrent pour faire le bilan, discuter de gestion de stress, de colère, de peur, de relation parent enfant..., et parler des activités. Car mères et enfants bénéficient aussi d'activités sociales, de loisir, d'éducation.

D'autres jeunes mères ont déjà profité d'une session d'orientation auprès d'Isabelle Crête, conseillère en orientation-emploi à Carrefour jeunesse-emploi. « *Elles sont là pour se reconnaître, identifier leurs acquis, découvrir ce qu'elles ont envie de faire. Certaines retourneront aux études, d'autres se dirigeront vers des stages ou vers le marché du travail.* »

Projet Un itinéraire pour tous

Un *Itinéraire pour tous* est un projet de revitalisation du secteur Nord-Est de l'ar-

Quelques éléments du portrait socio-économique de Montréal-Nord*

- 83 600 habitants en 2001 dont 55 % de femmes
- Familles monoparentales : 40 % (32 % à Montréal)
- Personnes de 15 ans et plus sans diplôme d'études secondaires : 46 % (32 % à Montréal). Six écoles très défavorisées selon l'indice du Conseil scolaire de Montréal
- Revenu moyen des ménages : 31 659 \$ (40 847 \$ à Montréal)
- Personnes vivant sous le seuil de faible revenu : 41 % (35 % à Montréal). Arrondissement comptant le plus de personnes pauvres, soit 33 115

*Source : *Montréal-Nord en santé. Développement des communautés locales, portrait des concertations de quartier à Montréal*. Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Montréal Centre, janvier 2003.

rondissement et d'appropriation du quartier par les résidents.

Le secteur Nord-Est compte la concentration la plus importante de personnes démunies socio-économiquement. C'est le quartier de Montréal-Nord où l'on retrouve le plus de sous-scolarisation, de pauvreté, de monoparentalité, de signalements retenus à la Direction de la protection de la jeunesse. Ses résidents cumulent plusieurs facteurs de défavorisation, le tissu social se désagrège, la criminalité est une réalité quotidienne. Et il n'y a aucun espace pour des ressources communautaires. On s'apprête à y construire un centre socio-communautaire multifonctionnel qui devrait être ouvert sept jours/semaine et où toute la population de l'arrondissement trouvera un milieu de vie, des activités et des services qui répondent à ses besoins et intérêts. « *On veut un lieu polyvalent, intergénérationnel, interculturel que se partagent les organismes communautaires et institutionnels* », précise Lise St-Jean, chargée du projet Démarche-Action.

Mais ce qu'on veut avant tout, c'est impliquer les citoyens dans l'aménagement de ce milieu de vie pour que le quartier change peu à peu. « *Ce qui im-* (suite en page 50)

Octobre 2003: Première rencontre interrégionale en développement social

par Michel Morel

La démarche de réflexion sur le développement social tenue en 1997 et 1998 a été à l'origine de travaux importants dans un grand nombre de régions du Québec. Qu'il s'agisse de Tables de partenaires en développement social, de comités régionaux, de forum régional ou encore d'entente spécifique, la question du développement social demeure un enjeu de taille dans une majorité de régions et continue de mobiliser les acteurs. Par ailleurs, plusieurs éléments du contexte actuel, comme l'adoption récente d'une Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Loi 112) et l'adoption prochaine d'un plan d'action national en matière de lutte contre la pauvreté, ou encore, au plan régional, l'existence d'ententes spécifiques en développement social, contribuent à réaffirmer la pertinence et l'importance des actions locales et régionales en développement social.

Cinq ans après la tenue des forums, plusieurs intervenants régionaux estiment qu'il y a lieu de faire le point sur les travaux réalisés sur le terrain et de permettre aux représentants des différentes régions d'échanger sur leurs expériences et leurs démarches. Le projet de rencontre interrégionale est porté par trois organisations, soit le Comité régional en développement social Centre-du-Québec, le Consortium développement social Mauricie et la Table des partenaires du développement social de Lanaudière.

«On a plusieurs objectifs pour une rencontre comme celle-là. D'abord permettre aux intervenants d'échanger sur leurs démarches respectives, sur les ententes spécifiques ou de collaboration qui existent dans les régions, d'échanger aussi sur les stratégies, sur les moyens retenus, sur les projets en cours, sur les structures de fonctionnement, sur les outils de formation, sur les instruments financiers ainsi que sur



France Fradette et Michelle Doucet

les résultats des travaux menés. On veut également connaître les orientations du gouvernement et des organisations nationales en matière de développement social. Pour cela, on demandera la participation de représentants d'acteurs nationaux comme le Comité ministériel sur le développement social, le Conseil de la santé et du bien-être, l'Association des régions du Québec, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la Table nationale des CDC, le Réseau québécois des Villes et villages en santé de même que des directions de santé publique» mentionne France Fradette, du Comité régional en développement social Centre-du-Québec, porte-parole du comité organisateur.

«Une rencontre de ce type permettrait aux intervenants d'être mieux informés sur les pratiques qui ont cours sur le terrain, sur les obstacles rencontrés ainsi que sur les façons de faire. Cela permettrait aussi le réseautage et l'échange d'expertises» continue Michelle Doucet, également du Comité régional en développement social Centre-du-Québec.

Cette rencontre, d'une durée de deux jours, est prévue pour octobre prochain. Le Comité organisateur devrait officialiser le projet prochainement et rendre public ensuite les détails du programme de la rencontre. C'est à suivre. Bien sûr, le bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL couvrira l'événement. ■■■

Une démarche unique

(suite de la page 49)

porte avant tout, c'est ce qu'on va faire dans cette bâtisse et la façon dont on va la gérer », souligne Daniel L'Écuyer.

Une façon de faire différente

« Peu d'interventions se font dans une approche globale. Et si des collaborations se font çà et là entre les ministères et organismes, on ne peut parler d'approche intersectorielle », constate Danièle Aveline. Or la Démarche-Action, elle, s'inscrit vraiment dans une approche territoriale, multisectorielle et multiréseau : les ministères ne travaillent pas en vase clos, mais ensemble sur un même territoire.

« Tout le monde veut que ça fonctionne. Il y a une réelle volonté politique qui va jusqu'à un assouplissement des cadres », remarque Daniel L'Écuyer. Les ministères essaient d'assouplir leur fonctionnement pour répondre ensemble aux besoins de la communauté. Par exemple, si une des femmes constate qu'elle aurait dû entreprendre une démarche d'emploi plutôt que de s'inscrire aux études, on la transfère de programme, ce qui n'aurait pu se faire avant.

Selon le représentant de l'arrondissement Montréal-Nord, au-delà des projets, la démarche en elle-même est intéressante. « Il a fallu solliciter la concertation d'une quinzaine d'organismes qui n'étaient pas habitués à travailler ensemble, dit-il. On a maintenant des réunions où l'on ne parle que de nos projets communs », constate-t-il.

Évaluation

Le projet va durer au moins trois ans durant lesquels l'Observatoire montréalais des inégalités sociales et de la santé de la Direction de la santé publique à la Régie régionale de Montréal-Centre procédera à son évaluation à tous les niveaux. On s'attardera tant aux résultats qu'à la démarche. On évaluera si la volonté des ministères de travailler entre eux et avec les partenaires aura changé la donne ou pas, si le temps consacré à agir ensemble rapporte quelque chose ou non. ■■■

NOUVELLES BRÈVES

L'organisation communautaire en CLSC

PAR SYLVAIN LAROUCHE ET RENÉ LACHAPELLE

Le 21 mars 2003, Le Regroupement Québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et centre de santé (le RQIIAC) a lancé un ouvrage publié aux Presses de l'Université Laval: *L'organisation*



communautaire en CLSC, cadre de références et pratiques, sous la direction de René Lachapelle, organisateur communautaire et président du RQIIAC. Cet ouvrage, fruit d'une réflexion ayant impliqué les organisateurs et travailleurs communautaires de toutes les régions du Québec, présente le Cadre de référence adopté le premier juin 2002 par l'assemblée générale du RQIIAC et une quarantaine de récits de pratiques locales d'organisation communautaire.

Cette publication marque quinze années d'une communauté de pratique au cours desquelles se sont tenus huit colloques dont un international, publié plus de soixante numéros d'une revue qui présente des expériences et favorise la réflexion sur les enjeux, développé un site internet sur lequel on peut aller chercher aussi bien des documents que des liens internationaux sur l'organisation communautaire, mis en place des listes courriels, et surtout développé des dynamiques régionales qui supportent l'action.

Avec la publication de cet ouvrage, le RQIIAC veut élargir le cercle de son action et fournir un outil à toutes les personnes qui assument aujourd'hui dans les collectivités québécoises des tâches d'agent de développement dans la perspective de contribuer à l'émergence de nouvelles pratiques démocratiques et au développement social.

On peut se procurer le livre dans les bonnes librairies et avoir plus d'informations sur le RQIIAC sur le site internet : www.rqiiac.qc.ca ■■■

4^e Congrès national de l'Association des régions du Québec

Le congrès s'est tenu les 29 et 30 mai dernier. Nous reproduisons ici des extraits du communiqué diffusé par l'ARQ pour annoncer le Congrès.

« **Tout un monde dans les régions** », le thème de notre Congrès, évoque le travail de ces milliers de femmes et d'hommes qui s'investissent dans le développement de leur région et de leur communauté et qui se donnent le droit à la différence dans les manières de faire, de s'organiser et de se gouverner.

Lors du *Rendez-vous national des régions*, nos membres, les Conseils régionaux de développement (CRD) se sont vus confier le mandat de proposer, en collaboration avec leurs partenaires, des modèles de régionalisation à la carte c'est-à-dire, une organisation et une gouvernance du développement de leur région qui correspond davantage à leurs réalités sociale, économique, culturelle et géographique.

Depuis longtemps déjà, les régions aspirent et demandent à prendre en charge les leviers de leur développement afin d'être en mesure de mieux mettre à profit les efforts de l'ensemble des forces vives régionales, tant ceux des représentants de la société civile que des élus, députés de l'Assemblée nationale, maires et préfets et élus du milieu scolaire.

Le mouvement actuel en faveur d'une plus grande régionalisation constitue un courant important pour les gens qui travaillent à développer leur région. Il signifie que nous avons, aujourd'hui plus que jamais, la possibilité de questionner les façons de faire. Il s'agit, de plus, d'une autre étape en faveur d'une occupation dynamique de tout le territoire québécois qui permettra également à tous les citoyens et citoyennes, dans un souci de qualité de vie et d'équité, d'avoir accès à tous les services dans des conditions similaires et de bénéficier d'opportunités comparables de développement

dans leur milieu.

Ce quatrième Congrès national de l'ARQ sera l'occasion par excellence de choisir collectivement les bases des nouveaux partenariats entre le gouvernement, la région et le milieu, où tous se sentiront solidairement responsables des résultats. Ce sera aussi l'occasion de prendre position sur : « *Qui fait quoi et qui est le mieux placé pour le faire, avec quelles ressources et par quels moyens ?* ».

Réunir les ingrédients de la régionalisation nécessite, selon nous, de parler d'imputabilité, d'équité, de subsidiarité, de responsabilisation des paliers local et régional, de partenariat et de complémentarité des territoires.

Il faut également faire jouer les forces du territoire au lieu de prendre les décisions d'en haut et de loin, car c'est à l'échelle des territoires que peuvent être mises en place des solutions originales et adaptées. C'est à l'échelle des appartenances locales et régionales que s'envisagent les solidarités qui fondent toute vie en société.

Le droit démocratique des personnes s'exerce de deux façons : par l'exercice du droit de vote et celui du droit d'association qui permet d'influencer les lieux de pouvoir à travers les organisations que les citoyennes et les citoyens se sont données.

Cet événement national s'adresse à l'ensemble des acteurs qui s'intéressent au développement des régions du Québec.

Christine Émond Lapointe
Présidente de l'ARQ ■■■



NOUVELLES BRÈVES

Centre de santé municipal La Doré Un projet-pilote pour établir un programme national

PAR VÉRONIQUE GAUTHIER, FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS

La Fédération Québécoise des Municipalités (FQM) a initié un projet-pilote à La Doré, au Lac-Saint-Jean, dans le but de définir des cadres de référence qui serviront à proposer au gouvernement du Québec un programme de soutien à la mise en place de centres de santé municipaux, et ce, pour toutes les municipalités du Québec intéressées à se doter d'un tel service.

C'est après avoir sondé ses membres que la FQM a réalisé que près de 200 petites municipalités avaient des besoins de base en matière de services de proximité en santé. D'une part, on sait que la loi 113, portant sur les services de santé, précise que toute personne au Québec a droit à l'accès aux services de santé. D'autre part, la Politique de la ruralité souligne que «*le ministère de la Santé et des Services Sociaux prendra en compte la spécificité des besoins des milieux ruraux dans ses orientations, dans ses politiques et programmes, dans sa planification et dans l'organisation des services sur le territoire*» (page 45).

Certaines municipalités, dont Sainte-Thècle et Saint-Cyrille-de-Wendover, se sont déjà dotées de centres de santé coopératifs. Toutefois, elles ont dû en assurer elles-mêmes le financement, ce qui n'est pas une voie à suivre puisque cela encourage l'inégalité d'accès aux soins de santé en obligeant certains citoyens, hors des grands centres urbains, à payer plus cher pour avoir accès à des services de base auxquels ils ont légalement droit.

Pour la FQM, la formule des centres de santé municipaux s'inscrit parfaitement dans le mouvement de mise en place des groupes de médecine familiale (GMF). En effet, l'orientation actuelle proposée par le gouvernement, qui privilégie le déplacement des médecins plutôt que le déplacement des pa-

tients, suppose que des lieux soient aménagés pour recevoir ces médecins «itinérants», ce qui constitue une raison supplémentaire de vouloir proposer un programme de financement national.

Le projet à La Doré

Les citoyens de La Doré doivent actuellement parcourir 84 km pour obtenir des soins de l'hôpital de Roberval. Ils ne disposent pas de services de base permettant de répondre à des besoins minimaux en matière de santé. Toutefois, la municipalité dispose d'un Centre d'accueil pour personnes âgées, reconnu par la Régie régionale comme une ressource intermédiaire. Cette reconnaissance assure que l'Hôtel-Dieu de Roberval réfère à La Doré les personnes en perte d'autonomie, et ce, avec les budgets afférents pour maintenir les services aux personnes âgées.

La municipalité de La Doré a donc pris l'initiative de s'attaquer au problème et de développer une expertise à partir de sa situation qui sera proposée au gouvernement pour soutenir d'autres communautés. Pour ce faire, elle a décidé d'acquérir le Centre d'accueil pour personnes âgées et d'y aménager des locaux pourvus d'équipements qui permettront d'accueillir divers professionnels de la santé. Selon M. Jacques Asselin, maire de La Doré, ce centre de santé municipal consolidera l'offre de services de santé à toute la population.

La FQM, qui appuie La Doré dans ses démarches depuis ses débuts, interviendra auprès des instances gouvernementales en vue d'obtenir le soutien financier nécessaire à la réalisation du projet.

Par ailleurs, la municipalité a demandé aux ministères des Régions, de la Santé et des Services sociaux et des Affaires municipales que le projet pilote s'inscrive comme étant une expérience de décentralisation, tel que l'autorise la loi 137.

La municipalité a également décidé de mettre sur pied un organisme sans but lucratif ou une coopérative de solidarité pour gérer tous les services offerts dans le centre d'hébergement, soit les services de pavillon et

d'hébergement pour personnes âgées, les services de santé incluant des soins infirmiers et de premiers répondants ainsi que des services complémentaires en santé, tels l'optométrie, la physiothérapie, la médecine dentaire, et d'autres services communautaires que la municipalité trouvera essentiels au bien-être et à la santé de sa population.

Un projet rassembleur

Pour réaliser le projet-pilote, des intervenants locaux, soit la municipalité de La Doré, le préfet de la MRC du Domaine-du-Roy, M. Bernard Généreux, la Coopérative de soins domestique Domaine-du-Roy, le CLSC et le député M. Benoît Laprise, et nationaux, soit la Fédération des coopératives de services à domicile du Québec qui travaille de concert avec la FQM, ont réuni leur expertise pour l'élaboration d'un plan d'affaires financés par le CLD du Domaine-du-Roy.

La FQM espère que ce projet-pilote servira de référence aux autres municipalités du Québec aux prises avec des réalités semblables en matière de desserte de services de santé. ■■

Nomination d'une nouvelle secrétaire générale au Conseil de la famille et de l'enfance

La présidente du Conseil de la famille et de l'enfance, Mme Nicole Boily, a le plaisir d'annoncer la nomination de Mme Isabelle Bitadeau au poste de secrétaire générale du Conseil de la famille et de l'enfance. Après des études de maîtrise en psychologie et un diplôme d'études supérieures spécialisées en psychopathologie, Mme Bitadeau est venue au Québec en 1987. Depuis mars 2002, elle agissait comme agente de recherche au Conseil de la famille et de l'enfance. ■■



INFORMATION DE DERNIÈRE HEURE

Le projet de Coop de santé municipale de La Doré s'est mérité le Prix d'excellence de l'année, dans la catégorie engagement communautaire. Ce prix sera remis à la FQM par le Conseil du patronat du Québec.

LE PRIX HOMMAGE BÉNÉVOLAT-QUÉBEC 6^{ÈME} ÉDITION

Créé en 1997 par le gouvernement du Québec, en collaboration avec la Fédération des centres d'action bénévole du Québec, le prix Hommage bénévolat-Québec est une reconnaissance officielle décernée pour souligner l'engagement exceptionnel de femmes et d'hommes envers leurs concitoyennes et leurs concitoyens ainsi que l'apport social d'organismes communautaires issus de toutes les régions du Québec.

Hommage bénévolat-Québec comporte trois catégories. La catégorie "*Bénévole en action*" met en lumière la contribution de bénévoles qui se sont distingués par leur engagement au mieux-être de la collectivité. La catégorie "*Organisme en action*" souligne l'apport d'organisations qui, par leur action et la gestion efficace de leurs bénévoles, contribuent à l'amélioration de la qualité de vie au sein de leur communauté. La catégorie "*Jeune Bénévole – prix Claude-Masson*" rend hommage à cinq personnes âgées de 18 à 30 ans qui, par leur engagement exceptionnel, participent volontairement à des activités bénévoles dans leur milieu. Vice-président et éditeur adjoint au quotidien La Presse, feu Claude Masson était reconnu depuis de nombreuses années pour son soutien à l'égard de l'action bénévole. ■■■

Catégorie « Bénévole en action »

BAS SAINT-LAURENT : M^{me} Lise Rousseau
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : M^{gr} Léonce Bouchard
CAPITALE-NATIONALE : M^{me} Yolande Désilets-Bonenfant
MAURICIE : M^{me} Gisèle Larochelle
ESTRIE : M. Jean-Guy Dépôt
MONTRÉAL : M^{me} Andrée Lavallée-Legault
MONTRÉAL : M. Ron Rayside
MONTRÉAL : M^{me} Twinkle Rudberg
OUTAOUAIS : M^{me} Marie Saint-André-Hébert
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : M. Rémy Tremblay
CÔTE-NORD : M^{me} Denise Fournier
NORD-DU-QUÉBEC : M. Jean-Eudes Bolduc
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE : Sœur Brenda Keays
CHAUDIÈRE-APPALACHES : M. Roger Doyon
LAVAL : M. André Roussel
LANAUDIÈRE : M. Henri Arnault
LAURENTIDES : M. Réal Richer
MONTÉRÉGIE : M^{me} Doris Croteau-Quenneville
MONTÉRÉGIE : M^{me} Ghislaine Grauls
CENTRE-DU-QUÉBEC : M. François Beaudoin

Catégorie « Organisme en action »

Les récipiendaires sont :

BAS-SAINT-LAURENT : Pro-Jeunes-Est Rimouski-Neigette
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Popote Mobile de La Baie
CAPITALE-NATIONALE : Les Accompagnantes
MAURICIE : Comité d'intégration international universitaire
ESTRIE : Centre d'action bénévole du Haut-Saint-François
MONTRÉAL : Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal

MONTRÉAL : PROMIS (PROMotion-Intégration-Société nouvelle)
MONTRÉAL : Tel-Écoute
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Club des petits déjeuners Renaud-Saint-Martin
CÔTE-NORD : Journal Nouvelles d'icitte
NORD-DU-QUÉBEC : Association À fleur de sein
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE : Société Alzheimer Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
CHAUDIÈRE-APPALACHES : L'Essentiel des Etchemins
LAVAL : Association des bénévoles du CLSC-CHSLD Sainte-Rose-de-Laval
LANAUDIÈRE : L'Association Un cœur pour tous de Lanaudière inc.
LAURENTIDES : Association des personnes avec problèmes auditifs des Laurentides
MONTÉRÉGIE : Les Amis du Crépuscule
MONTÉRÉGIE : Parrainage civique Haut-Richelieu
CENTRE-DU-QUÉBEC : Mouvement des Personnes d'Abord de Drummondville inc.

Catégorie

« Jeune bénévole – Prix Claude-Masson »

Les récipiendaires sont :

CAPITALE-NATIONALE : M. Gabriel Villeneuve
MONTRÉAL : M^{me} Maeve Francoeur
MONTRÉAL : M^{me} Tamara Lang
MONTRÉAL : M^{me} Xue Meng Chen
MONTRÉAL : M^{me} Isabelle Primeau
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : M^{me} Marie-Michèle Fontaine
LAURENTIDES : M. Patrick Kearney
MONTÉRÉGIE : M^{me} Agata Szlanta

Source : Ève Desmarais, Direction des communications du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)

ALAIN POIRIER : NOUVEAU DIRECTEUR NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE

Le Dr Alain Poirier, spécialiste en médecine interne et en santé communautaire oeuvrant depuis plus de quinze ans dans le réseau de la santé publique, fut nommé, le 27 janvier dernier directeur national de santé publique et sous-ministre adjoint à la Direction générale de santé publique au ministère de la Santé et des Services sociaux.



Professeur adjoint de clinique au département de médecine sociale et préventive à la faculté de médecine de l'université de

Montréal, il participe aussi à des missions à l'étranger comme consultant et enseignant en santé internationale. Au cours des quatre dernières années, il a œuvré comme médecin conseil à l'Institut national de santé publique du Québec et comme conseiller en santé publique au ministère de l'Environnement et de l'Eau du

Québec. Il est aussi connu du public pour son rôle d'animateur et de chroniqueur de la santé auprès de divers médias écrits et électroniques. ■■■

30 ANS D'ACTION, ÇA PORTE FRUIT !

Lors de son dernier colloque, qui s'est tenu les 23, 24 et 25 mai dernier, le Conseil du statut de la femme a jeté un œil sur le chemin parcouru par le Québec depuis 30 ans. On en a profité pour célébrer les moments forts et découvrir les avancées. Un moment important pour mieux envisager l'avenir. ■■■



NOUVELLES BRÈVES

Semaine des personnes handicapées

Sous le thème *Ensemble... Tout le monde y gagne*, la Semaine québécoise des personnes handicapées constitue une excellente occasion de sensibiliser la population et les différents acteurs de la société aux difficultés qui vivent encore trop souvent les personnes handicapées. Du 1^{er} au 7 juin, on y pense et on agit ! ■■■

(www.ophq.gouv.qc.ca sous la rubrique SQPH)



Un artisan du développement social part à la retraite

Guy Cousineau, directeur du développement social et communautaire au Conseil régional de développement de l'île de Montréal (CRDÎM) depuis 1995, prend une retraite bien méritée à compter de juin prochain. Après une carrière bien remplie dans le monde syndical - il a notamment été Secrétaire général du Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain (anciennement le CTM) pendant plusieurs années - Guy a mis son expérience et sa connaissance des dynamiques et des réseaux institutionnels et communautaires au service de l'ensemble des partenaires du CRDÎM. En plus du développement social, Guy chapeautait les travaux du CRDÎM sur les questions reliées aux jeunes, aux aînés, à l'économie sociale et à la famille. ■■■



«MOBILISATION»

THÈME DU CONGRÈS ANNUEL 2003 DE L'ASSOCIATION DES CLD DU QUÉBEC

C'est sur le thème de la mobilisation que porte le Congrès annuel 2003 de l'Association des CLD du Québec qui se tenait les 28, 29 et 30 mai dernier, à Québec.

MOBILISATION des acteurs du développement local : Après cinq ans d'existence, «*plus de 60 000 emplois créés et maintenus*» ainsi que «*des centaines de millions d'investissements en terme de dossiers d'affaires traités*», plus de 2 500 acteurs de la société civile mobilisés pour faire de la Politique de soutien au développement local et régional un levier important pour le développement des milieux. Malgré cette réussite, «*la partie n'est pas gagnée*», semble-t-il, «*plusieurs questions subsistent quant à l'avenir des CLD*». «*C'est pourquoi il apparaît important de faire le point entre nous et nos partenaires. Faire le point et fixer nos priorités de développement fondées sur nos pratiques, nos expériences, nos innovations et nos réussites, mais aussi, en tenant compte de nos erreurs et de nos rêves oubliés*» mentionnait le programme de l'événement.

MOBILISATION des membres de l'Association, une jeune entreprise et, comme pour «*toute jeune entreprise, il est important de faire le point, de préciser sa mission, ses mandats, ses services et son fonctionnement*» mentionne encore le programme.

MOBILISATION autour de la formation et de l'information, alors que le contenu du Congrès offrait aux participants une gamme variée d'ateliers, de forums et de formations. ■■■



NOUVELLE DIRECTRICE GÉNÉRALE À L'ARQ

L'Association des régions du Québec (ARQ) annonce la nomination de Madame Shirley Bishop à titre de directrice générale de la corporation. Madame Bishop est bien connue dans le réseau des CRD et du développement des régions. Elle a notamment œuvré au Cabinet du ministre des Régions et a collaboré à la rédaction de *la Politique de soutien au développement local et régional*. Elle était, jusqu'à tout dernièrement, coordonnatrice de la salle des nouvelles à TVA - Télé 4. Madame Bishop est entrée en poste le 28 avril dernier. ■■■



RICHARD MASSÉ : NOUVEAU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

Depuis janvier dernier, le Dr Richard Massé est le nouveau président-directeur général de l'Institut national de santé publique du Québec. Détenteur d'un doctorat en médecine de l'Université de Sherbrooke (1976), d'une maîtrise en épidémiologie de l'Université McGill (1990), le Dr Richard Massé a consacré la majeure partie de sa carrière à la santé publique.

Jusqu'à janvier, il occupait les fonctions de sous-ministre adjoint à la Direction générale de la santé publique au ministère de la Santé et des Services sociaux (1998-2003) ainsi que de directeur national de santé publique (2001-2003). ■■■

VIENT DE PARAÎTRE

La voie citoyenne : pour renouveler le modèle québécois

Réalisé sous la direction d'Yvon Leclerc (Association des CLD du Québec) et de Claude Béland (Chaire Économie et Humanisme – UQAM), ce premier titre de la collection Économie et Humanisme a pour objectif de faire le point sur le Québec, quinze ans après le rapport des Affaires sociales *Deux Québec dans un* et de proposer des pistes

d'action innovatrices. On y parle d'une décentralisation nécessaire, d'un modèle québécois à renouveler et de solidarités à raffermir. *La voie citoyenne* est le résultat du travail collectif d'un comité de douze spécialistes du développement local (Marc Urbain Proulx, Benoît Lévesque, Robert Filion, Pierre-André Julien, Pierre Drapeau, Camil Bouchard, Paul-Arthur Fortin, Jean Carrière, Lawrence Desrosiers, Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein, Alain Noël). ■■



Yvon Leclerc



Claude Béland

Association des CLSC et CHSLD du Québec

L'espoir des jeunes au coeur d'une publication du CLSC Saint-Hubert

Trente-deux adolescents et adolescentes de l'arrondissement Saint-Hubert de la ville de Longueuil, qui ont surmonté différentes épreuves au cours de leur vie, livrent leurs témoignages d'espoir dans un recueil intitulé *La beauté du monde* édité par le CLSC Saint-Hubert.

Supervisé par André Lafrance, travailleur social, cet ouvrage préfacé par l'explorateur Bernard Voyer est en vente dans les librairies Renaud-Bray, au coût de 5 \$, les profits étant versés à la Fondation du CLSC Saint-Hubert pour soutenir des projets jeunesse. Les institutions désireuses d'en commander des exemplaires peuvent le faire en s'adressant à la Fondation : (450) 443-7400, poste 2246, ou par courriel labeautedumonde@hotmail.com ■■



AU FÉMININ ... À L'ÉCOUTE DE NOS BESOINS

Objectifs ministériels et stratégie d'action en santé et bien-être des femmes

Le ministère diffuse, depuis 1982, des orientations et des plans d'action en santé et bien-être des femmes. Il s'assure ainsi que les engagements gouvernementaux, à l'égard des femmes, sont respectés. Par ailleurs, à certains égards, il va au-delà de ces engagements pour identifier des objectifs que le ministère et son réseau se fixent pour mieux répondre aux besoins des femmes. Ce document constitue le plan de travail du ministère et du réseau en santé et bien-être des femmes. On peut télécharger ce document à partir du site du Ministère de la Santé et des Services sociaux. ■■



CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Le Conseil du statut de la femme vient de rendre public son avis intitulé « *Les conditions de vie des femmes et le développement régional et local dans la région de la Capitale-Nationale* ». Pour réaliser ce document, le Conseil a recueilli et analysé les données les plus récentes, autant quantitatives que qualitatives, et a tenu plusieurs rencontres de consultation avec les partenaires du milieu.

Cet avis, qui trace un portrait détaillé de la situation des femmes, présente également quatre cibles d'intervention ainsi que 39 recommandations qui sollicitent l'action de plusieurs instances régionales et locales. Cet avis se veut un outil de développement, un appui aux initiatives régionales déjà entreprises.

Disponible sur le site du CSF www.csf.gouv.qc.ca (section "en région" et "capitale-nationale") ou en le commandant par téléphone au (418) 644-9144. ■■■



MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

Le travail atypique des parents et la garde des enfants : description du phénomène et recension des expériences étrangères de garde à horaires non usuels

Le tiers environ des emplois québécois sont atypiques : à temps partiel, contractuels, autonomes, de soir, de fin de semaine, occupés souvent par de jeunes parents. Ce document expose les répercussions du travail atypique sur la garde des enfants. Il rapporte plusieurs expériences de garde à horaires non usuels recensées au Canada et dans d'autres pays. ■■■



CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE

Le financement privé des services médicaux et hospitaliers

En mars dernier, le Conseil de la santé et du bien-être a rendu public un avis portant sur *Le financement privé des services médicaux et hospitaliers*. Dans ce nouvel avis, le Conseil analyse et critique les principales affirmations en faveur d'un financement privé des services médicaux et hospitaliers à la lumière de l'expérience internationale et des études scientifiques disponibles. Un rapport sur le même sujet fut également rédigé. ■■■



Les municipalités et le développement social : Un cas-type.

PAR GEORGES LETARTE.

Le 24^e Cahier du GRIDEQ est le mémoire de maîtrise en développement régional de Georges Letarte. La région de la Capitale-Nationale a complété un processus de planification du développement social au cours de l'année 2001, mettant notamment en évidence l'importance du palier local dans le développement social. Cette recherche esquisse les principales caractéristiques et les enjeux liés au développement social de la région. Dans ce contexte, l'auteur tente de mesurer l'implication des municipalités de la région administrative de la Capitale-Nationale du Québec dans le développement social en fonction de variables telles les caractéristiques de la population et la situation financière de ces municipalités. Ces variables ont-elles influencé les choix budgétaires des municipalités dans différents champs reliés au développement social? ■■■

Pour information :
GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec)
Université du Québec à Rimouski,
<http://www3.uqar.quebec.ca/grideq>

Tél. 418-723-1986 poste 1440 ou 1441

Parutions antérieures



Adressé à :

Le bulletin Développement Social est édité par l'Institut national de santé publique (INSPQ).
Sa publication est rendue possible grâce à la collaboration de plusieurs partenaires :

